



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil normal Novembre 2021

SOMMAIRE

PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

CABINET **DIRECTION DES SÉCURITÉS** **BPAS**

. Arrêté PREF/CAB/BPAS/2021326-0001 du 22 novembre 2021 portant autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes destinées à la police municipale, par la commune de Saint-André

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES

BCLAI

. Arrêté PREF/DCL/BCLAI2021313-0001 du 9 novembre 2021 constatant l'adhésion au SYDEEL 66 des communes d'Ayguatebia-Talau, Campôme, Molitig-les-Bains, Mosset, Olette, Pézilla-de-Conflent, Sansa, Soufanyas, Urbanya et Valmanya pour la compétence optionnelle « Infrastructures de communications électroniques »

BCLUE

. Arrêté PREF/DCL/BCLUE/2021313-0001 du 9 novembre 2021 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour la réalisation des études préalables à l'aménagement d'une zone sur la commune de Les Angles

. Arrêté PREF/DCL/BCLUE/2021314-0001 du 10 novembre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 19 mars 2015 relatif à l'exploitation par la CCI du terminal fruitier de Port-Vendres

. Arrêté PREF/DCL/BCLUE/2021322-0001 du 18 novembre 2021 modifiant les prescriptions applicables pour le suivi trentenaire de l'ancienne décharge « Mas d'En Victor » à CANET EN ROUSSILLON – mairie de Canet

. Arrêté PREF/DCL/BCLUE/2021323-0001 du 19 novembre 2021 prescrivant à l'UCA GRAP SUD la réalisation d'un état des perceptions olfactives pour ses installations de St Féliu d'Avall

. Arrêté PREF/DCL/BCLUE/2021329-0001 du 25 novembre 2021 complétant les prescriptions de l'arrêté du 4 juin 2012 autorisant la société SAUR France région Sud-Est à poursuivre l'exploitation de la plate-forme de compostage de THUIR, afin de limiter les nuisances olfactives générées par son fonctionnement.

DIRECTION DE LA CITOYENNETE ET DE LA MIGRATION

Bureau de la Réglementation Générale et des Élections (BRGE)

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021307-0001 du 3 novembre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2021, portant convocation du collège électoral du tribunal de commerce de Perpignan en vue de procéder au renouvellement partiel de ses membres

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021309-0001 du 5 novembre 2021 portant prolongation d'agrément d'un gardien de fourrière pour automobiles et des installations à Rivesaltes

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021312-0001 du 8 novembre 2021 instituant les bureaux de vote et établissant la liste des emplacements d'affichage électoral des communes du département des Pyrénées-Orientales.(Période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022)

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021323 - 0001 du 19 novembre 2021 portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé DRIV'INFINITY à Perpignan.

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021323 - 0002 du 19 novembre 2021 portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé L'EDELWEISS CONDUITE à Bourg-Madame.

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021323 - 0003 du 19 novembre 2021 portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière dénommé JOFFRE AUTO-ECOLE à Perpignan.

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021330-0001 du 26 novembre 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire de la SAS FUNECAP SUD EST pour un établissement secondaire sis à Bompas.

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021330-0002 du 26 novembre 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire de la SAS FUNECAP SUD EST pour un établissement secondaire sis à Canet en Roussillon.

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021330-0003 du 26 novembre 2021 conférant l'honorariat à Monsieur Bernard REMEDI- Maire honoraire Prats-de-Mollo-La-Preste

. Arrêté PREF/DCM/BRGE 2021 334-0001 du 30 novembre modifiant l'arrêté du 8 novembre 2021 instituant les bureaux de vote et établissant la liste des emplacements d'affichage électoral des communes du département des Pyrénées-Orientales (Période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022)

SOUS-PREFECTURE DE CERET

. Arrêté SPCERET/2021314-0002 du 10 novembre 2021 portant habilitation dans le domaine funéraire

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SEFSR

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 306-0001 portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Salses le Chateau

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 307-0001 portant modification (collèges des élus et des professions aéronautiques) de l'arrêté préfectoral n° DDTM/SEFSR/2021132-0001 du 12 mai 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n° DDTM/SEFSR/2019018-0001 du 18 janvier 2019 portant nomination des membres de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Perpignan-Rivesaltes

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 309-0001 portant autorisation de défrichement de bois de 4,667 ha consécutif à la création d'un lotissement sur la commune de Banyuls/Mer

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 313-0001 portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur la commune de Palau del Vidre

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 313-0002 portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur les communes d'Elne et Corneilla del Vercol

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 313-0003 portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur la commune de Banyuls dels Aspres

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 313-0004 portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune d'Ille/Têt

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 314-0001 portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur les communes d'Argelès/Mer et Saint-André

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 320-0001 portant autorisation de battues administratives sangliers sur la commune de Saint Jean Pla de Corts

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 320-0002 autorisant un défrichement de 121 m² sur la commune de Caudiès de Fenouillèdes

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 320-0003 portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers et renards sur les communes d'Alenya, Cabestany, Canet en Roussillon, Saleilles, Saint-Cyprien et Saint-Nazaire

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 320-0004 portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune d'Espira de l'Agly

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 320-0005 portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Saint-Féliu d'Avall

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 323-0001 portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Rigarda

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 323-0002 portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur les communes d'Olette et Jujols

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 326-0001 portant établissement d'une servitude de passage et d'aménagement, visant à assurer la continuité et la pérennité des voies de défense des forêts contre l'incendie (DFCI), sur la piste F 92 de crête, en limite des communes de Trévilach et de Tarerach

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 327-0001 portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Prades

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 329-0001 portant application du régime forestier sur les terrains boisés appartenant à la commune de Fillols

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 329-0002 portant application du régime forestier sur les terrains boisés appartenant à la commune de Céret

. Arrêté DDTM SEFSR 2021 329-0003 portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Collioure

DELEGATION DEPARTEMENTALE DE **L'AGENCE REGIONALE DE SANTE**

- . Décision tarifaire n° 1947 portant modification pour 2021 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'association Joseph SAUVY – 660781071
- . Décision tarifaire n° 1949 portant modification pour 2021 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de la SARL LE PARC - 660000027
- . Décision tarifaire n° 1950 portant modification pour 2021 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'EPMR - 660000126
- . Décision tarifaire n° 1952 portant modification pour 2021 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'association ALEFPA - 590799730
- . Décision tarifaire n° 1955 portant modification du prix de journée globalisé pour 2021 de l'IME LA MAURESQUE - 660780313
- . Décision tarifaire n° 1957 portant modification de la dotation globale de financement pour 2021 du SESSAD LE TAIT D'UNION - 660790478
- . Décision tarifaire n° 1958 portant modification du prix de journée globalisé pour 2021 de la MAS LES EMBRUNS - 660010190
- . Décision tarifaire n° 1959 portant modification du prix de journée globalisé pour 2021 de la MAS SOL I MAR - 660786807
- . Décision tarifaire n° 1962 portant modification du prix de journée globalisé pour 2021 de l'UNITE HORIZON - 660010182
- . Décision tarifaire n° 2021 portant modification du prix de journée globalisé pour 2021 de l'IEM GALAXIE – 660786880
- . Décision tarifaire n° 2064 portant modification pour 2021 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat d'objectifs et de moyens de l'UNAPEI 66 - 660784604
- . Décision tarifaire n° 2063 portant modification pour 2021 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat d'objectifs et de moyens de l'ADPEP 66 – 660784620

Service : Cellule Personnes Agées – Unité Parcours Inclusifs - Pôle Animation de la Transformation de l'Offre

Arrêté conjoint portant changement de dénomination de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) "CMPPA situé à Salses le Château en EHPAD "GCSMS CGR"

Arrêté conjoint portant changement de dénomination de l'établissement expérimental pour personnes âgées (EEPA) dédié à l'accueil de personnes handicapées vieillissantes (PHV) "Centre gérontologique du Roussillon" à Thuir



DIRECTION DES SÉCURITÉS
Bureau des polices administratives de sécurité

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/CAB/BPAS/2021 326-0001

portant autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes destinées à la police municipale, par la commune de Saint-André

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

Vu le code de sécurité intérieure et notamment ses articles L511-5, L512-1 à L512-7, L512-5 et R511-30 à R511-34, le chapitre V du titre 1er de son livre V ;

Vu le décret n°2016-2016 du 28 novembre 2016 relatif aux conventions locales de sûreté des transports collectifs et aux conditions d'armement des agents de police municipale, des gardes champêtres et des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP ;

Vu le décret n°2020-511 du 2 mai 2020 modifiant le code de la sécurité intérieure et portant diverses dispositions relatives aux agents de police municipale ;

Vu le décret n° INTA2020076D du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Étienne STOSKOPF, Préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté n° PREF/SCPPAT/2020237-0004 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Sébastien BOUCARD, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu la convention de coordination de la police municipale avec les forces de sécurité de l'État conclue le 8 mars 2021 entre le préfet des Pyrénées-Orientales et le maire de Saint-André ;

Vu les pièces justificatives transmises le 14 juin 2021 par le maire de Saint-André attestant que les conditions de conservation et de gestion des armes prévues aux articles R511-32 et R511-33 du CSI sont remplies ;

Considérant la demande présentée par M. le maire de Saint-André le 10 novembre 2021 ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales :

ARRÊTE

Article 1^{er} : La commune de Saint-André est autorisée à acquérir, détenir et conserver les armes suivantes : .../...

- 2 armes de poing chambrées pour le calibre 9X19 (9mm luger) ;
- 2 matraques de type « bâton de défense » télescopiques ;
- 1 générateur d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes de catégorie B ;
- 2 générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes de catégorie D ;

en vue de leur remise aux agents de police municipale préalablement agréés et autorisés au port d'arme dans l'exercice de leurs fonctions prévues par le code de la sécurité intérieure susvisé.

Article 2 : La présente autorisation est valable, en tant que besoin, pour l'acquisition et la détention des munitions correspondantes :

- au titre du service de voie publique, dans la limite d'un stock de cinquante munitions à projectile expansif par arme ;

- au titre de la formation préalable prévue à l'article R511-19 du CSI, dans la limite d'un stock de trois cents munitions par arme pour les modules de formation définis par l'arrêté mentionné à l'article R511-22 du même code ;

- au titre de la formation d'entraînement mentionnée à l'article R511-21 du CSI, dans la limite d'un stock de cent munitions par arme pour les formations annuelles définies par l'arrêté mentionné à l'article R511-22 du même code.

Article 3 : Sauf lorsqu'elles sont portées en service par les agents de police municipale ou transportées pour les séances de formation, les armes et les munitions faisant l'objet de la présente autorisation doivent être déposées, munitions à part, dans le coffre fort ou l'armoire forte, scellés au mur ou au sol de la pièce sécurisée du poste de police municipale.

Article 4 : La commune de Saint-André autorisée à acquérir, détenir et conserver les armes mentionnées à l'article 1^{er} tient un registre d'inventaire de ces matériels permettant leur identification et établit un état journalier des sorties et réintégrations des armes, ainsi que l'identité de l'agent de police municipale auquel l'arme a été remise lors de la prise de service. Le registre d'inventaire satisfait aux prescriptions du code de la sécurité intérieure.

Article 5 : La présente autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes est valable **CINQ ANS**.

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment pour des motifs d'ordre public ou de sécurité des personnes ou en cas de résiliation de la convention de coordination susvisée.

Le vol ou la perte de toute arme ou munitions fait l'objet, sans délai par la commune, d'une déclaration aux services de la police ou de la gendarmerie nationales territorialement compétents.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n°PREF/CAB/BPAS/2021167-0001 du 16 juin 2021 portant autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes destinées à la police municipale, par la commune de Saint-André est abrogé.

Article 7 : M. le directeur de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales, M. le commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Orientales et M. le maire de Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Perpignan, le **22 NOV. 2021**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet/directeur de cabinet,


Jean-Sébastien BOUCARD



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS ET DE LA LÉGALITÉ
Bureau du contrôle de légalité administratif
et de l'intercommunalité

**ARRÊTÉ N° PREF/DCL/BCLAI/2021313-0001 du 9 novembre 2021
constatant l'adhésion au Syndicat Départemental d'Énergies
et d'Électricité du Pays Catalan (SYDEEL 66)
des communes d'Ayguatébia-Talau, Campôme, Molitg-les-Bains, Mosset,
Olette, Pézilla-de-Conflent, Sansa, Souanyas, Urbanya et Valmanya
pour la compétence optionnelle
« Infrastructures de communications électroniques »**

Le préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU les articles L.5211-18, L.5212-16 et L.5711-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

VU l'arrêté du 25 janvier 1995 portant création du Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité des Pyrénées-Orientales (SYDEEL 66), modifié ;

VU les délibérations respectives des conseils municipaux des communes d'Ayguatébia-Talau (le 02/03/2019), Campôme (le 12/04/2019), Molitg-les-Bains (01/04/2019), Mosset (le 08/04/2019), Olette (le 21/02/2019), Pézilla-de-Conflent (le 23/02/2019), Sansa (le 23/02/2019), Souanyas (le 13/04/2019), Urbanya (le 15/02/2019) et Valmanya (le 14/04/2019) approuvant le transfert de la compétence optionnelle « infrastructures de communications électroniques » au SYDEEL 66 ;

VU la délibération du 21 septembre 2021 du comité syndical du SYDEEL 66 approuvant l'adhésion des communes d'Ayguatébia-Talau, Campôme, Molitg-les-Bains, Mosset, Olette, Pézilla-de-Conflent, Sansa, Souanyas, Urbanya et Valmanya au groupement pour la compétence optionnelle « Infrastructures de communications électroniques » (Télévision) ;

CONSIDÉRANT que les conditions fixées par l'article 6 des statuts du groupement sont réunies ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

Article 1er :

Le transfert de la compétence optionnelle « Infrastructures de communications électroniques » (Télévision), par les communes d'Ayguatèbia-Talau, Campôme, Molitg-les-Bains, Mosset, Olette, Pézilla-de-Conflent, Sansa, Souanyas, Urbanya et Valmanya au Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité du Pays Catalan, est constaté à compter du 15/10/2021.

La liste actualisée des communes ayant transféré cette compétence au SYDEEL demeurera annexée au présent arrêté.

Article 2 :

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa publication, celui-ci pouvant être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr. Un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales peut être exercé, pendant ce même délai.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le président du Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité du Pays Catalan, les maires des communes membres, le président de la communauté urbaine de Perpignan Méditerranée Métropole, les sous-préfets de Prades et Céret, ainsi que la directrice départementale des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le 09 NOV. 2021

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Kevin MAZUYER

**ANNEXE 1 : Liste des communes ayant transféré au SYDEEL66 la compétence optionnelle
"Infrastructures de communications électroniques"**

Ayguatébia-Talau
Campôme
Clara-Villerach
Molitg-les-Bains
Mosset
Olette
Pézilla-de-Conflent
Sansa
Souanyas
Taurinya
Urbanya
Valmanya

*VII pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
le 9 NOV. 2021.....*

Isabelle FERRON
pour le chef de service
radiotélécommunications
Isabelle FERRON



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité
de l'urbanisme et de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2021313-0001 du 9 novembre 2021
portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées
pour la réalisation des études préalables à l'aménagement d'une zone
Commune de Les Angles

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de justice administrative

VU la loi du 29 décembre 1892, article 1^{er}, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères

VU la loi du 22 juillet 1889 modifiée sur la procédure à suivre devant les tribunaux

VU la demande présentée par le maire de la commune de Les Angles en date du 26 octobre 2021

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTÉ :

Article 1er : Les agents de la commune de Les Angles, et ceux des bureaux d'études missionnés par elle, sont autorisés, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux études relatives au projet d'aménagement de la zone figurant en annexe du présent arrêté (études environnementales, études des sols).

.../...

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les bois soumis au régime forestier.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur le territoire de la commune de Les Angles, dans le périmètre selon la carte annexée au présent arrêté.

Article 2 : Chacun des intervenants chargés des études sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Lesdites responsables ne pourront pénétrer dans les propriétés privées qu'après l'accomplissement des formalités prévues par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892.

Article 3 : Le maire, les gendarmes, la police municipale, les gardes champêtres ou forestiers, les propriétaires et les habitants de la commune dans laquelle les études seront réalisées, sont invités à prêter aide et assistance aux agents dans l'accomplissement de leur mission.

Ils prendront les mesures nécessaires pour la conservation des balises, piquets, jalons, bornes, repères, instrumentations et appareillages établis sur le terrain.

Article 4 : Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés aux propriétés par le personnel chargé des études seront à la charge de la commune de Les Angles. A défaut d'entente amiable, elles seront fixées par le tribunal administratif de MONTPELLIER.

Article 5 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit, s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois suivant sa date de parution.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché immédiatement dans la commune de Les Angles, à la diligence du maire, qui adressera à la préfecture un certificat justifiant l'accomplissement de cette formalité.

Article 7 : Le présent arrêté est valable pour une période de cinq ans à compter de sa signature.

Article 8 : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot) dans le délai de deux mois courant à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Durant ce délai de deux mois, un recours gracieux peut être exercé.

.../...

En application de l'article R.421-2 du code précité, « sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours ».

Article 9 : M. le secrétaire général de la Préfecture, M. le maire de la commune de les Angles, M. le colonel, commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Orientales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs, et dont copie pour information sera adressée à M. le sous-préfet de Prades.

Fait à Perpignan, le 09 NOV. 2021

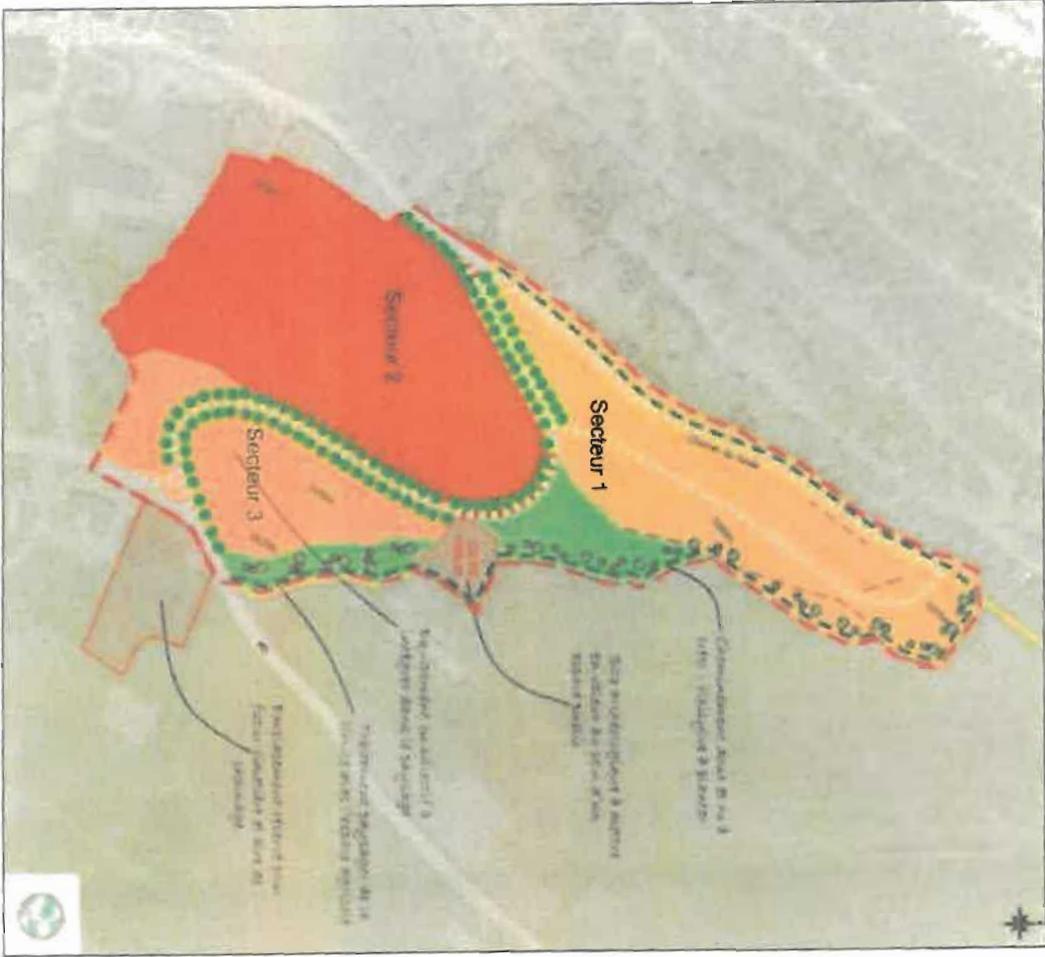
Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Kevin MAZOYER

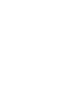
Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour Perpignan, le 09 NOV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Kevin MAZoyer



LEGENDE

-  Périmètre d'étude
-  Habitat pavillonnaire type châteaux
-  Habitat collectif
-  Habitat collectif ouvrier
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement
-  Espace vert d'accompagnement



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme
et de l'Environnement

Perpignan le 10 novembre 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° PREF/DCL/BCLUE 2021314-0001

Modifiant certaines prescriptions de
l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2015078-0006 du 19 mars 2015, enregistrant la
CCI Perpignan pour l'exploitation d'un terminal fruitier à Port-Vendres.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'Environnement ;
- Vu** l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;
- Vu** l'Arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d) " - (Rubrique n°2925-1) ;
- Vu** l'arrêté n° 2394/2006 du 15 juin 2006 autorisant la CCI de Perpignan et des Pyrénées-Orientales à poursuivre l'exploitation du terminal fruitier situé au port de commerce de Port-Vendres ;
- Vu** l'arrêté complémentaire n° 3692/07 du 10 octobre 2007 modifiant l'arrêté n° 2394/2006 du 15 juin 2006 susvisé ;
- Vu** le courrier de la préfecture du 16/12/2013 confirmant que le terminal fruitier de Port-Vendres exploité par la CCI de Perpignan bénéficie de l'antériorité pour la rubrique 1185-2a (régime déclaratif) ;
- Vu** le courrier de la préfecture du 24/06/2014 confirmant que le terminal fruitier de Port-Vendres exploité par la CCI de Perpignan bénéficie de l'antériorité pour la rubrique 1511-2 (régime enregistrement) ;
- Vu** le dossier déposé le 24/10/2014 par la CCI de Perpignan portant à la connaissance du préfet les modifications envisagées au sein du port de Commerce de Port-Vendres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2015078-0006 du 19 mars 2015, dont les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement qui fait suite à la visite d'inspection du 30/03/2021 dont une copie a été transmise à l'exploitant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021180-0001 du 29 juin 2021, mettant en demeure la CCI de Perpignan exploitant le terminal fruitier de Port-Vendres de respecter les prescriptions applicables à leurs installations situées sur le port de commerce de Port-Vendres;

Vu les courriers du 2 et 15 juillet 2021 de la CCI de Perpignan adressés à la préfecture, demandant l'adaptation de certaines prescriptions de son arrêté préfectoral d'enregistrement, suite aux écarts relevés lors de l'inspection du 30/03/2021;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 23/09/2021 proposant un avis favorable à la demande d'adaptation de certaines prescriptions de l'AP d'enregistrement du terminal fruitier de Port-Vendres;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 20 octobre 2021;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'obligation d'élaborer un plan d'opération interne est prévue par l'article L.515-41 du code de l'environnement qui s'applique aux établissements qui présentent des dangers spécifiques pour la sécurité et la santé (établissements dits SEVESO);

Considérant que la prescription de l'article II.4.4 « Plan d'Opération Interne » paraît disproportionnée au regard du régime ICPE de l'établissement (enregistrement) et des risques associés à l'activité ;

Considérant que le POI de la CCI peut être requalifié en consigne d'exploitation à utiliser en cas d'incendie (plan de secours), en application de l'article 2.4.5. « Consignes d'exploitation » de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la prescription de l'article II.4.2 « Transit des déchets » paraît inadaptée au regard des marchandises déchargées classées « sous douane », que l'exploitant ne peut évacuer dans la journée les fruits impropres à la vente, que le stockage des fruits impropres à la vente est réalisé dans les cellules frigorifiques afin de ne pas attirer les nuisibles et que cette mesure bénéficie d'une consigne d'exploitation ;

Considérant que l'article R512-46-22 du CE prévoit le cas échéant, postérieurement à la mise en service de l'installation, que le préfet fixe par arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées, les prescriptions prévues par l'article L. 512-7-5.

Après communication au demandeur du projet d'arrêté d'enregistrement réglementant la poursuite de son activité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1 - MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2015078-0006 du 19 mars 2015, enregistrant la CCI Perpignan pour l'exploitation d'un terminal fruitier à Port-Vendres, sont modifiées par les prescriptions des articles du présent arrêté.

ARTICLE 2 - PLAN D'OPÉRATION INTERNE

Les prescriptions de l'article II.4.4 « Plan d'Opération Interne » de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2015078-0006 du 19 mars 2015 susvisé, sont supprimées et remplacées comme suit :

La consigne d'exploitation à utiliser en cas d'incendie (plan de secours), est établie en application de l'article 2.4.5. « Consignes d'exploitation » de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 - TRANSIT DES DÉCHETS

La prescription de l'article II.4.2 « Transit des déchets » de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2015078-0006 du 19 mars 2015 susvisé, est supprimée et remplacée comme suit :

Le stockage des fruits impropres à la vente ne devra pas excéder 48 heures et toutes les mesures de lutte contre les nuisibles (rongeurs, insectes) devront être mises en place.

ARTICLE 4 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- ✓ d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- ✓ d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- ✓ d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE - EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Port-Vendres, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Perpignan.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Kévin MAZOYER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme
et de l'Environnement

Perpignan le

18 NOV. 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° PREF/DCL/BCLUE/2021.322.0001
Modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2013087/0007 du 28/03/2013
portant prescriptions complémentaires pour le suivi trentenaire de l'ancienne décharge
d'ordures ménagères située au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur la commune de Canet-en-
Roussillon

Le préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V – Titres I et IV et les articles R. 512-31 et R. 512-39-1 ;

Vu le décret 2005-935 du 02 août 2005 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3289 du 11 septembre 1967 autorisant le syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de CANET, CABESTANY et SAINT-NAZAIRE à installer à titre provisoire un dépôt d'ordures ménagères au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON dans l'attente de la création d'une usine de traitement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3765 du 20 avril 1970 autorisant le syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de CANET, CABESTANY et SAINT-NAZAIRE à exploiter un dépôt d'ordures ménagères au lieu dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4613 du 18 juillet 1977 autorisant le district de la côte radieuse (communes de CABESTANY, CANET-EN-ROUSSILLON, SAINT-NAZAIRE, LATOUR-BAS-ELNE, SALEILLES, SAINT-CYPRIEN) à exploiter une décharge au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5639 du 30 juin 1989 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation par le syndicat intercommunal de la côte radieuse d'un centre d'élimination d'ordures ménagères au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6083 du 04 octobre 1993 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'un centre d'élimination d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu le courrier de l'ADEME du 24 avril 2009 indiquant que l'ensemble des travaux de remise en état de la décharge du « Mas d'en Victor » paraissent avoir été réalisés conformément au dossier de demande de subvention ;

Vu le dossier d'arrêt définitif du 24 juin 2010 de l'ancienne décharge située au lieu-dit « Mas d'en Victor », sur le territoire de la commune de CANET-EN-ROUSSILLON ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013087/0007 du 28/03/2013 portant prescriptions complémentaires pour le suivi trentenaire de l'ancienne décharge d'ordures ménagères située au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur la commune de CANET-EN-ROUSSILLON;

Vu la visite d'inspection effectuée sur le site le 2 février 2021;

Vu le courrier de la commune de Canet-en-Roussillon du 19 avril 2021 faisant réponse à la visite d'inspection du 2 février 2021 de l'ancienne décharge du Mas d'En Victor, transmettant à l'inspection une demande de modification de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24/09/2021 concluant que la demande d'adaptation apparaît recevable et proposant d'y donner une suite favorable;

Vu le projet d'arrêt transmis à l'exploitant le 27/09/2021 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant confirmée par courriel en date du 30/09/2021 ;

Considérant que la prescription de l'article 7-3 « contrôle d'accès au site » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire, paraît inadaptée au regard de la configuration du site;

Considérant que la prescription l'article 7-4 « surveillance des eaux superficielles et des lixiviats » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire, paraît inadaptée au regard de la conformité des rejets;

Considérant que l'article 2 « actualisation des prescriptions, fin de la période de suivi » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire, prévoit que cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale et que sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire;

Après communication au demandeur du projet d'arrêt modificatif le 11 octobre 2021;

Considérant l'absence d'observations sur le projet d'arrêt transmis;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2013087/0007 du 28/03/2013 portant prescriptions complémentaires pour le suivi trentenaire de l'ancienne décharge d'ordures ménagères située au lieu-dit « Mas d'en Victor » sur la commune de Canet-en-Roussillon, sont modifiés par les prescriptions des articles du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CONTRÔLE D'ACCÈS AU SITE

Les prescriptions de l'article 7-3 « contrôle d'accès au site » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire susvisé, sont supprimées et remplacées comme suit :

« Afin d'en interdire l'accès, l'installation de stockage est munie :

- d'un fossé périphérique permettant de limiter les intrusions le long des chemins ;
- de barrières fermées à clé, positionnées aux passages busés ;
- d'une clôture le long des limites mitoyennes avec le quai de transfert et la déchetterie, ainsi que de grilles fermées à clef en dehors des heures de présence du personnel.

L'ensemble de ce dispositif doit être entretenu et maintenu jusqu'à la fin de la période de suivi. »

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES ET DES LIXIVIATS

La prescription de l'article 7-4 « surveillance des eaux superficielles et des lixiviats » de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013087/0007 du 28/03/2013 de suivi trentenaire susvisé, est complété comme suit :

« En cas de conformité des rejets, l'exploitant peut s'exempter de la mise en place du décanteur-débourbeur. »

ARTICLE 4 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- ✓ d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- ✓ d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- ✓ d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier (34 000) 6 rue Pitot
- ✓ Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécour citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Canet-en-Roussillon, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à M. le maire de Canet-en-Roussillon.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Kevin MAZOYER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 19 novembre 2021

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF-DCL-BCLUE-2021323-0001

Prescrivant la réalisation d'un état des perceptions olfactives et le cas échéant d'un diagnostic et d'une étude de dispersion, pour la plate-forme de compostage exploitée par l'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD et située 6 avenue du Languedoc à Saint-Félic d'Avall

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12/07/2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°4253 du 09 juillet 1974 autorisant la Coopérative ROUSSILLON ALIMENTAIRE LA CATALANE à exploiter une distillerie agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 3994/07 du 12/11/2007 abrogeant les prescriptions antérieures et fixant les prescriptions applicables à la coopérative Roussillon Alimentaire La Catalane pour l'exploitation d'une distillerie sur le territoire de la commune de Saint-Félic d'Avall ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2011.112-0008 du 22/04/2011 et n°2015.316-0003 du 12/11/2015 modifiant l'arrêté complémentaire n°3994/07 du 12 novembre 2007 ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant n°517/11 du 06/10/2011 délivré à l'Union de Coopératives Agricoles GRAP'SUD concernant la reprise de la distillerie de Saint-Félic d'Avall ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 20 octobre 2021 afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées le 8 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que des riverains de l'installation GRAP'SUD ont adressé à la préfecture le 19/03/2021 une plainte de voisinage concernant des nuisances olfactives entraînant des effets sur leur santé ;

~~**CONSIDÉRANT** que la société GRAP'SUD a précisé par mail du 15/04/2021 :~~

- avoir réalisé des essais de compostage de biodéchets en mélange avec des déchets verts et que suite aux pluies sur le mois de mars il y a eu la formation de jus au niveau du sol qui a pu entraîner des odeurs jugées gênantes ;
- avoir mis en place des actions correctives pour améliorer le fonctionnement de la plate-forme de compostage et limiter les odeurs gênantes.

CONSIDÉRANT qu'une nouvelle plainte de voisinage concernant les nuisances olfactives a été adressée à la préfecture le 11/08/2021 ;

CONSIDÉRANT que les articles 6.2.2 et 6.2.3 de l'arrêté du 12/07/2011 susvisé relatif aux installations de compostage soumises à déclaration prévoit qu'en cas de plainte ayant entraîné la prescription d'un contrôle et en cas de nuisance importante, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement, un diagnostic et une étude de dispersion.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

Dans un délai de 9 mois à compter de la signature du présent arrêté,

l'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD dont le siège social est situé 30360 CRUVIERS-LASCOURS ,

pour sa plate-forme de compostage située 6 avenue du Languedoc à Saint Féliu d'Avall,

fait réaliser, en application de l'article 6.2.2 de l'arrêté du 12/07/2011 susvisé, un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement.

Cet état est réalisé par un organisme compétent.

Il doit permettre de vérifier l'intensité des odeurs imputables aux activités de l'installation, mesurée selon la norme en vigueur (norme NF X 43-103 à la date de publication du présent arrêté) au niveau des zones d'occupation humaine telles que définies ci-dessous, situées dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation.

L'organisme doit justifier que l'état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement est réalisé à une période représentative du fonctionnement des installations et en corrélation avec l'historique des plaintes pour nuisances olfactives, dont l'exploitant a eu connaissance.

Cet état doit permettre de déterminer le niveau d'impact, faible ou non-faible, en fonction de l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade, dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation, ne doit pas dépasser la limite de 5 uoe/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'état des perceptions olfactives réalisé en application de l'article 1 fait ressortir un impact non-faible,

dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté,

en application de l'article 6.2.3 de l'arrêté du 12/07/2011 susvisé,

l'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD :

- complète l'état des perceptions olfactives par un diagnostic et une étude de dispersion. Ce diagnostic et cette étude de dispersion doivent permettre d'identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif de qualité de l'air ambiant ;
- met en œuvre les modifications permettant de respecter la concentration limite.

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de l'union de coopérative Agricoles GRAP'SUD des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

soit par courrier, soit par l'application informatique télécours accessible sur le site <http://www.telercours.fr>.

ARTICLE 5- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Saint-Félicien-d'Avall, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Perpignan, le 9 NOV 2021

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,

Kévin MAZOYER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 25 novembre 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PREF/DCL/BCLUE/n° 2021329-0001

complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2012156-0003 du 04 juin 2012 autorisant la société SAUR France Région Sud-Est à poursuivre l'exploitation de la plate-forme de compostage de Thuir, afin de limiter les nuisances olfactives générées par son fonctionnement

Le préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement;

VU le récépissé de déclaration n° 102-06 du 24 février 2006 délivré à la société COMPOST-ENVIRONNEMENT pour l'exploitation d'une plate-forme de compostage de boues d'épuration et de déchets végétaux située sur la commune de Thuir, au lieu-dit « Vigne del Rey »;

VU le récépissé de déclaration n° 532/11 du 23 décembre 2011 de changement d'exploitation au bénéfice de la société SAUR France région Sud-Est ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juin 2012 modifié autorisant la société SAUR FRANCE région Sud-Est à poursuivre l'exploitation de la plate-forme de compostage de Thuir ;

VU la plainte de madame la présidente de l'association environnementale PIETAT en date du 24 juin 2021 ;

VU le rapport n° 2021-153-PR du 5 octobre 2021 de l'inspection des installations classées, accompagné d'un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, transmis à la société SAUR France région Sud-Est ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant le 26 octobre 2021 ;

VU l'absence d'observations de la société SAUR France région Sud Est ;

CONSIDERANT les témoignages de plusieurs riverains de la plate-forme de compostage, recueillis par l'inspection des installations classées le 24 septembre 2021, concernant des nuisances olfactives susceptibles de provenir de la plate-forme de compostage ;

CONSIDERANT l'absence d'autres installations susceptibles d'être à l'origine de telles nuisances dans le secteur en dehors de la station de traitement des eaux urbaines, mitoyenne de la plate-forme de compostage ;

CONSIDERANT que, le 24 septembre 2021, l'inspection des installations classées a constaté que de ces deux installations, la plate-forme de compostage était celle dont le fonctionnement générait significativement le plus d'odeurs ;

CONSIDERANT les plaintes récurrentes pour nuisances olfactives liées au fonctionnement de la plate-forme de compostage, malgré les mesures mises en œuvre par l'exploitant en 2015 pour limiter les odeurs ;

CONSIDERANT que les installations de la plate-forme de compostage, telles qu'elles sont conçues et exploitées, ne permettent pas de prévenir ou limiter les inconvénients pour la commodité du voisinage, visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les articles 52 et 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatifs aux installations de compostage soumises à enregistrement confirment qu'en cas de plainte ayant entraîné la prescription d'un contrôle et en cas de nuisance importante, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement, ainsi qu'un diagnostic et une étude de dispersion.

CONSIDERANT que, dès lors, en application des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - PORTÉE

La société SAUR (N° SIREN : 339 379 984), dont le siège social est situé 11 chemin de Bretagne à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la plateforme de compostage, sise sur le territoire de la commune de Thuir (66300), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2- ÉTAT DES PERCEPTIONS OLFACTIVES PRÉSENTES DANS L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. L'intensité des odeurs imputables aux activités de l'installation, mesurées selon la norme en vigueur (norme NF X 43-103) au niveau des habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade, situées dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation,

doit être considérée comme faible. Dans le cas contraire, l'exploitant réalise le diagnostic et l'étude de dispersion prévus à l'article 3 du présent arrêté.

L'état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement est réalisé à une période représentative du fonctionnement des installations et en corrélation avec l'historique des plaintes pour nuisances olfactives, dont l'exploitant a eu connaissance.

ARTICLE 3 - DIAGNOSTIC ET ÉTUDE DE DISPERSION

Uniquement dans le cas où l'intensité des odeurs imputables aux activités de l'installation, mesurée lors de l'état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement, mentionné à l'article précédent, ne peut être considéré comme faible, l'exploitant fait réaliser, par un organisme compétent, un diagnostic et une étude de dispersion.

Ce diagnostic et cette étude de dispersion ont pour objet d'identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter afin que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans ladite étude au niveau des habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade, dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation, ne doit pas dépasser la limite de 5 uoe/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

Le diagnostic est réalisé à une période représentative du fonctionnement des installations et en corrélation avec l'historique des plaintes pour nuisances olfactives, dont l'exploitant a eu connaissance.

L'étude comporte a minima :

- une analyse des améliorations pouvant être apportées aux équipements existants sur la plateforme de compostage de l'exploitant et à leur mode d'exploitation ;
- le recensement et la description du principe de fonctionnement, de solutions déjà mises en œuvre pour réduire les émissions d'odeurs sur des installations similaires (en termes de proximité des habitations) en France ou à l'étranger ;
- un examen de la compatibilité technique de chacune de ces solutions avec la configuration et le mode de fonctionnement des installations actuelles de la plateforme de compostage de l'exploitant ;
- une évaluation du rapport coût de mise en œuvre/efficacité espérée de chacune des solutions étudiées.

En conclusion de l'étude, l'exploitant :

- justifie, la ou les solutions qu'il retient de mettre en œuvre, assorties d'un échéancier de réalisation, pour respecter l'objectif de qualité de l'air ambiant attendu ;
- décrit les modalités d'un protocole permettant d'apprécier l'efficacité, au niveau des habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade, dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation, de la ou des solutions retenues une fois qu'elles auront été mises en œuvre.

ARTICLE 4 - CHOIX DE L'ORGANISME COMPÉTENT

Préalablement à la réalisation de l'état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement, du diagnostic et de l'étude de dispersion, cités dans les articles précédents, l'exploitant soumet à l'inspection des installations classées le nom et les références de l'organisme compétent auquel il envisage de faire appel pour les réaliser.

ARTICLE 5 - DÉLAIS DE TRANSMISSION À L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

| | |
|--|----------------------------|
| Choix de l'organisme compétent (article 4) | 3 mois* |
| État des perceptions olfactives présentes dans l'environnement (article 2) | Avant le 30 septembre 2022 |
| Diagnostic et étude de dispersion (article 3) | Avant le 31 décembre 2022 |

* À compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral à l'exploitant.

ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi via l'application «télérecours citoyen» accessible à cette adresse « www.telerecours.fr »

ARTICLE 7 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Thuir, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et qui sera notifié à la société SAUR France région Sud-Est. L'arrêté sera adressé à M. le maire de Thuir et au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement/Unité interdépartementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Kevin MAZOYER



Direction de la citoyenneté et de la migration
Bureau de la réglementation générale et des élections

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PREF/DCM/BRGE 2021330-0002 du 26 novembre 2021
portant habilitation dans le domaine funéraire
de la SAS FUNECAP SUD EST pour un établissement
secondaire sis à Canet en Roussillon

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2223-19; R2223-59, D2223-39 et D2223-114 et D2223-120 ;

VU la demande d'habilitation dans le domaine funéraire, de la SAS FUNECAP SUD EST , présentée par M. LE DIOURON Philippe, en qualité de directeur exécutif, pour un établissement secondaire au nom commercial de « Pompes Funèbres Saint Georges » et à l'enseigne « Roc-Eclerc », sis 28 boulevard De Las Bigues 66140 Canet en Roussillon.

Considérant que l'intéressé remplit les conditions requises :

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE:

Article 1er : l'établissement secondaire de la SAS FUNECAP SUD EST au nom commercial de « Pompes Funèbres Saint Georges » et à l'enseigne « Roc-Eclerc », sis 28 boulevard De Las Bigues 66140 Canet en Roussillon, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- transport de corps avant et après mise en bière,
- organisation des obsèques,
- soins de conservation (sous-traitance)
- fournitures des cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs, des housses, et urnes cinéraires,
- fourniture des corbillards et voitures de deuils,
- fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

.../...

Article 2 : Le numéro d'habilitation qui lui est attribué sur le référentiel des opérateurs funéraires est le n° **21-66-0191**.

Article 3 : La présente habilitation est **valide 5 ans** ;

Article 4 : L'habilitation peut être suspendue ou retirée pour les motifs suivants :

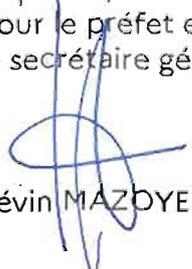
- non respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance;
- non respect du règlement national de pompes funèbres;
- non exercice ou cessation des activités au titre desquelles elle a été délivrée;
- atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34000 Montpellier). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le maire de la commune de Canet en Roussillon, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Pyrénées-Orientales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à l'intéressé

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Kévin MAZDYER



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA MIGRATION

Bureau de la réglementation générale et des élections

Service des élections

Affaire suivie par : NR/VM/GR/LB

Tél : 04 68 51 66 18 - 17

Mèl : pref-elections@pyrenees-orientales.gouv.fr

ARRÊTÉ PREF/DCM/BRGE 2021 334-0001 du 30 novembre 2021

modifiant l'arrêté PREF/DCM/BRGE 2021 312-0001 du 8 novembre 2021 instituant les bureaux de vote et établissant la liste des emplacements d'affichage électoral des communes du département des Pyrénées-Orientales (Période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022)

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** l'article R.40 du code électoral;
- VU** la loi n° 2021-335 du 29 mars 2021 portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République ;
- VU** la circulaire ministérielle NOR : INTA2031715J du 4 février 2021, addendum à l'instruction INTA1830120J relative à la tenue des listes électorales et des listes électorales complémentaires ;
- VU** l'arrêté préfectoral PREF/DCM/BRGE 2021312-0001 du 8 novembre 2021 modifiant et instituant les bureaux de vote et établissant la liste des emplacements d'affichage électoral des communes du département des Pyrénées-Orientales (Période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021) ;
- VU** les demandes formulées par les maires du département ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Étienne STOSKOPF, préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2020-237-0001 du 24 août 2020, portant délégation de signature à M. Kevin MAZOYER, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE :

Article 1er : Les électeurs du département des Pyrénées-Orientales exerceront leur droit de vote dans les bureaux de vote désignés en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : La liste des bureaux de vote mentionnée à l'article 1 du présent arrêté servira pour toute élection qui aura lieu au cours de l'année 2022.

Article 3 : Le nombre de bureaux de vote sur le département des Pyrénées-Orientales s'élève à **481** dont :

- **317 bureaux de vote multiples** (répartis sur 62 communes),
- **164 bureaux de vote uniques.**

Article 4 : Le nombre d'emplacements d'affichage sur le département des Pyrénées-Orientales s'élève à **502**.

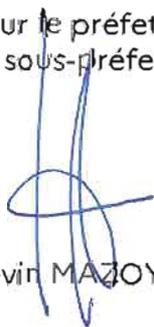
Article 5 : Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6, rue Pitot - 34063 MONTPELLIER CEDEX). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Messieurs les Sous-Préfets de Céret et de Prades, Mesdames et Messieurs les Maires du département, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Perpignan, le 30 novembre 2021

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général,



Kévin MAZOYER

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|----------------------------------|-----------|---|-------|---------------------------|-----------|---|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| ALBERE (I') | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | | Salle polyvalente |
| ALENYA | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 02 | | 03 | 1 – École élémentaire Françoise Lopes Girona – bvd du 8 mai 1945 - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – École élémentaire Françoise Lopes Girona – bvd du 8 mai 1945 |
| | | | | | | 3 – École maternelle – boulevard du 8 mai 1945 |
| AMELIE LES BAINS/ PALALDA | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | | 03 | 1 –Espace Méditerranée – rue des anciens combattants d'Afrique du Nord – bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 2 | | | | 2 –Espace Méditerranée – rue des anciens combattants d'Afrique du Nord |
| | | 1 – Espace Méditerranée–rue des anciens combattants d'Afrique du Nord | | | | 3 –Musée de la poste "Casal" – Place de la Nation |
| ANGLES (les) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – place du Coq d'Or |
| ANGOUSTRINE/VILLENEUVE ESCALDES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle Joseph Cot – 39 route des Pyrénées |
| ANSIGNAN | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Salle de l'Aqueduc – rue de la cave coopérative |
| ARBOUSSOLS | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie-Place de la mairie |
| ARGELES SUR MER | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | | 010 | 1 – Mairie – salle du conseil municipal - bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 5 | | | | 2 – Mairie – salle des commissions |
| | | 1 – Mairie–salle du conseil municipal | | | | 3 – Mairie – salle Buisson nord |
| | | | | | | 4 – Mairie – salle Buisson sud |
| | | | | | | 5 – Foyer du 3ème âge |
| | | | | | | 6- centre technique municipal |
| | | | | | | 7 – Salle Philippe Poiraud |
| | | | | | | 8 – Espace Waldeck Rousseau – salle n°1 |
| | | | | | | 9 – Espace Waldeck Rousseau – salle n°2 |
| | | | | | | 10 – Espace Waldeck Rousseau- salle n°3 |
| ARLES SUR TECH | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Salle des fêtes – place Monin |
| AYGUATEBIA-TALAU | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – salle de réunion – 10 rue de la mairie |
| BAGES | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | | 03 | 1 – Halle aux sports « Louis Nogères » - route d'Ortaffa – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Halle aux sports « Louis Nogères » - route d'Ortaffa |
| | | | | | | 3 – Halle aux sports « Louis Nogères » - route d'Ortaffa |
| BAHO | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | | 02 | 1 – Salle polyvalente-place du 8 mai 1945 – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle polyvalente-place du 8 mai 1945 |
| BAILLESTAVY | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Maison d'animation – plaça nova |
| BAIXAS | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | | 02 | 1 – Foyer rural – rue des Cordiers |
| | | | | | | 2 - Château les Pins – Espace Jordi – 1 bvd de la République – bureau centralisateur |
| BANYULS DELS ASPRES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Groupe scolaire – 46, rue des Vendanges – entrée avenue de la Gare |
| BANYULS SUR MER | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | | 03 | 1 – Mairie – salle du conseil municipal-Avenue de la République- bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Mairie – salle des mariages-avenue de la république |
| | | | | | | 3 – Mairie – Salle Jean Jaurès-Avenue de la République |
| BARCARES (LE) | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | | 06 | 1 – Hôtel de ville – salle Victor Hugo bd du 14 juillet - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Mas de l'Ille – Boulevard des rois de Majorque |
| | | | | | | 3 – Hall d'entrée de l'Hôtel de ville – boulevard du 14 juillet |
| | | | | | | 4 – Mas de l'Ille – boulevard des rois de Majorque |
| | | | | | | 5 – Hall d'entrée de l'Hôtel de ville – boulevard du 14 juillet |
| | | | | | | 6 – Mas de l'Ille – boulevard des rois de Majorque |
| BASTIDE (LA) | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie |
| BELESTA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – salle des fêtes – 1, place de la Mairie |
| BOLQUERE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie, salle du conseil municipal – 2 grand rue |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|----------------------------|-----------|--|-------|---------------------------|-----------|--|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| BOMPAS | PERPIGNAN | Canton 7 – Perpignan 2 | 01 | | 06 | 1 - Salle polyvalente -104 avenue du Haut Vernet 2 - Salle polyvalente -104 avenue du Haut Vernet 3 - Salle polyvalente -104 avenue du Haut Vernet 4 - Salle polyvalente -104 avenue du Haut Vernet 5 - Salle polyvalente -104 avenue du Haut Vernet 6 - Salle polyvalente -104 avenue du Haut Vernet |
| BOULE D AMONT | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie AL MONTADO -Salle Polyvalente de la Mairie |
| BOULETERNERE | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle des fêtes Jules Gaspard – place du 8 mai |
| BOULOU (LE) | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | | 04 | 1 – Salle polyvalente de la maison de l'eau et de la méditerranée – rue Arago 2- Ecole primaire – rue du 4 septembre 3 – Mairie – avenue Léon Jean Grégory – bureau centralisateur 4- Salle Joan Cayrol – chemin du Moli Nou |
| BOURG MADAME | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – place de Catalogne |
| BROUILLA | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Mairie – Immeuble Rouzard – 7 rue Julien Panhot |
| CABANASSE (LA) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes – Place del Mitg |
| CABESTANY | PERPIGNAN | Canton 8 - Perpignan 3 | 01 | | 09 | 1 – Centre culturel – avenue du 19 mars 1962 - bureau centralisateur 2 – Centre culturel – avenue du 19 mars 1962 3 – Centre culturel – avenue du 19 mars 1962 4 – École Prévert – avenue du Roussillon 5 – École Prévert – avenue du Roussillon 6 – École Buffon – avenue du Périgord 7 – École Buffon – avenue du Périgord 8-Ecole Ludovic Masse – Chemin du mas Bonique 9-Ecole Ludovic Masse – Chemin du mas Bonique |
| CAIXAS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle Municipale – place de la Mairie |
| CALCE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 01 | | Salle polyvalente La Fontane-rue la Fontane |
| CALMEILLES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle communale du bâtiment municipal (rdc Mairie) |
| CAMELAS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle communale |
| CAMPOME | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle polyvalente de l'espace Castellane |
| CAMPOUSSY | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – 9 carrer nou |
| CANAUEILLES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie- salle rez de chaussée – place Erola |
| CANET EN ROUSSILLON | PERPIGNAN | Canton 3 – La Côte Sableuse | 02 | | 012 | 1 – Salle des mariages – Avenue Sainte-Marie – bureau centralisateur 2 – Ecole maternelle les Paquerettes – Impasse Xamma 3 – Ecole maternelle les Paquerettes – Impasse Xamma 4 – Ecole maternelle les Paquerettes – Impasse Xamma 5 – Ecole maternelle les Paquerettes – Impasse Xamma 6 – Ecole primaire Jean Mermoz – Rue Jean Mermoz 7 – Ecole primaire Jean Mermoz – Rue Jean Mermoz 8 – Ecole primaire Jean Mermoz – Rue Jean Mermoz 9 – Ecole primaire Jean Mermoz – Rue Jean Mermoz 10 – Ecole maternelle Les Myosotis – 2 Rue des Myosotis 11 – Ecole maternelle Les Myosotis – 2 Rue des Myosotis 12 – Ecole maternelle Les Myosotis – 2 Rue des Myosotis |
| | | Bureau centralisateur canton 3 | | | | |
| | | 1 – Salle des mariages – Avenue Sainte-Marie | | | | |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|-------------------------|-----------|---|-------|---------------------------|-----------|--|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| CANOHES | PERPIGNAN | Canton 10 – Perpignan 5 | 01 | | 06 | 1 – Salle polyvalente Claude Nougaro – 2 rue de la Couloumine – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle polyvalente Claude Nougaro – 2 rue de la Couloumine |
| | | | | | | 3 – Salle des fêtes – 1 rue de la Mairie |
| | | | | | | 4 – Salle plurivalente – annexe école Panchot – 1 rue Escudier |
| | | | | | | 5 – Restaurant scolaire – rue des écoles |
| | | | | | | 6 – Hotel de ville – 1 avenue El Cruzat |
| CARAMANY | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie- 3 place de la mairie |
| CASEFABRE | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle des fêtes – allé des Mimosas |
| CASES DE PENE | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Salle polyvalente – rue de l'Hôtel de ville |
| CASSAGNES | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – 6 rue des capitelles |
| CASTEIL | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle des fêtes – boulevard de la Cascade |
| CASTELNOU | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle du tilleul |
| CATLLAR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes – 30 bis route Nationale |
| CAUDIES DE FENOUILLEDES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Salle Debussy –Espace caporal François Fabre |
| CAUDIES DE CONFLENT | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – salle polyvalente Henri Naudéillo – 11 rue de la socarrada |
| CERBERE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 01 | | Salle Georges Clausel – avenue Général de Gaulle |
| CERET | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | | 07 | 1 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry – bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 17 | | | | 2 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry |
| | | 1 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry | | | | 3 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry |
| | | | | | | 4 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry |
| | | | | | | 5 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry |
| | | | | | | 6 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry |
| | | | | | | 7 – École Marc Chagall – avenue Jules Ferry |
| CLAIRA | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | | 04 | 1 – Salle polyvalente – rue des sports – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Ecole élémentaire « Yves Duces » avenue du 8 mai 1945 |
| | | | | | | 3 – Salle polyvalente – rue des sports |
| | | | | | | 4 – Salle des Fêtes, boulevard des Albères |
| CLARA-VILLERACH | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | | 02 | 1 – Salle polyvalente – 1 rue des vignes 66500 Clara - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle polyvalente-1 rue des tilleuls – 66500 VILLERACH |
| CLUSES (les) | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | | Salle polyvalente |
| CODALET | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle polyvalente « la Panaguera »– 3 place de la République |
| COLLIOURE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | | 02 | 1 – Salle polyvalente du centre culturel – rue Jules Michelet – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle polyvalente du centre culturel – rue Jules Michelet |
| CONAT-BETLLANS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – salle des fêtes – place du 08 mai 1945 |
| CORBERE | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | | Mairie – rue du puits – Espace Émile Vendrell |
| CORBERE LES CABANES | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | | Mairie – salle du conseil municipal – 13 rue Pomarola |
| CORNEILLA DE CONFLENT | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie 36 carrer d'amunt |
| CORNEILLA LA RIVIERE | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | | 02 | 1 – Salle communale Espace Força Réal – rue du stade – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 - Salle communale Espace Força Réal – rue du stade |
| CORNEILLA DEL VERCOL | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobérís | 04 | | 02 | 1 - Salle des fêtes– place de la république- aile droite- bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle des fêtes– place de la République – aile gauche |
| CORSAVY | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – rue du Barry d'Amont |
| COUSTOUGES | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – salle des mariages – route des écoles |
| DORRES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – 4 carrer major |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|------------------------|-----------|---|-------|---------------------------|-----------|--|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| EGAT | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – 1 place de la coloumine |
| ELNE | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | | 08 | 1 – Mairie – Cité administrative – 14 bd voltaire |
| | | Bureau centralisateur canton 12 | | | | 2 – Mairie – Cité administrative – 14 bd voltaire |
| | | 8 – Mairie – Cité administrative - 14 bd voltaire | | | | 3 – Mairie – Cité administrative - 14 bd voltaire |
| | | | | | | 4 – Mairie – Cité administrative - 14 bd voltaire |
| | | | | | | 5 – Mairie – Cité administrative - 14 bd voltaire |
| | | | | | | 6 – Mairie – Cité administrative - 14 bd voltaire |
| | | | | | | 7 – Mairie – Cité administrative - 14 bd voltaire |
| | | | | | | 8 – Mairie – Cité administrative - 14 bd voltaire – bureau centralisateur |
| ENVEITG | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Casa Enveitg - 2 rue de la mairie |
| ERR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes – 2 carrer de l'Ajuntament |
| ESCARO-AYTUA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes communale |
| ESPIRA DE L'AGLY | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | | 03 | 1 – Salle Joan Cayrol – Espace Jean Teulière – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – École maternelle – salle d'expression corporelle – allées Teulière |
| | | | | | | 3 – Cantine maternelle – Place du Docteur Jaupart |
| ESPIRA DE CONFLENT | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle polyvalente – place de l'Église |
| ESTAGEL | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | | 02 | 1 – Salle Arago – avenue du Dr Torrelles - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle Mandela – avenue René Nicolau |
| ESTAVAR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Halle des sports |
| ESTOHER | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle polyvalente – rue du jardin d'enfants |
| EUS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | La Maison du Temps Libre – Carrer de l'Ajuntament |
| EYNE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie-Cal Martinet - 3 avenue de Cerdagne |
| FEILLUNS | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Place de la Mairie – rdc mairie |
| FENOUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – la vilasse – carriera de la libertat |
| FILLOLS | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Hôtel de ville –salle du conseil |
| FINESTRET | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – place del Firal |
| FONT ROMEU ODEILLO VIA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | | 02 | 1 – Salle du conseil – Mairie – 1 avenue du professeur Trombe – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle de conférence de l'office de Tourisme – 82 av Emmanuel Brousse |
| FONTPEDROUSE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes Victor Martinez – rue de Saint Thomas |
| FONTRABIOUSE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes – 1 rue du Planas – Fontrabieuse |
| FORMIGUERES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie -1 place de l'église |
| FOSSE | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Salle des fêtes – Les Cabanes |
| FOURQUES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | | 02 | 1 – Salle des fêtes du foyer rural - rue du Docteur Massina - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle des fêtes du foyer rural - rue du Docteur Massina |
| FUILLA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – 41 ancien chemin de Villefranche |
| GLORIANES | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle de réunion de la mairie |
| ILLE SUR TET | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | | 05 | 1 – Salle La Catalane – 4 avenue Chopin – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle La Catalane – 4 avenue Chopin |
| | | | | | | 3 – Salle La Catalane – 4 avenue Chopin |
| | | | | | | 4 – Salle La Catalane – 4 avenue Chopin |
| | | | | | | 5 – Salle La Catalane – 4 avenue Chopin |
| JOCH | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle des fêtes |
| JUJOLS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle de la Mairie |
| LAMANERE | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – salle de réunion – 9 carrer del Cingle |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|-------------------------|-----------|------------------------------------|-------|---------------------------|-----------|--|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| LANSAC | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – 52 rue de la mairie |
| LAROQUE DES ALBERES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | | 02 | 1 – Mairie – place de la mairie – bureau centralisateur 2 – Salle Cami Clos (salle de bridge)– carrer del sol |
| LATOURE BAS ELNE | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobérès | 02 | | 02 | 1 – Salle des fêtes – rue Saint-Jacques – bureau centralisateur 2 – Cantine scolaire – avenue Pierre Camps |
| LATOURE DE CAROL | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – 6 place Carolane |
| LATOURE DE FRANCE | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – Salle des fêtes-au guy malé |
| LESQUERDE | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – 27 grand rue du Capitoul |
| LLAGONNE(LA) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – salle du conseil municipal – 5 promenade du pré de la ville |
| LLAURO | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle des fêtes - rue des Acacias |
| LLO | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle polyvalente – carretera d'Eina- |
| LLUPIA | PERPIGNAN | Canton 1 – Les Aspres | 04 | | 02 | 1 – Salle Louis Amade – rue Jules Ferry – bureau centralisateur 2 – Salle Louis Amade – rue Jules Ferry |
| MANTET | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie de Mantet |
| MARQUIXANES | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – salle de réunions – 4 rue des Ecoles |
| MASOS (LOS) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle polyvalente |
| MATEMALE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Foyer communal – 19, rue du Pont de l'Aude |
| MAUREILLAS/LAS ILLAS | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | | 03 | 1 – Mairie de Maureillas– Las Illas – 14 avenue du Vallespir bureau centralisateur 2 – Mairie de Maureillas– Las Illas – 14 avenue du Vallespir 3 – Annexe de la mairie– Las Illas – 14 avenue du Vallespir |
| MAURY | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie, 1 Place de la Mairie |
| MILLAS | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | | 04 | 1 - Centre socio-culturel – allée Henri Barbusse-Halles des sports – bureau centralisateur 2 – Centre socio-culturel – allée Henri Barbusse-Halles des sports 3 – Centre socio-culturel – allée Henri Barbusse-Halles des sports 4 –Centre socio-culturel – allée Henri Barbusse-Halles des sports |
| MOLITG LES BAINS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Maison communale – 5 carretera del coll de Jau |
| MONTALBA LE CHATEAU | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | | Mairie – 11 rue cami d'Ille |
| MONTAURIOL | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle polyvalente- le Village |
| MONTBOLO | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Salle du conseil municipal – 2, rue de l'Eglise |
| MONTESCOT | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobérès | 04 | 01 | | Salle des fêtes – 2 rue du Roussillon, |
| MONTESQUIEU des ALBERES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | | Salle Jean Thubert – grand'rue |
| MONTFERRER | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – rue principale |
| MONT LOUIS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des Pyrénées – 1er étage –6 bvd Vauban |
| MONTNER | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie de Montner – place de l'Aire |
| MOSSET | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle polyvalente – sous la mairie |
| NAHUJA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie - placa del municipi |
| NEFIACH | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | | Salle des fêtes -Le Foirail |
| NOHEDES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – carrer dels pastors |
| NYER | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Place de la mairie |
| OLETTE-EVOL | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | | 02 | 1 – Salle des fêtes – 82 avenue du général de Gaulle – OLETTE – bureau centralisateur 2 – Annexe mairie - place Ludovic Massé – EVOL |
| OMS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle polyvalente – rue de l'orme |
| OPOUL PERILLOS | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Salle du conseil municipal – 22, avenue Pierre Estirac |
| OREILLA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – Salle |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|-------------------|-----------|--|-------|---------------------------|-----------|---|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| ORTAFFA | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | 01 | | Carignan – espace Jean Latrobe – rue du Château |
| OSSEJA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Foyer municipal – 1, avenue de Cerdagne |
| PALAU DE CERDAGNE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – manoir du Marquis de Tilière |
| PALAU DEL VIDRE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | | 02 | 1 – Mairie – Place de la République - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Halle des sports – rue Haroun Tazieff |
| PASSA | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle des fêtes – rue de la Tramontane |
| PERPIGNAN | PERPIGNAN | Canton 6 – Perpignan 1 | 02 | | 076 | 601 – Groupe scolaire Léon Blum – Avenue Dr Schweitzer - bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 6 | 02 | | | 602 - Groupe scolaire Léon Blum – Avenue Dr Schweitzer |
| | | 601 – Groupe scolaire Léon Blum – Avenue Dr Schweitzer | 02 | | | 603 – Groupe scolaire Léon Blum – Avenue Dr Schweitzer |
| | | | 02 | | | 604 - Groupe scolaire Léon Blum – Avenue Dr Schweitzer |
| | | | 02 | | | 605 – Groupe scolaire Victor Hugo – Rue Raoul Dufy |
| | | | 02 | | | 606 – Groupe scolaire Victor Hugo – Rue Raoul Dufy |
| | | | 02 | | | 607 – Groupe scolaire Victor Hugo – Rue Raoul Dufy |
| | | | 01 | | | 608 – Groupe scolaire Émile Roudayre – Avenue Roudayre |
| | | | 01 | | | 609 – Groupe scolaire Émile Roudayre – Avenue Roudayre |
| | | | 01 | | | 610 – Groupe scolaire Émile Roudayre – Avenue Roudayre |
| | | | 01 | | | 611 – Groupe scolaire Émile Roudayre – Avenue Roudayre |
| | | | 01 | | | 612 - Mairie du Quartier Nord – Salle Al Sol – Rue Jardins St Louis |
| | | | 01 | | | 613 - Mairie du Quartier Nord – Salle Al Sol – Rue Jardins St Louis |
| | | | 01 | | | 614 - Mairie du Quartier Nord – Salle Al Sol – Rue Jardins St Louis |
| | | | 01 | | | 615 - École du Pont Neuf – Rue Isidore Hondrat |
| | | | 01 | | | 616 - École du Pont Neuf – Rue Isidore Hondrat |
| | | | 01 | | | 617 – BV dérogatoire – École du Pont Neuf – Rue Isidore Hondrat |
| | | Canton 7 – Perpignan 2 | 03 | | | 701 – Couvent des Minimes – Rue Rabelais - bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 7 | 01 | | | 702 – Groupe scolaire Les Platanes – Rue des Dahlias |
| | | 701 – Couvent des Minimes – Rue Rabelais | 01 | | | 703 – Groupe scolaire Les Platanes – Rue des Dahlias |
| | | | 01 | | | 704 – Mairie de Quartier Est – Rue des Calanques |
| | | | 01 | | | 705 – Mairie de Quartier Est – Rue des Calanques |
| | | | 01 | | | 706 – Groupe scolaire Simon Boussiron – Avenue Général Gilles |
| | | | 01 | | | 707 - Groupe scolaire Simon Boussiron – Avenue Général Gilles |
| | | | 01 | | | 708 – Groupe scolaire Simon Boussiron – Avenue Général Gilles |
| | | | 01 | | | 709 – Groupe scolaire Claude Simon – Chemin de la Roseraie |
| | | | 01 | | | 710 – Groupe scolaire Claude Simon – Chemin de la Roseraie |
| | | | 01 | | | 711 – Groupe scolaire Claude Simon – Chemin de la Roseraie |
| | | Canton 8 – Perpignan 3 | 03 | | | 801 - Hôtel de Ville – Place de la Loge - bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 8 | 03 | | | 802 – Couvent des Minimes – Rue Rabelais |
| | | 801 - Hôtel de Ville – Place de la Loge | 03 | | | 803 – Groupe scolaire Romain Rolland – 1, avenue Georges Guynemer |
| | | | 03 | | | 804 – Groupe scolaire Romain Rolland – 1 avenue Georges Guynemer |
| | | | 03 | | | 805 – Groupe scolaire Romain Rolland – 1 avenue Georges Guynemer |
| | | | 01 | | | 806 – Groupe scolaire Pierre de Coubertin -Rue Paul Valéry |
| | | | 01 | | | 807 - Groupe scolaire Pierre de Coubertin -Rue Paul Valéry |
| | | | 01 | | | 808 – Groupe scolaire Pierre de Coubertin -Rue Paul Valéry |
| | | | 01 | | | 809 – Groupe scolaire Pierre de Coubertin -Rue Paul Valéry |
| | | | 01 | | | 810 – Groupe scolaire Pierre de Coubertin -Rue Paul Valéry |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|---------------------|-----------|---|-------|---------------------------|-----------|--|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| | | Canton 9 – Perpignan 4 | 03 | | | 901 – Groupe scolaire Jordi Barre – 4 Rue Remparts St Mathieu - bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 9 | 03 | | | 902 – Groupe scolaire Jordi Barre – 4 Rue Remparts St Mathieu |
| | | 901 – Groupe scolaire Jordi Barre – 4 Rue Remparts St Mathieu | 01 | | | 903 - Groupe scolaire Anatole France – Place Colonel d'Ornano |
| | | | 01 | | | 904 – Groupe scolaire Anatole France – Place Colonel d'Ornano |
| | | | 01 | | | 905 – Groupe scolaire Anatole France – Place Colonel d'Ornano |
| | | | 01 | | | 906 – Groupe scolaire Anatole France – Place Colonel d'Ornano |
| | | | 01 | | | 907 – Groupe scolaire Anatole France – Place Colonel d'Ornano |
| | | | 01 | | | 908 – Groupe scolaire Hyacinthe Rigaud – Bd Foment de la Sardane |
| | | | 01 | | | 909 - Groupe scolaire Hyacinthe Rigaud – Bd Foment de la Sardane |
| | | | 01 | | | 910 - Groupe scolaire Hyacinthe Rigaud – Bd Foment de la Sardane |
| | | | 01 | | | 911 - Groupe scolaire Vertefeuille – Rue de Villelongue dels Monts |
| | | | 01 | | | 912 - Groupe scolaire Vertefeuille – Rue de Villelongue dels Monts |
| | | | 01 | | | 913 - Groupe scolaire Vertefeuille – Rue de Villelongue dels Monts |
| | | | 01 | | | 914 – Groupe scolaire Ludovic Massé – Rue Pierre Bretonneau |
| | | | 01 | | | 915 - Groupe scolaire Ludovic Massé - Rue Pierre Bretonneau |
| | | | 03 | | | 916 – Groupe scolaire Romain Rolland –1 avenue Georges Guynemer |
| | | Canton 10 – Perpignan 5 | 03 | | | 1001 - École Jules Ferry – Boulevard des Pyrénées – bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 10 | 03 | | | 1002 - École Jules Ferry – Boulevard des Pyrénées |
| | | 1001 - École Jules Ferry – Boulevard des Pyrénées | 01 | | | 1003 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1004 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1005 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1006 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1007 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1008 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1009 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1010 – Groupe scolaire Édouard Herriot – Avenue Victor Dalbiez |
| | | | 01 | | | 1011 – Groupe scolaire Ludovic Massé – Rue Pierre Bretonneau |
| | | | 01 | | | 1012 – Groupe scolaire Ludovic Massé – Rue Pierre Bretonneau |
| | | Canton 11 – Perpignan 6 | 03 | | | 1101 – Mairie quartier Centre Historique – 12 rue Jeanne d'Arc |
| | | Bureau centralisateur canton 11 | 03 | | | 1102 - Hôtel de Ville – Place de la Loge - bureau centralisateur |
| | | 1102 - Hôtel de Ville – Place de la Loge | 03 | | | 1103 – Ecole Jean-Jacques Rousseau – rue Courteline |
| | | | 03 | | | 1104 – Ecole Jean-Jacques Rousseau – rue Courteline |
| | | | 03 | | | 1105 – Ecole Jean-Jacques Rousseau – rue Courteline |
| | | | 03 | | | 1106 – Groupe scolaire D'Alembert – Rue Pascal-Marie Agasse |
| | | | 03 | | | 1107 – Groupe scolaire D'Alembert – Rue Pascal-Marie Agasse |
| | | | 03 | | | 1108 – Groupe scolaire D'Alembert – Rue Pascal-Marie Agasse |
| | | | 03 | | | 1109 – Groupe scolaire D'Alembert – Rue Pascal-Marie Agasse |
| | | | 03 | | | 1110 – Groupe scolaire D'Alembert – Rue Pascal-Marie Agasse |
| PERTHUS (LE) | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | | mairie – salle du conseil municipal |
| PEYRESTORTES | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 02 | 01 | | Salle intergénérationnelle |
| PEZILLA DE CONFLENT | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Centre de loisirs – Route de Sournia |
| PEZILLA LA RIVIERE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | | 02 | 1 – Centre culturel – rue Ferdinand José – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Centre culturel – rue Ferdinand José |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|--------------------------|-----------|--|-------|---------------------------|-----------|---|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| PIA | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | | 07 | 1 – Salle Jean Jaurès – avenue de Bompas – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle Jean Jaurès – avenue de Bompas |
| | | | | | | 3 – Salle Louis Torreilles – parking Ste Anne |
| | | | | | | 4 – Salle Colette Besson – chemin de la poudrière |
| | | | | | | 5 – Salle Colette Besson – chemin de la poudrière |
| | | | | | | 6 – Salle Colette Besson – chemin de la poudrière |
| | | | | | | 7 – Salle Colette Besson – chemin de la poudrière |
| PLANES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie Le Village |
| PLANEZES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – place de la république |
| POLLESTRES | PERPIGNAN | Canton 1 – Les Aspres | 01 | | 04 | 1 – Salle polyvalente Jordi Barre – avenue Pablo Casals – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle polyvalente Jordi Barre – avenue Pablo Casals |
| | | | | | | 3 – Salle polyvalente Jordi Barre – avenue Pablo Casals |
| | | | | | | 4 – Salle polyvalente Jordi Barre – avenue Pablo Casals |
| PONTEILLA-NYLS | PERPIGNAN | Canton 1 – Les Aspres | 04 | | 03 | 1 – Espace Simone Ali – PONTEILLA – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Annexe mairie – avenue de Pollestres – NYLS |
| | | | | | | 3 – Espace Simone Ali – PONTEILLA |
| PORTA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle de la Mairie – RN20 |
| PORTE PUYMORENS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – place de la mairie |
| PORT VENDRES | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | | 03 | 1 – Hôtel de ville – salle des mariages – 8 rue Jules Pams – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Centre culturel – salle du rez-de-chaussée – place Castellane |
| | | | | | | 3 – École maternelle – salle de jeux – rue Aristide Briand |
| PRADES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | | 05 | 1 – La salle Le Foirail – rue du Foirail – bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 13 | | | | 2 – La salle Le Pessebre – rue San Juan de Porto-Rico |
| | | 1 - Le foirail – rue le Foirail | | | | 3 – Château Pams – Route de Ria |
| | | | | | | 4 – Salle Lousa-Kitzingen – plaine St Martin |
| | | | | | | 5 – Salle Gelcen – rue de la Basse |
| PRATS DE MOLLO/LA PRESTE | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Foyer rural – 1 rue du jardin d'enfants |
| PRATS DE SOURNIA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie salle conseil municipal – 20 rue Balcon du Fenouillèdes |
| PRUGNANES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Salle des fêtes – 2 place de la fontaine |
| PRUNET ET BELPUIG | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – hameau La Trinité |
| PUYVALADOR-RIEUTORT | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle polyvalente de Rieutort – 7 rue des Trois Fontaines |
| PY | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – salle du rez de chaussée – 12 place saint Paul |
| RABOUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – Place Comunou |
| RAILLEU | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie de Railleu – 4 carrer Llarg |
| RASIGUERES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – place de la Mairie |
| REAL | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – route de Formiguères |
| REYNES | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | | 02 | 1 – Le village – salle de conseil municipal |
| | | | | | | 2 – Les échoppes du Pont – salle des échoppes – bureau centralisateur |
| RIA SIRACH | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes – rue de la mairie |
| RIGARDA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle Les Malleus – Cami Pagès |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|----------------------------------|-----------|--|-------|---------------------------|-----------|---|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| RIVESALTES | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | | 06 | 1 – Centre associatif et culturel – place du Général de Gaulle – bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 15 | | | | 2 – École Pons – rue Émile Parès |
| | | 1-Centre associatif et culturel – place du Général de Gaulle | | | | 3 – Club du 3ème âge – rue des oiseaux |
| | | | | | | 4 – Hôtel de ville – salle Riu -place de l'Europe |
| | | | | | | 5 – Salle « Ami club » – avenue du stade |
| | | | | | | 6 – Les dômes – avenue de la Marne |
| RODES | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Foyer communal – Place Major |
| SAHORRE | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Centre culturel – route de Fuilla |
| SAILLAGOUSE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle de la Mairie – place Oliva |
| SAINT ANDRE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | | 02 | 1 – mairie – allée de la liberté – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Préau de la mairie – allée de la liberté |
| SAINT ARNAC | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie salle du conseil – 2 place de Centernach |
| SAINTE COLOMBE DE LA COMMANDERIE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle Progrès Fornos – Espace Peudel cause |
| SAINT CYPRIEN | CERET | Canton 3 – La Côte Sableuse | 02 | | 09 | 1 – Mairie – place François Desnoyer – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – École Noguères – rue Auguste Rodin |
| | | | | | | 3 – office du tourisme – quai Arthur Rimbaud |
| | | | | | | 4 – Salle Genin de Régnes – avenue du Roussillon |
| | | | | | | 5 – École maternelle MET – rue Arago |
| | | | | | | 6 – École maternelle MET – rue Arago |
| | | | | | | 7 – Foyer personnes âgées – rue Mirabeau |
| | | | | | | 8 – Yacht club – 6 quai Arthur Rimbaud |
| | | | | | | 9 – École Alain – rue Albert Camus |
| SAINT ESTEVE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | | 08 | 1 –Salle Jean Jaurès - rue de la République - bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 14 | | | | 2 – Point Information Jeunesse – place du Mas Carbasse |
| | | 1-Salle Jean Jaurès - rue de la République | | | | 3 – Salle de la Méditerranée – allée de la Méditerranée |
| | | | | | | 4 – Nouveau Restaurant scolaire PAU CASALS – rue du Roc de Quezami |
| | | | | | | 5 – Nouveau Restaurant scolaire PAU CASALS – rue du Roc de Quezami |
| | | | | | | 6 – Restaurant solaire Léo Lagrange – place du Mas Carbasse |
| | | | | | | 7 – Restaurant solaire Léo Lagrange – place du Mas Carbasse |
| | | | | | | 8 – Mas Saint Mamet – 16 route de Perpignan |
| SAINT FELIU D AMONT | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | | Espace Christian Bourquin – avenue du Roussillon - Salle Polyvalente |
| SAINT FELIU D AVALL | PERPIGNAN | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | | 02 | 1 – Salle polyvalente – allée des sports (partie gauche) – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle polyvalente – allée des sports (partie droite) |
| SAINT GENIS DES FONTAINES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | | 02 | 1 – Salle intercommunale La Prade – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle intercommunale La Prade |
| SAINT HIPPOLYTE | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | | 03 | 1 – Gymnase – bvd de la Marine – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Gymnase – bvd de la Marine |
| | | | | | | 3 – Salle Derroja – avenue général Derroja |
| SAINT JEAN LASSEILLE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle Marcel Cazeilles – 4 place de la République |
| SAINT JEAN PLA DE CORTS | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | | Centre socio-culturel – avenue des Albères |
| SAINT LAURENT DE CERDANS | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – salle de l'avenir |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|------------------------------|-----------|--|-------|---------------------------|-----------|--|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| SAINT LAURENT DE LA SALANQUE | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | | 08 | 1 – Foyer rural – 2 boulevard Nicolas Canal |
| | | Bureau centralisateur canton 4 | | | | 2 – École Joseph Cortada – chemin de Leucate |
| | | 6 – Salle polyvalente – chemin de Leucate | | | | 3 – École Pablo Casals – 12 avenue Pablo Casals |
| | | | | | | 4 – Salle Marinade – 2 boulevard Nicolas Canal |
| | | | | | | 5 – École Romain Vidal – 14 chemin de Leucate |
| | | | | | | 6 – Salle polyvalente – chemin de Leucate - bureau centralisateur |
| | | | | | | 7 – Salle polyvalente – chemin de Leucate |
| | | | | | | 8 – Ecole élémentaire Charles Perrault – 12 rue du Dr Marques |
| SAINTE LEOCADIE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle de réunion Mairie – place Michel Aris |
| SAINTE MARIE | PERPIGNAN | Canton 7 – Perpignan 2 | 02 | | 04 | 1 – Salle communale Saint Exupéry – impasse du boulodrome |
| | | | | | | 2 – Centre socio-culturel l'Oméga – 2 avenue de la Rose des Vents - bureau centralisateur |
| | | | | | | 3 – Salle communale Saint Exupéry – impasse du boulodrome |
| | | | | | | 4 – Centre socio-culturel l'Oméga – 2 avenue de la Rose des Vents |
| SAINT MARSAL | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – rue du Panader |
| SAINT MARTIN-DE- FENOUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – 10 rue de la mairie |
| SAINT MICHEL DE LLOTES | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – salle des fêtes-26 av des Aspres |
| SAINT NAZAIRE | PERPIGNAN | Canton 3 – La Côte Sableuse | 02 | | 02 | 1 – Espace Jean Cortie – place de la République - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Espace Jean Cortie – place de la République |
| SAINT PAUL DE FENOUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | | 02 | 1 – Foyer rural – place Léon-Jean GRÉGORY - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Foyer rural – place Léon-Jean GRÉGORY |
| SAINT PIERRE DELS FORCATS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – 21 grand'rue |
| SALEILLES | PERPIGNAN | Canton 3 – La Côte Sableuse | 02 | | 04 | 1 – Mairie – salle polyvalente – 2 bd du 08 mai 1945 - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Mairie – salle polyvalente – 2 bd du 08 mai 1945 |
| | | | | | | 3 – Gymnase – 16 rue Louison Bobet |
| | | | | | | 4 – Gymnase – 16 rue Louison Bobet |
| SALSES LE CHATEAU | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | | 03 | 1 – Salle des fêtes – rue Gaston Clos - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle des mariages – espace « Arthur Conte »-place de la République |
| | | | | | | 3 – Salle polyvalente – Impasse d'en Valette |
| SANSA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – salle rez de chaussée |
| SAUTO | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – rue Creueta |
| SERDINYA-JONCET | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle des fêtes – 6 route nationale 116 |
| SERRALONGUE | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie-2 rue Pierre Talrich |
| SOLER (LE) | PERPIGNAN | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | | 06 | 1 – Mairie place André Daugnac– salle des mariages - bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 16 | | | | 2 – Salle des Fêtes – rue Guy Mocquet |
| | | 1-Mairie place André Daugnac– salle des mariages | | | | 3 – Salle Martin Vivès cloisonnée– place de la République |
| | | | | | | 4 – Salle des Fêtes cloisonnée – rue Guy Mocquet |
| | | | | | | 5 – Salle Martin Vivès – entrée rue de la Libération |
| | | | | | | 6 – Petite salle Martin Vivès – place de la République |
| SOREDE | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | | 02 | 1 – Salle des fêtes – rue de la sardane - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle des fêtes – rue de la sardane |
| SOUANYAS-MARYANS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – salle des fêtes – 6 Place de la mairie |
| SOURNIA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Place du Foyer rural – rue du Général Tisseyre |
| TAILLET | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Salle polyvalente – le village |
| TARERACH | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie-Salle polyvalente-8 rue de la mairie |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|----------------------------|-----------|---|-------|---------------------------|-----------|---|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| TARGASONNE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – 3 bis route d'Andorre |
| TAULIS | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – rue des rocailles |
| TAURINYA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle des fêtes – cami du Canigou |
| TAUTAVEL | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – 1 place de la République |
| TECH (LE) | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | | Mairie – 3 rue royale |
| TERRATS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle des fêtes – rue de l'ancienne mairie |
| THEZA | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | 01 | | Mairie - place de la promenade |
| THUES ENTRE VALLS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle St Génis – rue de la soulane |
| THUIR | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | | 06 | 1–Maison des jeunes et de la culture–salle Léon Jean Grégory (gauche)-av. du Dr Ecoiffier- bureau centralisateur |
| | | Bureau centralisateur canton 1 | | | | 2 – Maison des jeunes et de la culture – salle du 3ème âge-avenue du Dr Ecoiffier |
| | | 1–Maison des jeunes et de la culture–salle Léon Jean Grégory (gauche)-av. du Dr Ecoiffier | | | | 3 – Maison des jeunes et de la culture – salle du billard-avenue du Dr Ecoiffier |
| | | | | | | 4 – Maison des jeunes et de la culture – salle Léon Jean Grégory (droite)-avenue du Dr Ecoiffier |
| | | | | | | 5 – École maternelle Michel Maurette – cité Vallespir |
| | | | | | | 6 – École maternelle Michel Maurette – cité Vallespir |
| TORDERES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Mairie – 2 rue des écreuils |
| TORREILLES | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | | 03 | 1 – Groupe scolaire Jules Verne – rue Alphonse Daudet – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Groupe scolaire Jules Verne – rue Alphonse Daudet |
| | | | | | | 3 – Groupe scolaire Jules Verne – rue Alphonse Daudet |
| TOULOUGES | PERPIGNAN | Canton 11 – Perpignan 6 | 01 | | 07 | 1 – Foyer des aînés – place Abelanet – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle des fêtes – avenue Jules Ferry |
| | | | | | | 3 – Salle polyvalente – entrée côté place Abelanet |
| | | | | | | 4 – Salle polyvalente – entrée parking de la Poste |
| | | | | | | 5 – Restaurant « résidence intergénérationnelle » - place Abelanet |
| | | | | | | 6 – Théâtre « El Milenari » - Avenue Lavoisier |
| | | | | | | 7- Salle Berenger – Centre culturel « El Milenari » - Avenue Lavoisier |
| TRESSERE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Salle la « Cave aux Contes » - 22 avenue de Perpignan |
| TREVILLACH | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Salle « Porte des Fenouillèdes », face à la mairie – route de Sournia |
| TRILLA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – salle des fêtes – rue du lavoir |
| TROUILLAS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | | 02 | 1 – Groupe scolaire - Salle pluriactivités – 2 avenue de la Sant Joan – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Groupe scolaire – Salle du réfectoire – 2 avenue de la Sant Joan |
| UR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – place de l'Eglise (salle polyvalente RDC mairie) |
| URBANYA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Route de la mairie |
| VALCEBOLLERE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Mairie – 19 carrer Gorro blanc |
| VALMANYA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – salle de la mairie-place Casso |
| VERNET LES BAINS | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Mairie – Place de l'Entente cordiale |
| VILLEFRANCHE DE CONFLENT | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | | Salle Lannelongue – 23, rue Saint Jacques |
| VILLELONGUE DE LA SALANQUE | PERPIGNAN | Canton 7 – Perpignan 2 | 02 | | 02 | 1 – Salle des fêtes – 22 avenue du littoral - bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – Salle Joffre – place Maréchal Joffre |
| VILLELONGUE DELS MONTS | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | | 02 | 01 – Salle polyvalente – bureau centralisateur |
| | | | | | | 02 – Salle des fêtes |
| VILLEMOLAQUE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | | Mairie – 1 place de la République |
| VILLENEUVE DE LA RAHO | PERPIGNAN | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | | 03 | 1 – route de Bages -Grande salle polyvalente à l'espace André Sanac – bureau centralisateur |
| | | | | | | 2 – route de Bages- Grande salle polyvalente à l'espace André Sanac |
| | | | | | | 3- route de Bages - salle polyvalente à l'espace André Sanac |

Annexe n°1 - bureaux de vote

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NOMBRE DE BUREAUX DE VOTE | | BUREAUX DE VOTE |
|-----------------------|-----------|---------------------------------|-------|---------------------------|-----------|--|
| | | | | UNIQUES | MULTIPLES | |
| VILLENEUVE LA RIVIERE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 01 | | Salle du conseil municipal de la Mairie – 7 avenue du Canigou |
| VINÇA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | | Salle des fêtes Pierre Gipulo – 17 avenue du Général de Gaulle |
| VINGRAU | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | salle de la mairie – 5 place de la République |
| VIRA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | Mairie – salle du conseil municipal – rue de la fontaine |
| VIVES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | | Mairie – salle du conseil municipal |
| VIVIER (LE) | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | | salle polyvalente du complexe mairie – rue principale |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|---------------------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|---|----------------------|
| ALBERE (l') | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | Mairie de l'Albère | panneaux et mur |
| ALENYA | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobès | 02 | 07 | Ecole élémentaire Françoise Lopez Girona – intersection avenue du littoral-avenue Jean Jaurès | panneaux |
| | | | 02 | | Croisement rue des compagnons – avenue de Perpignan | panneaux |
| | | | 02 | | Accueil de loisirs – boulevard du 8 mai | panneaux |
| | | | 02 | | Croisement rue André Bouille-rue Pablo Picasso | panneaux |
| | | | 02 | | Parc Ecofficic croisement avenue Jean Jaurès-avenue de Perpignan | panneaux |
| | | | 02 | | Pôle intergénérationnel croisement avenue de la mer-route de St Cyprien | panneaux |
| | | | 02 | | Rue du paradis (mairie) | panneaux |
| AMELIE LES BAINS/ PALALDA | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 06 | Rue des anciens combattants d'Afrique du Nord (devant l'Espace Méditerranée) | |
| | | | 04 | | Rue des Thermes – ancien Théâtre de verdure | |
| | | | 04 | | Musée de Palalda « Casal » - Place de la Nation | |
| | | | 04 | | Place de la Nation – devant "Le Casal" (Musée de la poste) | |
| | | | 04 | | Boulevard de la Petite Provence | |
| | | | 04 | | Route de Céret – HLM L'Estanyol | |
| ANGLES (les) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Place du Coq d'or-parvis de la mairie | panneaux |
| ANGOUSTRINE/VILLENEUVE ESCALDES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | 39 route des Pyrénées | panneaux |
| ANSIGNAN | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Rue de la cave coopérative | panneaux |
| ARBOUSSOLS | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Rue de la Torre | panneaux |
| ARGELES SUR MER | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 15 | Allée F. Buisson (village) | |
| | | | 04 | | Rue de la Convention – angle rue du 14 Juillet (village) | |
| | | | 04 | | Avenue du 8 Mai (village) | |
| | | | 04 | | Parking de la piscine (village) | |
| | | | 04 | | chemin de la Cerigue – face au cimetière (village) | |
| | | | 04 | | rue du 14 juillet – rond-point de l'école La Granotera (village) | |
| | | | 04 | | avenue d'Hurth (village) | |
| | | | 04 | | avenue du Marasquer (village) | |
| | | | 04 | | Rond-point d'arrivée (plage) | |
| | | | 04 | | avenue du Tech (plage) | |
| | | | 04 | | avenue du Grau (plage) | |
| | | | 04 | | parking place de l'Europe (plage) | |
| | | | 04 | | avenue de la Torre d'En Sorre (plage-le Racou) | |
| | | | 04 | | 23 chemin de Palau – Espace Waldeck-Rousseau | |
| | | | 04 | | centre technique municipal-Avenue de Charlemagne – village | |
| ARLES SUR TECH | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 03 | Salle des fêtes-place Monnin | panneaux |
| | | | 04 | | avenue de l'Alzine Rodone | panneaux |
| | | | 04 | | RN 45 Can Partère | panneaux |
| AYGUATEBIA-TALAU | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | mur à côté garage municipal – 3 rue de la Mairie | panneaux |
| BAGES | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobès | 04 | 05 | avenue Jean Jaurès | mur |
| | | | 04 | | rue Molière | panneaux |
| | | | 04 | | route d'Ortaffa | panneaux |
| | | | 04 | | 2 bis rue des muscats | panneaux |
| | | | 04 | | Halle aux sports « Louis Nogères » - route d'Ortaffa | panneaux |
| BAHO | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 02 | rue du Ball – mur clôture parking de Guardia | mur clôture |
| | | | 03 | | place du 8 mai 1945 | panneaux |
| BAILLESTAVY | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | plaza nova | panneaux |
| BAIXAS | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 02 | Avenue Maréchal Joffre devant mur mairie | panneaux |
| | | | 03 | | Mur foyer rural – rue des cordiers | clôture |
| BANYULS DELS ASPRES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | rue du Thou | panneaux |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|-----------------|-----------------------|------------------------------------|-------|------|---|----------------------|
| BANYULS SUR MER | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 05 | Hôtel de ville – avenue Général de Gaulle | panneaux |
| | | | 04 | | Parking du marché, angle rue 14 juillet et rue St Sébastien | panneaux |
| | | | 04 | | Face à la résidence « la grande bleue » avenue de la gare | panneaux |
| | | | 04 | | Angle avenue du Général de Gaulle – Pont du Puig del Mas | panneaux |
| | | | 04 | | route des crêtes – Le Mas Reig | panneaux |
| BARCARES (LE) | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | 05 | Boulevard du 14 juillet face à l'Hôtel de ville | panneaux |
| | | | 02 | | Boulevard des Rois de Majorque devant le Mas de l'Ille | panneaux |
| | | | 02 | | Avenue de la Coudalère devant le Tennis club | panneaux |
| | | | 02 | | Boulevard de la Côte Vermeille | panneaux |
| | | | 02 | | Place du Tertre | panneaux |
| BASTIDE (LA) | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | Balustrade sous la Mairie | panneaux |
| BELESTA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Place de la Mairie | |
| BOLQUERE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | 2 grand rue – Mairie | |
| BOMPAS | PERPIGNAN | Canton 7 – Perpignan 2 | 01 | 02 | Salle polyvalente -104 avenue du Haut Vernet | panneaux |
| | | | 01 | | Mas Pams – avenue de la Salanque | panneaux |
| BOULE D AMONT | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | parking à l'entrée du village | panneaux bois |
| BOULETERNERE | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | 6 bis Cami Real- face à la boulangerie pâtisserie Martinez | panneaux |
| BOULOU (LE) | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 08 | Mairie | panneaux |
| | | | 04 | | Rue de la Méditerranée | panneaux |
| | | | 04 | | avenue d'En Carbouner | panneaux |
| | | | 04 | | avenue Jean Moulin | panneaux sur cloture |
| | | | 04 | | place Jean Jaurès | panneaux sur cloture |
| | | | 04 | | place de l'ancienne Mairie | panneaux |
| | | | 04 | | rue du 4 septembre | panneaux |
| | | | 04 | | Chemin du Moli Nou | panneaux |
| BOURG MADAME | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | place de Catalogne | |
| BROUILLA | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Parking de la mairie – rue Julien Panchot | panneaux |
| CABANASSE (LA) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 02 | Mairie – 10 avenue de Lax | panneaux |
| | | | 03 | | Salle des fêtes – place del Mitg | panneaux |
| CABESTANY | PERPIGNAN | Canton 8 – Perpignan 3 | 01 | 14 | avenue du 19 mars 1962 | panneaux |
| | | | 01 | | avenue de Perpignan | panneaux |
| | | | 01 | | avenue André Ampère – Mas Guérido | panneaux |
| | | | 01 | | avenue du Périgord | panneaux |
| | | | 01 | | avenue du Périgord – Château d'eau | panneaux |
| | | | 01 | | avenue de la Madeleine | panneaux |
| | | | 01 | | avenue du Dauphiné | panneaux |
| | | | 01 | | avenue Picasso | panneaux |
| | | | 01 | | avenue du Rousillon | panneaux |
| | | | 01 | | avenue Célestin Freinet | panneaux |
| | | | 01 | | avenue François Mitterrand | panneaux |
| | | | 01 | | avenue Marcel Carbonneil | panneaux |
| | | | 01 | | Avenue de la tramontane – face à la mairie | panneaux |
| 01 | Chemin du Mas Bonique | | | | | |
| CAIXAS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Place de la Mairie | Panneaux |
| CALCE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 01 | Route d'Estagel | panneaux |
| CALMEILLES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | chemin de la Fontaine | panneaux |
| CAMELAS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Parking de la Mairie | panneaux |
| CAMPOME | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Route de la Castellane-face au centre de vacances | panneaux |
| CAMPOUSSY | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | 9 carrier Nou | panneaux |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|-------------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|---|----------------------|
| CANAVELLES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Place Erola | panneaux |
| CANET EN ROUSSILLON | PERPIGNAN | Canton 3- La Côte Sableuse | 02 | 06 | Place Saint-Jacques – face à la mairie | panneaux |
| | | | 02 | | Impasse Xamma – face à l'école maternelle les Paquerettes-tennis | panneaux |
| | | | 02 | | Avenue de Catalogne – entre la poste et la fontaine | panneaux |
| | | | 02 | | Rue Jean Mermoz – face à l'école Jean Mermoz | panneaux |
| | | | 02 | | Avenue Eugène Sauvy – au droit de l'école maternelle les Myosotis | panneaux |
| | | | 02 | | Boulevard Hippolyte Tixador – face à la Police Municipale | panneaux |
| CANOHES | PERPIGNAN | Canton 10 – Perpignan 5 | 01 | 07 | 2 Rue de la Couloumine – face à la salle polyvalente | panneaux |
| | | | 01 | | Place du bicentenaire | panneaux |
| | | | 01 | | rue du moulin – devant salle plurivalente école annexe Julien Panchot | panneaux |
| | | | 01 | | Rue des écoles | panneaux |
| | | | 01 | | Rue des anciens combattants d'Afrique du Nord | panneaux |
| | | | 01 | | Rue de las Trignagues | panneaux |
| | | | 01 | | 1 avenue El Cruzat devant l'hotel de ville | panneaux |
| CARAMANY | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Place de la Mairie | panneaux |
| CASEFABRE | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Mur garage en face de la Mairie | |
| CASES DE PENE | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | place des écoles | panneaux |
| CASSAGNES | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Mairie- 6 rue des Capitelles | panneaux |
| CASTEIL | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Boulevard de la Cascade | panneaux |
| CASTELNOU | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Chemin de la salle du Tilleul | |
| CATLLAR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 02 | Route d'Eus | mur |
| | | | 03 | | Parking du Canigou – Mas Riquer | panneaux |
| CAUDIES DE FENOUILLEDES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Espace Caporal François Fabre, Promenade Desbasses | mur |
| CAUDIES DE CONFLENT | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie – 11 rue de la socarrada, devant la salle Naudeillo | panneaux |
| CERBERE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 01 | Face à la salle Georges Clausells – avenue Général de Gaulle | panneaux |
| CERET | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 08 | avenue des Aspres mur d'enceinte du terrain de pétanque | |
| | | | 04 | | avenue de la gare (mur d'enceinte ancien garage Rey) | |
| | | | 04 | | parking des Tins | |
| | | | 04 | | boulevard Lafayette | |
| | | | 04 | | Avenue Jules Ferry (mur immeuble ecole Marc Chagall) | |
| | | | 04 | | avenue d'Espagne (palissade du camping municipal) | |
| | | | 04 | | avenue Charles de Gaulle | |
| | | | 04 | | Rd Point du chemin du Mas Badou | |
| CLAIRA | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | 03 | Salle Polyvalente - rue des sports | panneaux |
| | | | 02 | | Ecole élémentaire « Yves Duces » - avenue du 8 mai 45 | panneaux |
| | | | 02 | | Salle des fêtes, boulevard des Albères | panneaux |
| CLARA-VILLERACH | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 02 | 1 rue des vignes – Clara | panneaux |
| | | | 03 | | 1 rue des tilleuls – Villerach | panneaux |
| CLUSES (les) | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | Emplacement à coté de la mairie | panneaux |
| CODALET | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie-place de la République | mur |
| COLLIOURE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 04 | Avenue de la République | mur |
| | | | 04 | | Le faubourg – passerelle du Château Royal | mur |
| | | | 04 | | Boulevard du Boramar | mur |
| | | | 04 | | Centre culturel – rue Jules Michelet | panneaux |
| CONAT-BETLLANS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Place du 8 mai 1945 | panneaux |
| CORBERE | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | Clôture Espace Emile Vendrell – rue du Puits | panneaux |
| CORBERE LES CABANES | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | rue Pomarola en face de la mairie | panneaux |
| CORNEILLA DE CONFLENT | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Parking mairie-36 carrer d'Amunt-Espace des Comtes de Cerdagne et de Conflent | panneaux |
| CORNEILLA LA RIVIERE | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 03 | Espace Força Réal – rue du stade | panneaux |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|------------------------|-----------|-------------------------------------|-------|------|--|----------------------|
| | | | 03 | | La Mairie – 1 rue de la Poste | |
| | | | 03 | | Les ateliers municipaux – 152 route nationale | |
| CORNEILLA DEL VERCOL | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | 01 | Rue des écoles – mur de la salle des fêtes | panneaux |
| CORSAVY | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | Panneaux mairie – Barry d'Amont | panneaux |
| COUSTOUGES | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | Mairie – route des écoles | mur |
| DORRES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Place du village | panneaux |
| EGAT | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Devant la mairie – place de la Couloumine | panneaux |
| ELNE | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | 10 | avenue Paul Reig | panneaux |
| | | | 04 | | avenue du Général de Gaulle | panneaux |
| | | | 04 | | route de latour bas Elne | panneaux |
| | | | 04 | | boulevard Voltaire – parking de la Cité Administrative | panneaux |
| | | | 04 | | rue du Couvent – parking Sant Jordi | panneaux |
| | | | 04 | | rue du Salita | panneaux |
| | | | 04 | | avenue des poètes | panneaux |
| | | | 04 | | avenue Pablo Neruda | panneaux |
| | | | 04 | | Boulevard Pas de la Baneta | panneaux |
| | | | 04 | | Rue Pépé Vignes | panneaux |
| ENVEITG | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Parking place de la Mairie | |
| ERR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Salle des fêtes – 2 carrer de l'Ajuntament | panneaux |
| ESCARO | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Partie crépie du mur sous la mairie | panneaux |
| ESPIRA DE L'AGLY | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 04 | Place du docteur Jaupart | |
| | | | 02 | | rue de Cases de Pène | |
| | | | 02 | | rue du 4 septembre | |
| | | | 02 | | allées Teulière | |
| ESPIRA DE CONFLENT | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Mairie – carrer major | panneaux |
| ESTAGEL | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 02 | avenue du Docteur Torrelles – devant la mairie | panneaux |
| | | | 02 | | Cour du bâtiment Espace Mandela – avenue René Nicolau | panneaux |
| ESTAVAR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | route de Llivia | panneaux |
| ESTOHER | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Lieu-dit Le Raig | |
| EUS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Route de Prades | panneaux |
| EYNE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Parking mairie à côté du bureau de vote-3 avenue de Cerdagne | panneaux |
| FEILLUNS | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | place de la liberté | panneaux |
| FENOUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Mur du cimetière - RD 9e – la Vilasse | panneaux |
| FILLOLS | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | route de Taurinya | panneaux |
| FINESTRET | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Place de l'église | |
| FONT ROMEU ODEILLO VIA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 02 | Devant la Mairie | panneaux |
| | | | 03 | | Office du Tourisme | panneaux |
| FONTPEDROUSE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | mur de clôture de la Mairie | |
| FONTRABIOUSE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Fontrabieuse – place de la fontaine | panneaux |
| FORMIGUERES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Place de la Mairie | panneaux |
| FOSSE | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | place du village | |
| FOURQUES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Rue du Docteur Massina | panneaux |
| FUILLA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | 41 ancien chemin de Villefranche | panneaux |
| GLORIANES | PRADES | Salle La Catalane – 4 avenue Chopin | 03 | 01 | Mur arrière de la mairie | |
| ILLE SUR TET | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 04 | avenue Chopin – devant la salle La Catalane | panneaux |
| | | | 03 | | rue Jean Jaurès – devant la place du foirail | panneaux |
| | | | 03 | | route de Prades – devant le parking du stade/piscine | panneaux |
| | | | 03 | | rue Jean Baptiste Moynier – devant le square la Grimolesse | panneaux |
| JOCH | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Entrée du village-carrer de l'escola | panneaux |
| JUJOLS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mur entrée face à la Mairie | mur |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|-------------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|---|----------------------|
| LAMANERE | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | Mur face à la Mairie | panneaux |
| LANSAC | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Panneaux 52 rue de la Mairie | panneaux |
| LAROQUE DES ALBERES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 02 | Mairie – Salle du conseil municipal | panneaux |
| | | | 04 | | Salle Cami Clos (salle de bridge) – carrer del sol | panneaux |
| LATOUR BAS ELNE | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobès | 02 | 03 | Mairie - avenue du Tech | panneaux |
| | | | 02 | | rue de l'église | panneaux |
| | | | 02 | | avenue Pierre Camps | panneaux |
| LATOUR DE CAROL | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | parking rue de la pique | panneaux |
| LATOUR DE FRANCE | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Parvis de la mairie – avenue Guy Malé | panneaux |
| LESQUERDE | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Panneaux – grand rue du Capitoul | panneaux |
| LLAGONNE(LA) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | devant la Mairie 5 promenade du pré de la ville | panneaux |
| LLAURO | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | rue des cerisiers – en face atelier municipal | panneaux |
| LLO | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | carretera d'Eina – parking Mairie | panneaux |
| LLUPIA | PERPIGNAN | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 02 | Salle Louis Amade – rue Jules Ferry | panneaux |
| | | | 04 | | Carrer de la Dû – face à la mairie | panneaux |
| MANTET | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Route principale- près la place du village | panneaux |
| MARQUIXANES | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Mairie 4 rue des écoles | panneaux |
| MASOS (LOS) | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | place de la République | panneaux |
| MATEMALE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | 1 place de la Mairie-face à la mairie | panneaux |
| MAUREILLAS/LAS ILLAS | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 02 | Mairie – 14 avenue du Vallespir | panneaux |
| | | | 04 | | Devant l'annexe de la mairie de Las Illas – place de la Mairie | panneaux |
| MAURY | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Place de la Mairie | panneaux |
| MILLAS | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 07 | bureaux de vote – halle des sports/allée henri Barbusse | panneaux |
| | | | 03 | | Avenue du 8 mai 1945-grilles mairie | panneaux |
| | | | 03 | | Allée Edmond Michelet (cantine) | panneaux |
| | | | 03 | | rue de l'île (au niveau du 21) | panneaux |
| | | | 03 | | rue du stade (stade Roger Roquefort) | panneaux |
| | | | 03 | | avenue Ludovic Massé | panneaux |
| | | | 03 | | Gendarmerie-RD 916-rond point | panneaux |
| MOLITG LES BAINS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | rambla Pau Casals | mur |
| MONTALBA LE CHATEAU | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | Devant la mairie – 11 camí d'Ille | panneaux |
| MONTAURIOL | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Place de la mairie | panneaux |
| MONTBOLO | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | parking face à la Mairie | panneaux |
| MONTESCOT | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobès | 04 | 01 | Clôture de l'école primaire – place des acacias | cloture |
| MONTESQUIEU des ALBERES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | grand rue – face salle Jean Thubert | panneaux |
| MONTFERRER | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | rue principale -panneaux près du lavoir | panneaux |
| MONT LOUIS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | 6 boulevard Vauban | panneaux |
| MONTNER | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Impasse de la Mairie | |
| MOSSET | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Sur les murs de l'escalier perpendiculaire à la rte du col Jau qui descend à la salle polyvalente | murs |
| NAHUJA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie - Plaça del municipi | panneaux |
| NEFIACH | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | avenue du Général de Gaulle – Le Foirail | panneaux |
| NOHÈDES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Face à la mairie – carrer dels pastors | mur et panneaux bois |
| NYER | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Panneaux métal – rue du Château | panneaux |
| OLETTE-EVOL | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 02 | Salle des fêtes – route nationale 116 – OLETTE | panneaux |
| | | | 03 | | Annexe mairie – place Ludovic Massé – EVOL | panneaux |
| OMS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | rue de l'Orme – près arrêt de bus | panneaux |
| OPOUL PERILLOS | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 02 | devant la Mairie – 22 avenue Pierre Estirac | grille fer |
| | | | 02 | | devant la salle des fêtes – avenue de Fitou | mur |
| OREILLA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mur de la mairie | panneaux |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|-------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|--|----------------------|
| ORTAFFA | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illobérès | 04 | 01 | Rue du Château – à 25 m de la salle Aramon | panneaux |
| OSSEJA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Jardin de la mairie – place St Paul | panneaux |
| PALAU DE CERDAGNE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie - Jardins du manoir du Marquis de Tilière | panneaux |
| PALAU DEL VIDRE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 02 | Mairie -place de la République | mur |
| | | | 04 | | Ecole – chemin de Batipalmes | cloture |
| PASSA | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | 18 avenue Torcatis – parking de la Mairie | panneaux |
| PERPIGNAN | PERPIGNAN | Canton 6 – Perpignan 1 | 02 | 09 | C.E.S Jean Sébastien Pons - Mur de clôture rue Diaz | mur de cloture |
| | | | 02 | | Groupe scolaire Léon Blum - Avenue Docteur Schweitzer | |
| | | | 02 | | Groupe scolaire Victor Hugo - Rue Raoul Dufy | |
| | | | 02 | | Le long du mur d'enceinte du groupe scolaire Jean Jaurès, le long de l'avenue Cité HLM Vernet Salanque | mur |
| | | | 01 | | Avenue du Maréchal Joffre - Clôture du jardin Saint-Louis | cloture |
| | | | 01 | | Groupe scolaire Roudayre - Avenue Emile Roudayre | |
| | | | 01 | | Jardin Henry Bataille - Rue Jean Richepin | |
| | | | 01 | | Grille du jardin angle rue J. Bart - Avenue Maréchal Joffre | grille du jardin |
| | | | 01 | | Ecole du Pont Neuf - Rue Isidore Hondrat | |
| | | Canton 7 – Perpignan 2 | 01 | 08 | Ecole les Platanes - Rue des Dahlias | |
| | | | 01 | | Grille du square Bir Hakeim - Bd Jean Bourrat, allée Jean Manalt | grille du parc |
| | | | 01 | | Grille du square Bir Hakeim - côté cours Lassus, Palais des congrès | grille du parc |
| | | | 01 | | Ecole Château Roussillon - Château Roussillon | |
| | | | 01 | | Mairie de Quartier EST - Rue des Calanques | |
| | | | 01 | | Groupe Scolaire Simon Boussiron - Avenue Général Gilles | |
| | | | 01 | | Grpe scolaire Claude Simon - Chemin de la Roseraie sur clôture de l'école | cloture |
| | | | 03 | | Couvent des Minimes - rue Rabelais | |
| | | Canton 8 – Perpignan 3 | 03 | 08 | Hôtel de Ville - place de la Loge | |
| | | | 03 | | Groupe scolaire Romain Rolland - façade Bd Anatole France | façade |
| | | | 03 | | Groupe scolaire Romain Rolland - façade Avenue Jean Mermoz | façade |
| | | | 03 | | Couvent des Minimes - rue Rabelais | |
| | | | 01 | | Groupe scolaire Pierre de Coubertin - rue Paul Valéry | |
| | | | 01 | | Ecole Fénelon - rue Ernest Renan | |
| | | | 01 | | Grille du Lycée Jean Lurçat - rue nature - face H.L.M LO.PO.FA | grille |
| | | | 01 | | Cimetière Saint-Jacques - rue Paul Rubens | |
| | | Canton 9 – Perpignan 4 | 03 | 10 | Groupe scolaire Romain Rolland - façade Bd Anatole France | |
| | | | 03 | | Groupe scolaire Romain Rolland - façade Avenue Jean Mermoz | |
| | | | 03 | | Groupe scolaire Jordi Barre - Rue des Remparts St Mathieu | |
| | | | 01 | | Groupe scolaire Anatole France - rue Colonel d'Ornano | |
| | | | 01 | | Clôture terrain de Jeux - rue Jean Rièrre | cloture |
| | | | 01 | | Groupe scolaire Hyacinthe Rigaud - Boulevard Foment de la Sardane | |
| | | | 01 | | Grille du parking - boulevard Mondony | grille |
| | | | 01 | | Grille du jardin public - rue du Vilar | grille |
| | | | 01 | | Ecole Ludovic MASSE - rue Pierre Bretonneau | |
| | | | 01 | | Groupe scolaire Vertefeuille - rue de Villelongue dels Monts | |
| | | Canton 10 – Perpignan 5 | 01 | 07 | Groupe scolaire Blaise PASCAL - rue des grenadiers | |
| | | | 01 | | Crèche Joan Miro - Avenue de Belfort | |
| | | | 01 | | Cimetière Saint-Martin - avenue Marcelin Albert | |
| | | | 01 | | Ecole Ludovic Masse – rue Pierre Bertonneau | |
| | | | 01 | | Groupe scolaire Edouard Herriot - avenue Victor Dalbiez | |
| | | | 03 | | Ecole Jules Ferry - Boulevard des Pyrénées | |
| | | | 03 | | Grille du Palais de justice - place Arago | grille |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|--------------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|--|----------------------|
| | | Canton 11 – Perpignan 6 | 03 | 05 | Hôtel de Ville - place de la Loge | |
| | | | 03 | | Mairie Quartier Centre Historique – Façades rue Jeanne d'Arc/Rue Escanye | façade |
| | | | 03 | | Ecole Jean-Jacques Rousseau – rue Courteline | |
| | | | 03 | | Groupe scolaire d' Alembert - 30 rue Pascal-Marie Agasse | |
| | | | 03 | | Ecole Condorcet - rue Condorcet | |
| PERTHUS (LE) | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | placette de la Mairie | |
| PEYRESTORTES | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 02 | 01 | Hôtel de ville – bd National | panneaux |
| PEZILLA DE CONFLENT | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Mairie | panneaux |
| PEZILLA LA RIVIERE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 01 | Mairie -31 bis avenue du Canigou | clôture |
| PIA | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | 03 | Salle Jean Jaurès – avenue de Bompas en face de la salle | panneaux |
| | | | 02 | | parking Ste Anne – parc des tilleuls | panneaux |
| | | | 02 | | Salle Colette Besson – Chemin de la Poudrière – devant la salle | panneaux |
| PLANES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie – Le Village | panneaux |
| PLANEZES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | ancienne école | panneaux |
| POLLESTRES | PERPIGNAN | Canton 1 – Les Aspres | 01 | 06 | avenue Pablo Casals – Mairie | panneaux |
| | | | 01 | | avenue Pablo Casals – salle polyvalente Jordi Barre | panneaux |
| | | | 01 | | rue des constellations | panneaux |
| | | | 01 | | place des libertés | panneaux |
| | | | 01 | | Place du Monument aux Morts | panneaux |
| | | | 01 | | Olympéo – rue Laure Manaudou | |
| PONTEILLA-NYLS | PERPIGNAN | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 03 | 11 avenue de Perpignan – PONTEILLA | panneaux |
| | | | 04 | | avenue de Pollestres – NYLS | panneaux |
| | | | 04 | | Rue Crescent-Ponteilla | panneaux |
| PORTA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie-parking communal bordant la RN 20 | panneaux |
| PORTE PUYMORENS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Cour de l'ancienne école – façade sud de la Mairie | panneaux |
| PORT VENDRES | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 07 | Mur du soutènement – HLM Coma Sadulle – Boulevard Bellevue | panneaux |
| | | | 04 | | Mur de soutènement – face école maternelle Parès | panneaux |
| | | | 04 | | Mur de soutènement sous la place Castellane – Rue Laurent Batlle | panneaux |
| | | | 04 | | Hameau de Cosprons – aire de jeux | panneaux |
| | | | 04 | | Hotel de Ville – Rue Jules Pams | panneaux |
| | | | 04 | | Centre culturel – Place Castellane | panneaux |
| | | | 04 | | Mur de soutènement – HLM le Glacis (rond-point) | panneaux |
| PRADES | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 10 | rue du Foirail | |
| | | | 03 | | rue San Juan de Porto Rico | |
| | | | 03 | | avenue Louis Prat | |
| | | | 03 | | plaine St Martin | |
| | | | 03 | | rue de la Basse | |
| | | | 03 | | rue du chant des oiseaux | |
| | | | 03 | | place de la Catalogne | |
| | | | 03 | | rue des courrioulettes | |
| | | | 03 | | chemin des castors | |
| | | | 03 | | Route de Ria | |
| PRATS DE MOLLO/LA PRESTE | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | 1 place du Foirail | panneaux |
| PRATS DE SOURNIA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | face au chemin des Millès sur rambarde rue Balcon du Fenouillèdes | |
| PRUGNANES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | panneaux entrée du village / station de forage | panneaux |
| PRUNET ET BELPUIG | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Hameau La Trinité | panneaux |
| PUYVALADOR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 02 | Place du village Cal Arcis | Mur |
| | | | 03 | | Place du village, Place des Peupliers – Rieutort | Panneaux |
| PY | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | place Saint Paul | panneaux |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|----------------------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|--|--------------------------|
| RABUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Place Camunou | panneaux |
| RAILLEU | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Carrer Llarg - mur du lavoir municipal | Panneaux + mur |
| RASIGUERES | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | place de la Mairie | |
| REAL | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie | panneaux |
| REYNES | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 02 | mur au village coté cimetièr | panneaux |
| | | | 04 | | au pont de Reynes parking boulangerie | panneaux |
| RIA SIRACH | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | avenue d'En Cassa | panneaux |
| RIGARDA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Salle Les Malleus – Cami Pagès | panneaux |
| RIVESALTES | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 11 | avenue Louis Blanc – place Chichet | |
| | | | 02 | | rue Pasteur | |
| | | | 02 | | avenue du Languedoc | |
| | | | 02 | | avenue de l'Agly – face au centre de secours | |
| | | | 02 | | rue des albatros – place à côté de la rue des courlis | |
| | | | 02 | | Centre associatif et culturel - place du Général de Gaulle | |
| | | | 02 | | rue Émile Parès – École Pons | |
| | | | 02 | | rue des oiseaux – club du 3ème âge | |
| | | | 02 | | place de l'Europe – Hôtel de ville | |
| | | | 02 | | Salle « ami club » avenue du stade | |
| | | | 02 | | avenue de la Marne – Les Dômes | |
| RODES | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Mairie – 4 carrer gran | panneaux |
| SAHORRE | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | route de Fuilla | |
| SAILLAGOUSE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | place du Roser | panneaux |
| SAINT ANDRE | CERET | Canton 5 – La Côte Vermeille | 04 | 02 | Route Nationale entrée Est – mur cimetièr | panneaux |
| | | | 04 | | Allée de la liberté – aux abords de la mairie | panneaux |
| SAINT ARNAC | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | place de l'Ormeau | panneaux |
| SAINTE COLOMBE DE LA COMMANDERIE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | place de la Bassa | panneaux |
| SAINT CYPRIEN | CERET | Canton 3- La Côte Sableuse | 02 | 09 | Mairie – place François Desnoyer | panneaux |
| | | | 02 | | Ecole maternelle Nogueres- rue Auguste Rodin | panneaux |
| | | | 02 | | Office du Tourisme -quai Arthur Rimbaud | panneaux |
| | | | 02 | | Salle Génin de Règnes – avenue du Roussillon | panneaux |
| | | | 02 | | Ecole maternelle Met rue François Arago | panneaux |
| | | | 02 | | Stade de la Tine rue François Arago | panneaux |
| | | | 02 | | Foyer 3ème âge – rue Mirabeau | panneaux |
| | | | 02 | | 6 quai Rimbaud – Yacht club | panneaux |
| | | | 02 | | Ecole primaire Alain, rue Albert Camus | panneaux |
| SAINT ESTEVE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 05 | Salle Jean Jaurès - rue de la République | panneaux |
| | | | 03 | | Place du Mas Carbasse | panneaux |
| | | | 03 | | Place de la Méditerranée | panneaux |
| | | | 03 | | Rue du Roc de Quazemi | panneaux |
| | | | 03 | | Mas St Mamet - route de Perpignan | panneaux |
| SAINT FELIU D AMONT | PRADES | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 01 | avenue du Roussillon (face aux numéros 13 et 15) | panneaux |
| SAINT FELIU D AVALL | PERPIGNAN | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 04 | Mairie - 114 avenue du Canigou | grilles clotures |
| | | | 03 | | Place général Barbotou – clôture du jardin d'enfants | grilles clotures |
| | | | 03 | | Avenue du Roussillon-mur du cimetièr | mur |
| | | | 03 | | Avenue du Languedoc (angle rue des Corbières)-mur arrêt de bus | mur |
| SAINT GENIS DES FONTAINES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 02 | 19 avenue Georges Clemenceau | panneaux |
| | | | 04 | | Salle Intercommunale La Prade | panneaux |
| SAINT HIPPOLYTE | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | 03 | Mairie – 3 rue Paul Riquet | grille de cloture |
| | | | 02 | | Ecole – Chemin du boutou | grille de cloture |
| | | | 02 | | Rue du Général Derroja – devant la salle Derroja | grille du mur de cloture |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|-------------------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|---|----------------------|
| SAINT JEAN LASSEILLE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | 18 avenue de la Mairie-clôture du gymnase Jean Peytabi | clôture |
| SAINT JEAN PLA DE CORTS | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 02 | Rond-point St Sébastien-entrée de ville-RD 115 | panneaux |
| | | | 04 | | salle polyvalente – coté rue des sérénades | mur |
| SAINT LAURENT DE CERDANS | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 02 | Rue de l'église – face à la mairie | panneaux |
| | | | 04 | | La Forge del mitg – mur de clôture gîtes communaux | panneaux |
| SAINT LAURENT DE LA SALANQUE | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | 13 | PIJ - avenue Joffre | |
| | | | 02 | | route du Barcarès – rond-point de la gendarmerie | |
| | | | 02 | | Espace vert Méditerranée - avenue de la Côte Vermeille | |
| | | | 02 | | lot. La Cruetta - avenue Alsace Lorraine | |
| | | | 02 | | Boulevard Nicolas Canal – Face office notarial | |
| | | | 02 | | École Joseph Cortada | |
| | | | 02 | | École Pablo Casals | |
| | | | 02 | | avenue de l'aviation-mur angle rue Clément Ader | |
| | | | 02 | | route de Torréilles – devant la maison de retraite | |
| | | | 02 | | Bd Georges Clémenceau (parking face aux HLM route de claira) | |
| | | | 02 | | Salle polyvalente - chemin de Leucate | |
| | | | 02 | | 2 Bd Nicolas Canal – Grille du Foyer Rural | |
| | | | 02 | | école élémentaire Charles Perrault - rue docteur René Marques | |
| SAINTE LEOCADIE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie – place Michel Aris | panneaux |
| SAINTE MARIE | PERPIGNAN | Canton 7 – Perpignan 2 | 02 | 04 | avenue Jules Ferry | panneaux |
| | | | 02 | | Rond-point les Aloes -avenue des Marendes | panneaux |
| | | | 02 | | Rond-point avenue de Lattre de Tassigny | panneaux |
| | | | 02 | | impasse du boulodrome | panneaux |
| SAINT MARSAL | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | D 618 – face au terrain de pétanque | panneaux |
| SAINT MARTIN -DE – FENOUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Sous l'abris bus – place du village | panneaux |
| SAINT MICHEL DE LLOTES | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Avenue des Aspres – mur du cimetière | mur |
| SAINT NAZAIRE | PERPIGNAN | Canton 3- La Côte Sableuse | 02 | 03 | Avenue de Cabestany-place de la République | panneaux |
| | | | 02 | | avenue d'Elne – mur du Parc Durand | panneaux |
| | | | 02 | | avenue de Cabestany (fin de l'avenue, sortie Saint-Nazaire) | panneaux |
| SAINT PAUL DE FENOUILLET | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 03 | place St Pierre | panneaux |
| | | | 02 | | parking supermarché « carrefour market » | panneaux |
| | | | 02 | | place Léon-Jean GRÉGORI | panneaux |
| SAINT PIERRE DELS FORCATS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie – 21 grand' rue | panneaux |
| SALEILLES | PERPIGNAN | Canton 3- La Côte Sableuse | 02 | 06 | Jardin de la demoiselle – avenue de la Méditerranée | panneaux |
| | | | 02 | | Devant la Mairie –angle avenue de Perpignan/bd 8 mai | panneaux |
| | | | 02 | | Devant le cimetière – avenue du Canigou | panneaux |
| | | | 02 | | Devant le gymnase – angle rue Louison Bobet et rue Bousquet | panneaux |
| | | | 02 | | avenue des crouettes | panneaux |
| | | | 02 | | Devant le groupe scolaire Georges Sand – rue Raoul Follereau | panneaux |
| SALSÉS LE CHATEAU | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 05 | avenue Général de Gaulle | panneaux |
| | | | 02 | | Boulevard Jean Jaurès | panneaux |
| | | | 02 | | rue Gaston Clos | panneaux |
| | | | 02 | | Cami d'en Parol | panneaux |
| | | | 02 | | avenue François Tubau | panneaux |
| SANSA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Place face à la mairie | panneaux |
| SAUTO | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie – rue Creueta | panneaux |
| SERDINYA-JONCET | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | parking face mutiplex rural – RN116 | panneaux |
| SERRALONGUE | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | rue de St Antoine | mur |
| SOLER (LE) | PERPIGNAN | Canton 16 – La Vallée de la Têt | 03 | 06 | Ancienne place du Marché – rue paul Langevin | |
| | | | 03 | | square Guy Malé – avenue Jean Jaurès | |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|----------------------------|-----------|------------------------------------|-------|------|---|----------------------|
| | | | 03 | | Tennis municipal – rue des lilas | |
| | | | 03 | | Stade municipal – avenue de la République | |
| | | | 03 | | Ecole élémentaire François Arago – rue des nouvelles écoles | |
| | | | 03 | | Lotissement Merabelles – route de Toulouges | |
| SOREDE | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 03 | salle des fêtes – rue de la sardane | panneaux |
| | | | 04 | | parking de la Mairie – rue de la caserne | panneaux |
| | | | 04 | | rue de la coscolleda | panneaux |
| SOUANYAS-MARYANS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Parking – place de la mairie | panneaux |
| SOURNIA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Foyer rural – rue du Général Tisseyre | mur |
| TAILLET | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | placette de la Mairie | |
| TARERACH | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | rue des Lauriers | panneaux |
| TARGASONNE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Face à la mairie – 3 bis route d'Andorre | panneaux |
| TAULIS | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | Mur de la mairie – rue des rocailles | panneaux |
| TAURINYA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | 13 cami du Canigou – mur de la cour – Mairie | mur |
| TAUTAVEL | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | avenue Anatole France | panneaux |
| TECH (LE) | CERET | Canton 2 – Le Canigou | 04 | 01 | place de Village | |
| TERRATS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Avenue du Vallespir-face à la mairie | panneaux |
| THEZA | CERET | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | 01 | place de la promenade | panneaux |
| THUES ENTRE VALLS | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | rue de la soulane | panneaux |
| THUIR | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 07 | Piscine municipale – avenue de la Méditerranée | |
| | | | 04 | | avenue du Dr Ecoiffier – maison des jeunes et de la culture | |
| | | | 04 | | Ecole Maurette – Cité Vallespir | |
| | | | 04 | | avenue Nabona – rond-point de la Canterrane | |
| | | | 04 | | place du vieux moulin (mur côté parking) | |
| | | | 04 | | place Albert Passama | |
| | | | 04 | | parking du 8 mai (côté de l'école Les Mûriers) | |
| TORDERES | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | 2 rue des écureuils – mur de la mairie | |
| TORREILLES | PERPIGNAN | Canton 4 – La Côte Salanquaise | 02 | 02 | avenue Georges Brassens – angle rue Alphonse Daudet | panneaux |
| | | | 02 | | Espace Capellans – boulevard de la plage | panneaux |
| TOULOUGES | PERPIGNAN | Canton 11 – Perpignan 6 | 01 | 05 | Place Abelanet | |
| | | | 01 | | Avenue Maillol | |
| | | | 01 | | Parking devant la Poste | |
| | | | 01 | | Avenue de l'Achau | |
| | | | 01 | | Parking de la salle des fêtes | |
| TRESSERE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Avenue de Perpignan | clôture |
| TREVILLACH | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | Panneaux fixés sur le mur entre la place de l'Aire et la salle Porte des Fenouillèdes | panneaux |
| TRILLA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | 3 place de la mairie- cour de l'ancienne coopérative | |
| TROUILLAS | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 03 | Avenue du Canigou – Mur du centre médical | panneaux |
| | | | 04 | | Giratoire du lotissement Les Hauts Plateaux | panneaux |
| | | | 04 | | Avenue Canterrane – Bâtiment et espace public des anciennes douches | panneaux |
| UR | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Place de l'église | panneaux |
| URBANYA | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Mairie – route de la mairie | panneaux |
| VALCEBOLLERE | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | place de l'étoile | |
| VALMANYA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Mur du cimetière | panneaux |
| VERNET LES BAINS | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | Mairie – Place de l'Entente cordiale | panneaux |
| VILLEFRANCHE DE CONFLENT | PRADES | Canton 13 – Les Pyrénées Catalanes | 03 | 01 | Placette – tour d'En Solennel | |
| VILLELONGUE DE LA SALANQUE | PERPIGNAN | Canton 7 – Perpignan 2 | 02 | 02 | avenue du littoral | panneaux |
| | | | 02 | | Place Maréchal Joffre | panneaux |
| VILLELONGUE DELS MONTS | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 02 | Avinguda del Romaguer | panneaux |

Annexe n°2 - emplacements d'affichage

| COMMUNES | ARR. | CANTON DE | CIRC. | NBRE | EMPLACEMENTS D'AFFICHAGE | SUPPORTS D'AFFICHAGE |
|-----------------------|-----------|-----------------------------------|-------|------|---|----------------------|
| | | | 04 | | Carrer de les Escoles | clôture |
| VILLEMOLAQUE | CERET | Canton 1 – Les Aspres | 04 | 01 | Le long de la mairie-avenue des Pyrénées | panneaux |
| VILLENEUVE DE LA RAHO | PERPIGNAN | Canton 12 – La Plaine d'Illibéris | 04 | 03 | Salle des fêtes Paulin Gourbal – 1 rue du Général de Gaulle | panneaux |
| | | | 04 | | École maternelle Alfred sauvy– avenue du Roussillon | panneaux |
| | | | 04 | | salle polyvalente Espace André Sanac – Route de Bages | panneaux |
| VILLENEUVE LA RIVIERE | PERPIGNAN | Canton 14 – Le Ribéral | 03 | 01 | 7 avenue du Canigou – mur de clôture de la mairie | panneaux |
| VINÇA | PRADES | Canton 2 – Le Canigou | 03 | 01 | place de la liberté | panneaux |
| VINGRAU | PERPIGNAN | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | 5 place de la République | panneaux |
| VIRA | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | entrée du village – route de Boucheville | |
| VIVES | CERET | Canton 17 – Vallespir – Albères | 04 | 01 | parking de la salle polyvalente | panneaux |
| VIVIER (LE) | PRADES | Canton 15 – La Vallée de l'Agly | 02 | 01 | rue principale – face à la mairie | panneaux |



Direction de la citoyenneté et de la migration
Bureau de la réglementation générale et des élections

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PREF/DCM/BRGE 2021330-0001 du 26 novembre 2021
portant habilitation dans le domaine funéraire
de la SAS FUNECAP SUD EST pour un établissement
secondaire sis à Bompas

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2223-19; R2223-59, D2223-39 et D2223-114 et D2223-120 ;

VU la demande d'habilitation dans le domaine funéraire, de la SAS FUNECAP SUD EST , présentée par M. LE DIOURON Philippe, en qualité de directeur exécutif, pour un établissement secondaire au nom commercial et à l'enseigne « Pompes Funèbres Saint Georges », sis 1 avenue Noël Biosca à 66430 BOMPAS.

Considérant que l'intéressé remplit les conditions requises :

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE:

Article 1er : l'établissement secondaire de la SAS FUNECAP SUD EST au nom commercial et à l'enseigne « Pompes Funèbres Saint Georges », sis 1 avenue Noël Biosca 66430 BOMPAS, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- transport de corps avant et après mise en bière,
- organisation des obsèques,
- soins de conservation (sous-traitance)
- fournitures des cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs, des housses, et urnes cinéraires,
- Gestion et utilisation de chambre funéraire,
- fourniture des corbillards et voitures de deuil,
- fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

.../...

Article 2 : Le numéro d'habilitation qui lui est attribué sur le référentiel des opérateurs funéraires est le n° **21-66-0190**.

Article 3 : La présente habilitation est **valide 5 ans** ;

Article 4 : L'habilitation peut être suspendue ou retirée pour les motifs suivants :

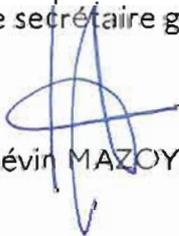
- non respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance;
- non respect du règlement national de pompes funèbres;
- non exercice ou cessation des activités au titre desquelles elle a été délivrée;
- atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier (6 rue Pitot - 34000 Montpellier). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr »

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le maire de la commune de Bompas, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Pyrénées-Orientales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à l'intéressé

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Kévin MAZOYER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ
Bureau de la réglementation générale et des élections

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021 – 307-0001 modifiant l'arrêté préfectoral
n° 2021 – 302-0001- du 29 octobre 2021
portant convocation du collège électoral du tribunal
de commerce de Perpignan
en vue de procéder au renouvellement partiel de ses membres**

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de commerce ;

VU le décret n° 2008-563 du 16 juin 2008 fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce ;

VU l'arrêté du 24 mai 2011 relatif aux bulletins de vote pour l'élection des juges des tribunaux de commerce ;

VU le décret n°2020-854 du 7 juillet 2020 relatif au report exceptionnel de l'organisation de l'élection annuelle 2020 des juges des tribunaux de commerce en application de l'article L. 723-11 du code de commerce ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTÉ :

Article 1 : L'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2021 – 302-0001- du 29 octobre 2021 susvisé est modifié ainsi qu'il suit : Conformément aux articles L. 723-13 et R. 723-8 du code de commerce, une commission, présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire, assisté d'un juge du tribunal judiciaire, tous deux désignés par le premier président de la cour d'appel de Montpellier, et d'un fonctionnaire désigné par le préfet, est chargée de veiller à la régularité du scrutin et de la proclamation des résultats.

Le secrétariat de cette commission est assurée par le greffier du tribunal de commerce.

Article 2 : Les autres articles de l'arrêté préfectoral est susvisé restent inchangés.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le 03 novembre 2021

Le préfet,


Étienne STOSKOPF



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA MIGRATION
Bureau de la réglementation générale
et des élections

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021309-0001 du 05 novembre 2021
portant agrément d'un gardien de fourrière pour automobiles
et des installations à RIVESALTES**

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de la route et notamment ses articles R 325-19 et R 325-24 ;

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres ;

VU la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 26 novembre 2012 concernant les modalités de mise en œuvre et de gestion du service public des fourrières automobiles ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021 194 - 0002 du 13 juillet 2021 portant prolongation d'agrément d'un gardien de fourrière pour automobiles et des installations situé au 7 avenue du Ginèbre à RIVESALTES ;

VU la demande présentée par Monsieur Christophe GUILLOUF, gérant de la SARL GARAGE CHRISTOPHE GUILLOUF, en vu d'obtenir un nouvel agrément de gardien de fourrière et des installations situées au 17 rue de Romani à Rivesaltes ;

VU l'avis des membres de la commission départementale de sécurité routière, section agrément des gardiens et des installations de fourrières ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

.../...

ARRÊTÉ :

Article 1er : l'arrêté préfectoral n°2021 194 - 0002 du 13 juillet 2021 susvisé est abrogé.

Article 2 : Monsieur Christophe GUILLOUF, gérant de la SARL GARAGE CHRISTOPHE GUILLOUF située 17 avenue de Romani, à Rivesaltes est agréé en qualité de gardien de fourrière pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Cet agrément est personnel et incessible.

Article 3 : Les installations de la fourrière, dont Monsieur Christophe GUILLOUF est le gardien, situées 17 avenue de Romani, à Rivesaltes, sont également agréées pour une durée de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 4 : Deux mois avant l'expiration du présent agrément, il appartiendra à Monsieur Christophe GUILLOUF gardien de fourrière, de solliciter auprès de la préfecture, son renouvellement.

Article 5 : Monsieur Christophe GUILLOUF, gardien de fourrière, sera tenu de fournir régulièrement à la préfecture, tout élément d'information concernant le fonctionnement de la fourrière considérée et notamment les tableaux de bord réglementaires.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales et Monsieur le gardien de fourrière, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera communiquée à l'ensemble des membres de la commission départementale de sécurité routière.

Fait à Perpignan, le 5 novembre 2021

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet à la relance,

A blue ink signature, appearing to read 'Thibaut FELIX', is written over a light blue rectangular background.

Thibaut FELIX



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA MIGRATION
Bureau de la réglementation générale
et des élections

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021323 - 0001 du 19 novembre 2021

portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux,
de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à R. 213-6 ;

VU l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté ministériel n° 0100025A du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017052-0001 du 21 février 2017 autorisant Mme Syvie CANO à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière, dénommé Driv'Infinity et situé 2 rue d'Iéna à Perpignan sous le numéro E 17 066 0007 0 ;

Considérant la demande du 8 novembre 2021 présentée par Mme Syvie CANO, relative au renouvellement quinquennal de l'autorisation qui lui a été accordée pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTÉ :

Article 1er : Mme Syvie CANO est autorisée à exploiter sous le n° **E 17 066 0007 0**, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé Driv'Infinity et situé 2 rue d'Éléna - 66000 Perpignan.

Article 2 : cet agrément est délivré pour une durée de **cinq ans** à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

Article 3 : l'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies et des véhicules déclarés, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **B/B1/AM quadri léger, AAC.**

Article 4 : le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001, modifié, susvisé.

Article 5 : en cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : l'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

Article 8 : l'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 9 : le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié précité.

Article 10 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le *13 novembre 2021*

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Kevin MAZOYER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA MIGRATION
Bureau de la réglementation générale
et des élections

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021323 - 0003 du 19 novembre 2021

portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux,
de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à R. 213-6 ;

VU l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté ministériel n° 0100025A du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n°20160337-0002 du 2 décembre 2016 autorisant Mme KELICHE Hafida à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière, dénommé Joffre Auto-Ecole et situé 132 avenue Joffre à Perpignan sous le numéro E 16 066 0012 0 ;

Considérant la demande du 2 novembre 2021 présentée par Mme KELICHE Hafida, relative au renouvellement quinquennal de l'autorisation qui lui a été accordée pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTÉ :

Article 1er : Mme KELICHE Hafida est autorisée à exploiter sous le n° **E 16 066 0012 0**, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé **Joffre Auto-Ecole** et situé **132 avenue Joffre - 66000 Perpignan**.

Article 2 : cet agrément est délivré pour une durée de **cinq ans** à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

Article 3 : l'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies et des véhicules déclarés, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **B/B1/AM quadri léger, AAC**.

Article 4 : le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001, modifié, susvisé.

Article 5 : en cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : l'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

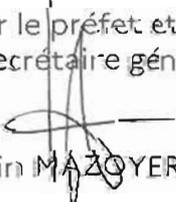
Article 8 : l'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 9 : le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié précité.

Article 10 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le **19 novembre 2021**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Kevin MAZUYER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA MIGRATION
Bureau de la réglementation générale
et des élections

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021323 - 0002 du 19 novembre 2021

portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux,
de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de la route, notamment ses articles L. 213-1 à L. 213-8 et R. 213-1 à R. 213-6 ;

VU l'arrêté ministériel n° 0100026A du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté ministériel n° 0100025A du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017010-0001 du 10 janvier 2017 autorisant Mme MENDES DOS SANTOS Mélanie à exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière, dénommé l'Edelweiss conduite et situé 5 rue du Belloch à Bourg Madame sous le numéro E 16 066 0013 0 ;

Considérant la demande du 4 novembre 2021 présentée par Mme MENDES DOS SANTOS Mélanie, relative au renouvellement quinquennal de l'autorisation qui lui a été accordée pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTÉ :

Article 1er : Mme MENDES DOS SANTOS Mélanie est autorisée à exploiter sous le n° **E 16 066 0013 0**, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé l'Edelweiss conduite et situé 5 rue du Belloch - 66760 Bourg Madame

Article 2 : cet agrément est délivré pour une durée de **cinq ans** à compter de la date du présent arrêté. Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

Article 3 : l'établissement est habilité, au vu des autorisations d'enseigner fournies et des véhicules déclarés, à dispenser les formations aux catégories de permis suivantes : **B/B1/AM quadri léger, AAC.**

Article 4 : le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001, modifié, susvisé.

Article 5 : en cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément d'exploiter devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 6 : pour toute transformation du local d'activité, tout abandon ou toute extension d'une formation, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 7 : l'agrément est délivré sans préjudice du respect par l'exploitant des normes prévues pour les établissements recevant du public.

Article 8 : l'agrément peut être à tout moment suspendu ou retiré selon les conditions fixées par les articles 12 à 14 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 susvisé.

Article 9 : le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 modifié précité.

Article 10 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le 19 novembre 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Kevin MAZOYER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ
Bureau de la Réglementation Générale et des Élections
Missions de proximité

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021-309-0002 du 05 NOV. 2021
portant attribution du titre de
Maître-Restaurateur
attribué à Mr FERRIE Jean-Louis
(Restaurant «La Fabrique PLM » à Latour-de-France)

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de la consommation, notamment son article L 122-21,

VU le code de l'éducation, notamment ses articles R. 335-12 et suivants,

VU le code général des impôts, notamment son article 244 quater Q,

VU le décret n° 2007-1359 du 14 septembre 2007, modifié, relatif au titre de Maître-Restaurateur,

VU l'arrêté du 14 septembre 2007 relatif à l'attribution du titre de Maître-Restaurateur,

VU l'arrêté du 14 septembre 2007 relatif au cahier des charges du titre de Maître-Restaurateur,

VU l'arrêté du 14 septembre 2007 relatif aux conditions de justification des compétences requises pour bénéficier du titre de Maître-Restaurateur,

VU l'arrêté du 17 janvier 2008 fixant la liste des organismes certificateurs aptes à réaliser l'audit externe relatif à la délivrance du titre de Maître-Restaurateur,

VU le rapport d'audit de l'organisme certificateur AFNOR du 13/09/2021,

VU la demande d'attribution du titre de Maître-Restaurateur reçue le 17/09/2021 de **Mr FERRIE Jean-Louis, président de la SAS La Fabrique PLM**, sise avenue des Écoles Espace Jean-Pierre Boreil 66720 LATOUR-DE-FRANCE,

CONSIDÉRANT que **MR Jean-Louis FERRIE** remplit les conditions réglementaires requises,

SUR PROPOSITION de M. le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales :

ARRÊTÉ :

Article 1^{er} : le titre de Maître-Restaurateur attribué à **Mr Jean-Louis FERRIE**, président de la **SAS « La Fabrique PLM »**, sise **avenue des Écoles – Espace Jean-Pierre Boreil**, à **Latour-de-France**, est délivré pour une durée de quatre ans à compter du présent arrêté.

Article 2 : le bénéficiaire devra en demander éventuellement **le renouvellement deux mois avant l'expiration** de cette période.

Article 3 : tout changement intervenant dans l'un des éléments ayant conduit à l'attribution de ce titre devra être immédiatement signalé à M. le préfet des Pyrénées-Orientales.

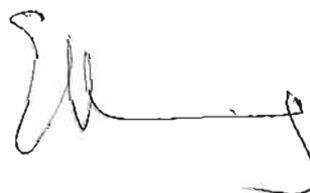
Article 4 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie et des finances ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier (6 rue Pitot 34 000 Montpellier).

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Perpignan, le **05 NOV. 2021**

Le préfet,



Etienne STOSKOPF



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA MIGRATION
Bureau de la réglementation générale et des élections

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2021330 –0003 du 26 novembre 2021
conférant l'honorariat à Monsieur Bernard REMEDI

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-35 ;

Considérant que Monsieur Bernard REMEDI a exercé les fonctions de maire de la commune de PRATS-DE-MOLLO-LA-PRESTE pendant plus de dix-huit années et présente les conditions de moralité pour obtenir ce titre ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE :

Article 1er : Monsieur Bernard REMEDI, ancien maire de la commune de PRATS-DE-MOLLO-LA-PRESTE, est nommé maire honoraire.

Article 2 : Cette mesure prend effet à la date du présent arrêté. Elle peut être retirée dans le cas où son bénéficiaire ferait l'objet d'une condamnation entraînant l'inéligibilité.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Article 4 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Perpignan.

Fait à Perpignan, le 26 novembre 2021

Le préfet,



Etienne STOSKOPF



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du Préfet

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA MIGRATION

Service des élections
Bureau de la réglementation générale et des élections
Affaire suivie par : VM
Tél : 04 68 51 66 17
Mél : pref-elections@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 26 novembre 2021

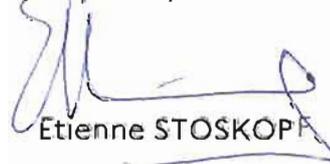
Monsieur, *le Maire,*

J'ai le plaisir de vous adresser, sous ce pli, mon arrêté de ce jour, vous conférant le titre de maire honoraire.

Bien que cette reconnaissance ne fasse l'objet d'aucun avantage matériel, l'honorariat se veut la preuve du dévouement dont vous avez fait preuve, pendant de longues années dans votre commune, au service de vos concitoyens.

Je vous félicite et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. *et de mon cordial respect*

Le préfet,



Etienne STOSKOPF

Monsieur Bernard REMEDI
Can Llagost route de la Preste
66230 PRATS DE MOLLO LA PRESTE



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SOUS-PREFECTURE DE CERET

**RENOUVELLEMENT HABILITATION
DANS LE DOMAINE FUNERAIRE**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° SP/CERET/2021314-0002 du 10 novembre 2021

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi N° 93-23 du 08 janvier 1993 modifiant le chapitre III - titre II du livre II du Code Général des Collectivités Territoriales et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret N° 95-330 du 21 mars 1995, relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU la demande de renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire formulée par M. TORRANO ROLLAND sis 12 bis place de la république à SOREDE (66690) et le dossier qui l'accompagne ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2019309-0001 du 5 novembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc BASSAGET, sous-préfet hors classe, sous-préfet de Céret, modifié le 16 juin 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé remplit les conditions requises ;

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet de Céret ;

ARRÊTÉ :

Article 1 : - la « SARL TORRANO ROLLAND » sise 12 bis place de la république à SOREDE (66690) est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- ⇒ organisation d'obsèques,
- ⇒ fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations,
- ⇒ fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- ⇒ fourniture de corbillards
- ⇒ transports de corps avant et après mise en bière.
- ⇒ gestion et utilisation d'une chambre funéraire située 32-34 rue des Albères à SAINT ANDRE

Article 2 : - Le numéro de l'habilitation qui lui est attribué est **21.66.1.93**

Article 3 : - La durée de la présente habilitation est valable **5 ans** jusqu'au **10 novembre 2026**

Article 4 : - L'habilitation peut être suspendue ou retirée pour les motifs suivants :

- ⚠ Non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance,
- ⚠ Non-respect du règlement national des pompes funèbres,
- ⚠ Non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée
- ⚠ Atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Article 5 : - · M. le Sous-Préfet de CERET,
· M le Maire de SOREDE
· M. le Chef d'Escadron Commandant la Compagnie de Gendarmerie de CERET,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Céret, le 10 novembre 2021

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Céret,



Jean-Marc BASSAGET



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021 329-0009

portant autorisation de battues administratives et tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Collioure

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives et tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses sur sangliers présentée par Monsieur Gilles FABREGUE, lieutenant de louveterie du secteur 30, reçue le 24 novembre 2021 suite, aux dégâts constatés sur la commune de Collioure, notamment sur les propriétés de Messieurs Jean FERRER et Max TONETTO ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de Collioure ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Collioure ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Gilles FABREGUE, lieutenant de louveterie du secteur 30, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues

administratives et tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur la commune de Collioure, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Gilles FABREGUE peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix, ainsi que des lieutenants de louveterie des secteurs voisins.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 15 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Gilles FABREGUE doit informer au préalable pour chacune de ses interventions et 48h avant pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Céret, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Collioure, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A de Collioure.

Fait à Perpignan, le **25 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière



Frédéric ORTIZ



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021 320 - 0005

portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Saint-Féliu-d'Avall

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers présentée par Monsieur Sébastien JULIA, lieutenant de louveterie du secteur 21, reçue le 15 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les propriétés de Monsieur Jérôme SANCHEZ sur la commune de Saint-Féliu-d'Avall ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de Saint-Féliu-d'Avall ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Saint-Féliu-d'Avall ;

ARRÊTÉ :

Article 1 : Monsieur Sébastien JULIA, lieutenant de louveterie du secteur 21, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives et tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur la commune de Saint-Feliu-d'Avall, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Sébastien JULIA peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix, ainsi que des lieutenants de louveterie des secteurs voisins.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 19 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Sébastien JULIA doit informer au préalable pour chacune de ses interventions et 48h avant pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

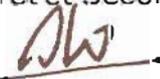
Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Prades, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Saint-Feliu-d'Avall, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'ACCA de Saint-Feliu-d'Avall.

Fait à Perpignan, le **16 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière


Frédéric ORTIZ



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021320-0006 portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune d'Espira-de-l'Agly

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0001 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers présentée par Monsieur Emmanuel ABELANET, lieutenant de louveterie du secteur 23, reçue le 15 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les propriétés de Monsieur Richard COLLEDANT sur la commune d'Espira-de-l'Agly ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune d'Espira-de-l'Agly ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune d'Espira-de-l'Agly ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Emmanuel ABELANET, lieutenant de louveterie du secteur 23, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur la commune d'Espira-de-l'Agly, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Emmanuel ABELANET peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix, ainsi que des lieutenants de louveterie des secteurs voisins.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 15 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Emmanuel ABELANET doit informer au préalable pour chacune de ses interventions, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne les gestes barrières et la distanciation physique.

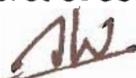
Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire d'Espira-de-l'Agly, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A d'Espira-de-l'Agly.

Fait à Perpignan, le **16 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière


Frédéric ORTIZ



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
α Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021~~310~~ - 0003

portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers et renards sur les communes de d'Alenya, Cabestany, Canet-en-Roussillon, Saleilles, Saint-Cyprien et Saint-Nazaire

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1624 du 19 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0001 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses, sur sangliers et renards présentée par Monsieur Emile DISPES, lieutenant de louveterie du secteur 27, reçue le 16 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les communes d'Alenya, Cabestany, Canet-en-Roussillon, Saleilles, Saint-Cyprien et Saint-Nazaire, notamment sur les propriétés de Monsieur Thibault LORMAN et le Domaine du Château de l'Esparrou ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du le président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur les communes d'Alenya, Cabestany, Canet-en-Roussillon, Saleilles, Saint-Cyprien et Saint-Nazaire ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers et renards sur les communes d'Alenya, Cabestany, Canet-en-Roussillon, Saleilles, Saint-Cyprien et Saint-Nazaire ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Emile DISPES, lieutenant de louveterie du secteur 27, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers et renards par tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur les communes d'Alenya, Cabestany, Canet-en-Roussillon, Saleilles, Saint-Cyprien et Saint-Nazaire, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées des communes concernées. Suivant les contraintes rencontrées sur le terrain, l'utilisation de cages pièges ou autre procédé est autorisée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Emile DISPES peut se faire accompagner s'il le juge nécessaire des chasseurs locaux de son choix.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 31 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Emile DISPES doit informer au préalable pour chacune de ses interventions et 48h pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Messieurs les maires des communes concernées, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Messieurs les présidents des associations communales de chasse agréées (A.C.C.A.) des communes concernées.

Article 3 : L'élimination des cadavres d'animaux se fera dans le respect du règlement sanitaire départemental. La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, aux maires des communes concernées, au président de la fédération départementale des chasseurs et aux présidents des A.C.C.A des communes concernées.

Fait à Perpignan, le **16 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière



Frédéric ORTIZ



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021320-001
portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur la commune de
Saint-Jean-Pla-de-Corts

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives sur sangliers, présentée par Monsieur Bruno BARETGE, lieutenant de louveterie du secteur 18, reçue le 09 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les propriétés de Messieurs Jean-Louis SORS et Jérôme ARNAUDIES, sur la commune de Saint-Jean-Pla-de-Corts ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de Saint-Jean-Pla-de-Corts ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Saint-Jean-Pla-de-Corts ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Bruno BARETGE, lieutenant de louveterie du secteur 18, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives sur la commune de Saint-Jean-Pla-de-Corts, notamment à moins de 150 m

des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Bruno BARETGE peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix, ainsi que des lieutenants de l'ouvèterie des secteurs voisins.

Période des opérations : 17 novembre 2021

Article 2 : Monsieur Bruno BARETGE doit informer de ses interventions au moins 48h avant la date de chaque opérations, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de l'ouvèterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de l'ouvèterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

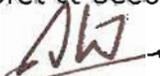
Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Céret, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Saint-Jean-Pla-de-Corts, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A de Saint-Jean-Pla-de-Corts.

Fait à Perpignan, le **16 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière


Frédéric ORTIZ



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021 314-0001
portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur les communes
d'Argelès-sur-Mer et Saint-André

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2020171-0001 en date du 19 juin 2020 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024
- Vu** l'avis favorable délivré le 04 novembre 2021 par l'Agence routière d'Argelès-sur-Mer du Conseil Départemental, pour les opérations qui seront réalisées sur les communes d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André le 14 novembre 2021 ;
- Vu** la demande de battues administratives sur sangliers présentée par Monsieur Jean-Pierre BERTRAND, lieutenant de louveterie du secteur 29, reçue le 1^{er} novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les communes d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur les communes d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur les communes d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Jean-Pierre BERTRAND, lieutenant de louveterie du secteur 29, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives sur les communes d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans les réserves de chasse et de faune sauvage des communes concernées.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Jean-Pierre BERTRAND peut se faire accompagner s'il le juge nécessaire des chasseurs locaux de son choix.

Pour des raisons de sécurité publique, les opérations seront réalisées avec les autorités compétentes des communes concernées.

Période des opérations : le 14 novembre 2021

Article 2 : Monsieur Jean-Pierre BERTRAND doit informer de ses actions au moins 48h avant la date de chaque opérations, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Messieurs les maires des communes concernées, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Messieurs les présidents des associations communales de chasse agréées (A.C.C.A.) des communes concernées.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Céret, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, aux maires d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André, au président de la fédération départementale des chasseurs et aux présidents des A.C.C.A d'Argelès-sur-Mer et de Saint-André.

Fait à Perpignan, le 10 novembre 2021

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière



Frédéric ORTIZ



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021 313 - 0004
portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses
incluses sur sangliers sur la commune d'Ille-sur-Têt

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0001 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024
- Vu** la demande de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers présentée par Monsieur Thierry LOPEZ, lieutenant de louveterie du secteur 11, reçue le 8 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les propriétés de Monsieur Bernard CHRISTO sur la commune d'Ille-sur-Têt ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune d'Ille-sur-Têt ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune d'Ille-sur-Têt ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Thierry LOPEZ, lieutenant de louveterie du secteur 11, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par tirs individuels de jours comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur la commune d'Ille-sur-Têt, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Thierry LOPEZ peut se faire accompagner s'il le juge nécessaire des chasseurs locaux de son choix.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 15 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Thierry LOPEZ doit informer au préalable pour chacune de ses interventions, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Prades, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire d'Ille-sur-Têt, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A d'Ille-sur-Têt.

Fait à Perpignan, le **- 9 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière



Frédéric ORTIZ



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021313 - 0003 portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur la commune de Banyuls-dels-Aspres

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives sur sangliers présentée par Monsieur Guy LAURET, lieutenant de louveterie du secteur 19, reçue le 8 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les propriétés de Monsieur DOUTRES sur la commune de Banyuls-dels-Aspres ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de Banyuls-dels-Aspres ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Banyuls-dels-Aspres ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Guy LAURET, lieutenant de louveterie du secteur 19, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives sur la commune de Banyuls-dels-Aspres, notamment à moins de 150 m des

habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Guy LAURET peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix, ainsi que des lieutenants de louveterie des secteurs voisins.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 30 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Guy LAURET doit informer au préalable 48 avant pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Céret, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Banyuls-dels-Aspres, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'ACCA de Banyuls-dels-Aspres.

Fait à Perpignan, le **- 9 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière



Frédéric ORTIZ



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021 313 - 000 2

portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur les communes d'Elne et Corneilla-del-Vercol

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives sur sangliers présentée par Monsieur Claude COSTA, lieutenant de louveterie du secteur 28, reçue le 09 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les communes d'Elne et Corneilla-del-Vercol ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur les communes d'Elne et Corneilla-del-Vercol ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur les communes d'Elne et Corneilla-del-Vercol ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Claude COSTA, lieutenant de louveterie du secteur 28, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives sur les communes d'Elne et Corneilla-del-Vercol, notamment à moins de 150 m des habitations.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Claude COSTA peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix, ainsi que des lieutenants de louveterie des secteurs voisins.

Période des opérations : 12 novembre 2021

Article 2 : Monsieur Claude COSTA doit informer au préalable 48h avant pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Messieurs les maires des communes concernées, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Messieurs les présidents des associations communales de chasse agréées (A.C.C.A.) des communes concernées.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Céret, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, aux maires d'Elne et Corneilla-del-Vercol, au président de la fédération départementale des chasseurs et aux présidents des A.C.C.A d'Elne et Corneilla-del-Vercol.

Fait à Perpignan, le - 9 NOV. 2021

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière


Frédéric ORTIZ



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021 313-0001
portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur la commune
de Palau-del-Vidre

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives sur sangliers présentée par Monsieur Jean-Pierre BERTRAND, lieutenant de louveterie du secteur 29, reçue le 08 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur la commune de Palau-del-Vidre ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de palau-del-Vidre ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Palau-del-Vidre ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Jean-Pierre BERTRAND, lieutenant de louveterie du secteur 29, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues

administratives sur la commune de Palau-del-Vidre, notamment à moins de 150 m des habitations.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Jean-Pierre BERTRAND peut se faire accompagner s'il le juge nécessaire des chasseurs locaux de son choix.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 11 novembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Jean-Pierre BERTRAND doit informer au préalable 48h avant pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Céret, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Palau-del-Vidre, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A de Palau-del-Vidre.

Fait à Perpignan, le 9 novembre 2021

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière


Frédéric ORTIZ



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021³⁰⁶⁻⁰⁰⁰¹

portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Salses-le-Château

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0001 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers présentée par Monsieur Philippe NEGRIER, lieutenant de louveterie du secteur 24, reçue le 28 octobre 2021, suite aux dégâts constatés sur les propriétés de Monsieur Albert MORENO sur la commune de Salses-le-Château ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de Salses-le-Château ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Salses-le-Château ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Philippe NEGRIER, lieutenant de louveterie du secteur 24 est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives et tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur la commune de Salses-le-Château, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée. Suivant les contraintes rencontrées sur le terrain, l'utilisation de cages pièges ou tout autres procédés sont autorisés.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Philippe NEGRIER peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix, ainsi que des lieutenants de louveterie des secteurs voisins.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 30 novembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Philippe NEGRIER doit informer au préalable pour chacune de ses interventions et 48h avant pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de Salses-le-Château, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

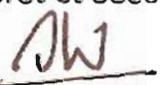
Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Salses-le-Château, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A de Salses-le-Château.

Fait à Perpignan, le 02 novembre 2021

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière


Frédéric ORTIZ



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service de l'environnement, de la forêt, et de la sécurité routière
Unité forêt

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021326-0001

portant établissement d'une servitude de passage et d'aménagement, visant à assurer la continuité et la pérennité des voies de défense des forêts contre l'incendie (DFCI), sur la piste F 92 de crête, en limite des communes de Trévilach et de Tarerach.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code forestier, notamment les articles L134-2 et R134-2 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation administrative et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

VU la délibération de la commune de Trévilach en date du 22 octobre 2020 ;

VU la délibération de la commune de Tarerach en date du 28 janvier 2021 ;

VU l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques incendies de forêt, landes, maquis et garrigue en date du 22 octobre 2020 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SEFSR/2021-076-0002 du 17/03/2021 organisant la publicité et la mise à disposition du dossier de projet de servitude du 25 mars 2021 au 24 mai 2021 ;

VU l'absence d'observations formulées pendant la période où le dossier a été mis à la disposition du public ;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des voies de défense de la forêt contre l'incendie (DFCI) pour permettre l'accès des services de surveillance et de lutte au sein des massifs forestiers du Conflent et du Fenouillèdes ;

Considérant que la réalisation de cette piste DFCI favorisera le cloisonnement du massif forestier et sécurisera l'intervention des services d'incendie ;

Considérant qu'au terme de l'article R134-2 du code forestier, il appartient au préfet de département d'établir les servitudes de passage et d'aménagement des équipements de protection et de surveillance des forêts contre l'incendie ;

SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE :

Article 1er

Une servitude de passage et d'aménagement visant à assurer la continuité et la pérennité des voies de défense des forêts contre l'incendie (DFCI) est établie sur la piste F 92 au profit des communes de Tréwillach et de Tarerach, chacune pour la partie de leur territoire propre.

Article 2

La servitude sus-visée est supportée par les parcelles cadastrales selon la liste et le plan annexés au présent arrêté.

Article 3

Cette servitude comporte au profit des bénéficiaires, de leur mandataire, délégués ou de leurs prestataires, sur leur territoire propre, le droit :

- de créer et d'aménager l'infrastructure,
- d'en assurer l'entretien,
- d'en assurer l'exploitation et l'utilisation,
- d'en débroussailler les abords, conformément aux dispositions de l'article L 134-2 du code forestier.

Article 4

Lorsque des travaux d'aménagement ou d'entretien sont nécessaires, le bénéficiaire de la servitude doit en informer les propriétaires, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article R.134-3 du code forestier.

Article 5

Tout dommage lié à cette infrastructure créée par un maître d'ouvrage public dans un but d'intérêt général entre dans le régime des dommages de travaux publics.

Article 6

La piste dispose du statut de voie spécialisée non ouverte à la circulation générale. La circulation est ainsi exclusivement réservée :

- aux propriétaires de parcelles desservies par la piste, à leurs ascendants et descendants et à leurs ayants droit, pour un usage à titre privé,
- aux services en charge de la défense des forêts contre l'incendie,
- aux services de lutte contre les incendies,
- aux personnes dépositaires de l'autorité publique.

Article 7

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée de deux mois en mairies de Trévilach et Tarerach. A l'issue du délai de deux mois, les maires adresseront à la direction départementale des Territoires et de la Mer un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

Article 8

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux propriétaires de chacun des fonds concernés.

Article 9

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales, ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'agriculture et de l'alimentation. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de celui-ci fait naître une décision implicite de rejet qui peut être à son tour déférée au tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois suivants.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier. Ce tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 10

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales et MM. les maires de Trévilach et Tarerach sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le **22 NOV. 2021**


Le Préfet
Etienne STOSKOPF

**ETAT DES PARCELLES CADASTRALES
CONCERNÉES PAR LA SERVITUDE DFCI DE LA PISTE DFCI N° F82
COMMUNE DE TREVILLACH**

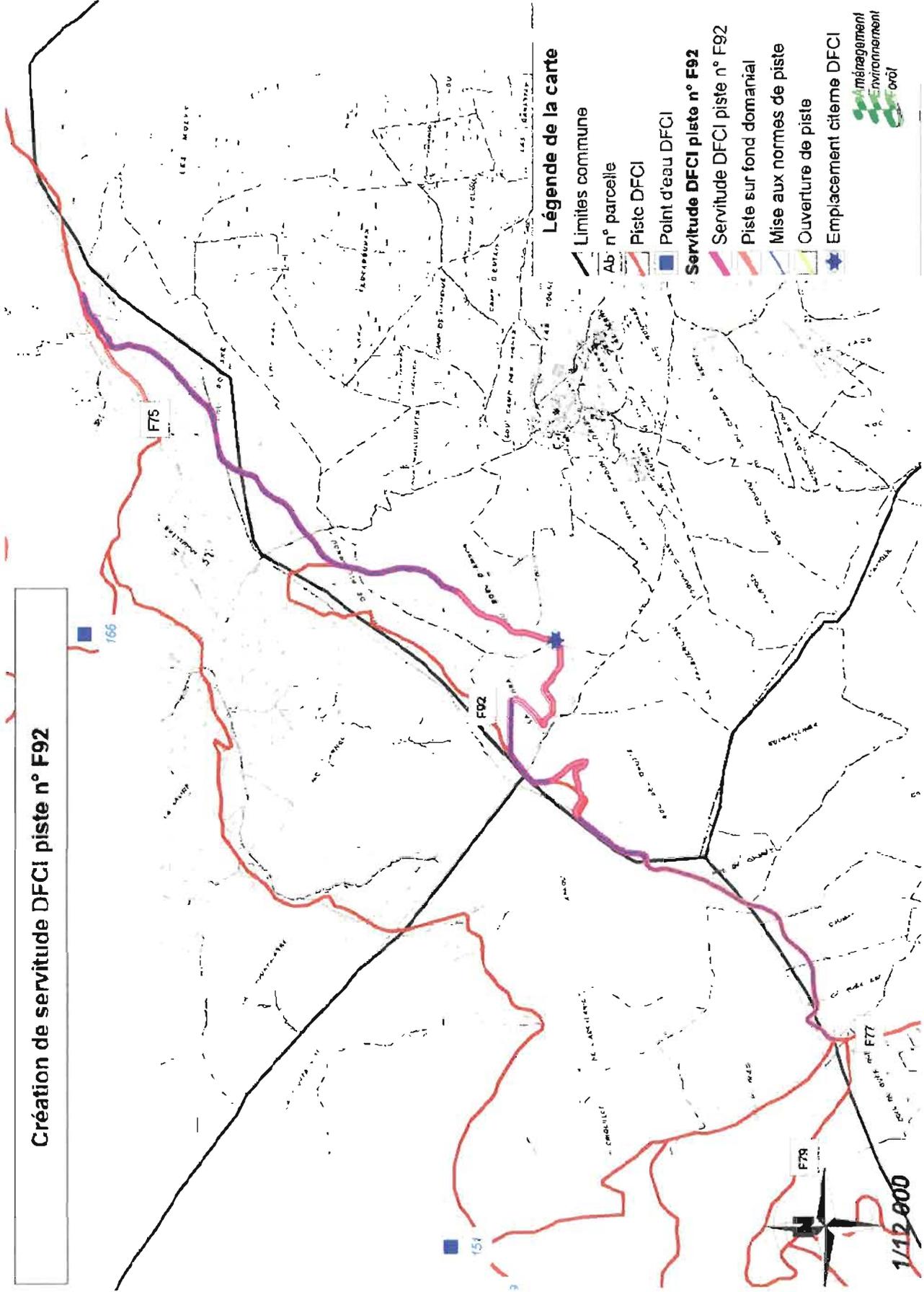
| Section | Parcelle | Lieu-dit | Surface (m ²) | Nom Propriétaire | Adresse propriétaire |
|---------|----------|----------------------|---------------------------|---|---|
| B | 723 | Le Camp Gran | 10040 | Mme TIGNIERES Christine | 38 avenue des Trois Ormes - 66680 CANDOHES |
| B | 421 | La Moulière de Campa | 4940 | Mme PASQUIER Françoise M. PASQUIER Jacques | 1 Place Jean Sire - 66130 TREVILLACH |
| B | 420 | La Moulière de Campa | 10400 | COMMUNE DE TREVILLACH | 13 route de Soumia - 66130 TREVILLACH |
| B | 419 | La Moulière de Campa | 7720 | M. TIXADOR Pierre Mme TIXADOR Anne Mme TIXADOR Sandrine | 3 rue Paul Broca - 66000 PERPIGNAN |
| B | 417 | La Moulière de Campa | 7855 | M. GATEU Jean Pierre | 9 impasse Guifre El Palos - 66250 ST LAURENT DE LA SALANQUE |
| B | 416 | La Moulière de Campa | 2715 | M. GATEU Jean Pierre | 9 impasse Guifre El Pelos - 66250 ST LAURENT DE LA SALANQUE |
| B | 415 | La Moulière de Campa | 6575 | M. SIRE Augustin Mme SIRE Jeanne M. SIRE Marc | 16 rue du Canigou - 66130 TREVILLACH |
| B | 414 | La Moulière de Campa | 12305 | M. SIRE Augustin Mme SIRE Jeanne M. SIRE Marc | 16 rue du Canigou - 66130 TREVILLACH |
| B | 410 | La Moulière de Campa | 14010 | M. TIXADOR Pierre Mme TIXADOR Anne Mme TIXADOR Sandrine | 3 rue Paul Broca - 66000 PERPIGNAN |
| B | 729 | La Moulière de Campa | 4225 | M. IMBERT Guy | 6 rue des Vignes - 51530 MORANGIS |

ETAT DES PARCELLES CADASTRALES

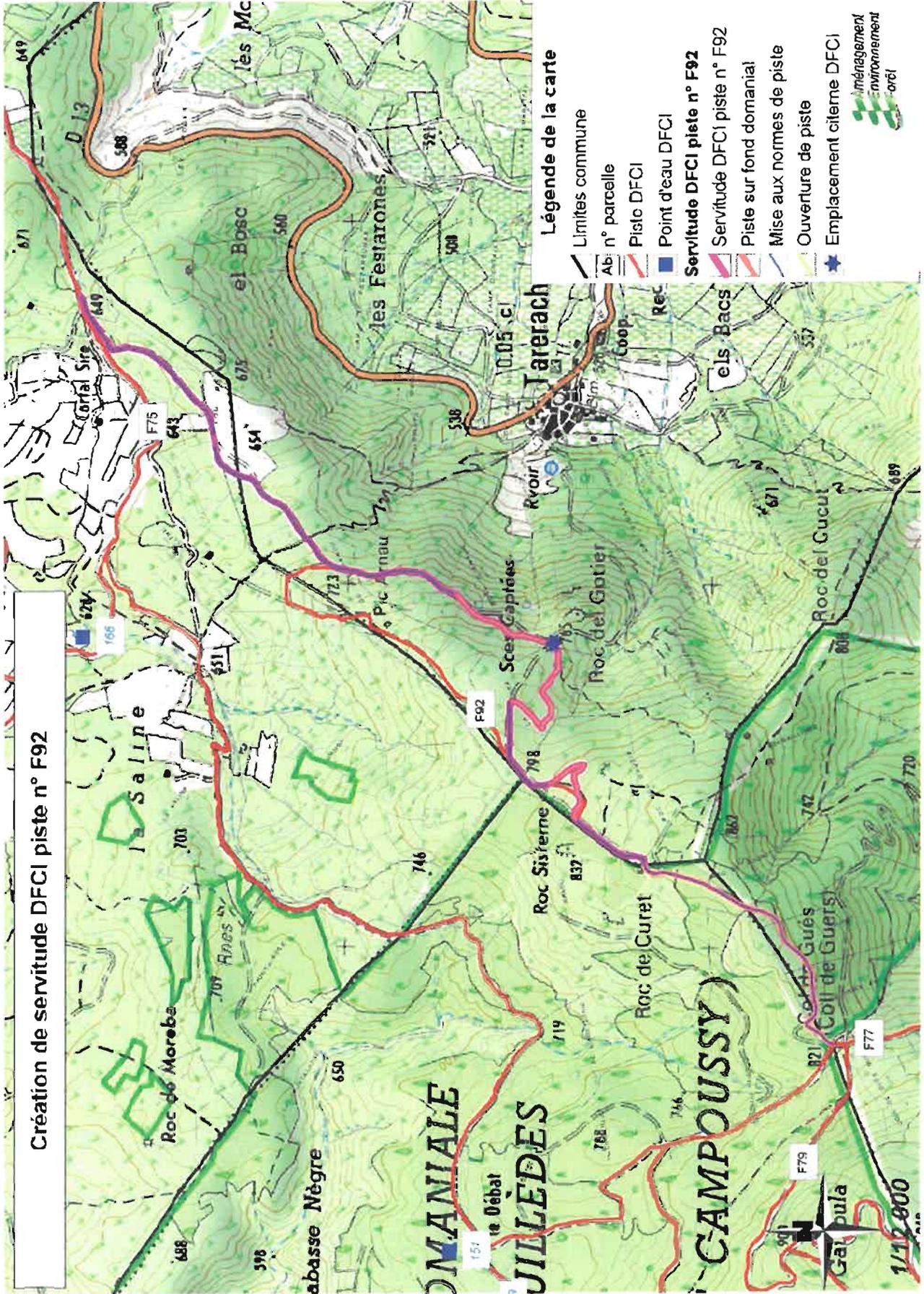
**CONCERNÉES PAR LA SERVITUDE DFCI DE LA PISTE DFCI N° F92
COMMUNE DE TARERACH**

| Section | Parcelle | Lieudit | Surface (m2) | Nom Propriétaire | Adresse propriétaire |
|---------|----------|--------------------|--------------|--|---|
| A | 1 | Roc del Goutié | 9 99 10 | M. GRIEU JEAN FRANCOIS | 74 ROUTE DE SAINT MICHEL - 66130 ILLE SUR TÊT |
| A | 2 | Roc del Goutié | 79 08 | M. MAILLACH RENE | 66320 TARERACH |
| A | 3 | Roc del Goutié | 80 42 | M. BOURRIEL FREDERIC | 7 RUE DE LA MAIRIE - 66320 TARERACH |
| A | 4 | Roc del Goutié | 6 18 50 | Mme PACOUIL FRANCINE | 5 RUE DES GLYCINES - 66320 TARERACH |
| A | 5 | Roc del Goutié | 25 20 | Mme CASTILLO REGINE | 3 RUE DES GLYCINES - 66320 TARERACH |
| A | 6 | La Serra | 1 93 50 | Mme CROUZILHAC NADINE | 12 RN 116 - 66320 MARQUIXANES |
| A | 7 | La Serra | 2 29 30 | Mme COURTIE MARIE ROSE sous tutelle UDAF66 | 31 AVENUE DU MARECHAL JOFFRE - 66000 PERPIGNAN |
| A | 8 | La Serra | 1 80 80 | M. GRIEU GILBERT | 6 PLACE DE L'EGLISE - 66320 TARERACH |
| A | 11 | La Serra | 79 20 | Mme PACOUIL FRANCINE | 5 RUE DES GLYCINES - 66320 TARERACH |
| A | 27 | Lou Bosc d'Amount | 6 07 70 | Mme CASTILLO REGINE | 3 RUE DES GLYCINES - 66320 TARERACH |
| A | 26 | Lou Bosc d'Amount | 2 46 74 | M. GRIEU LOUIS | 11 RUE DES FENOUILLEDES - 66430 BOMPAS |
| A | 25 | Lou Bosc d'Amount | 2 08 46 | M. DALBIEZ JOSEPH | DECEDE. SUCCESSION INCONNUE |
| A | 24 | Lou Bosc d'Amount | 78 00 | Mme CROUZILHAC NADINE | 12 RN 116 - 66320 MARQUIXANES |
| A | 23 | Lou Bosc d'Amount | 3 64 20 | COMMUNE DE TARERACH | 66320 TARERACH |
| A | 19 | Lou Bosc d'Amount | 3 04 00 | M. PLA FABRICE | LIEU-DIT LE PUCH - 66730 SOURNIA |
| A | 17 | Lou Bosc d'Amount | 1 33 20 | Mme CORDOBA LAURA | 16 RUE DE LA BARRIERE - 66130 ILLE SUR TÊT |
| A | 16 | Serra de Pic Arnou | 4 91 20 | M. NEFRA ALLEM | 12 RUE SAINT THOMAS GUSTAVIA - 97133 SAINT BARTHELEMY |
| A | 267 | Lou Robossé | 1 16 20 | M. DALBIEZ AUGUSTIN | CHEZ M. MAILLACH - 66320 TARERACH |
| A | 268 | Lou Robossé | 3 65 80 | Mme VIGNAUD THERESE | CHEZ M. MAILLACH - 66320 TARERACH |
| A | 269 | Lou Robossé | 4 04 70 | Mme PACOUIL FRANCINE | 5 RUE DES GLYCINES - 66320 TARERACH |
| A | 27 | Lou Bosc d'Amount | 6 07 70 | Mme CASTILLO REGINE | 3 RUE DES GLYCINES - 66320 TARERACH |

Création de servitude DFCI piste n° F92



Création de servitude DFCI piste n° F92



Légende de la carte

- Limites commune
- Ab: n° parcelle
- Piste DFCI
- Point d'eau DFCI
- Servitude DFCI piste n° F92**
- Servitude DFCI piste n° F92
- Piste sur fond domanial
- Mise aux normes de piste
- Ouverture de piste
- Emplacement citerne DFCI



1/10 000



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service de l'environnement, de la forêt, et de la sécurité routière
Unité forêt

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021320-0002
autorisant un défrichement de 121 m² sur la commune de Caudiés de Fenouillèdes.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** les articles L 214-13, R 214-30 et suivants du code forestier ;
- VU** les articles L341-1 et R 341-1 et suivants du code forestier ;
- VU** les articles L 363-1 et suivants du code forestier ;
- VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- VU** le décret n° 97-1202 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'agriculture et de la pêche du §1 de l'article 2 du décret susvisé ;
- VU** l'instruction technique DGPE/SDFCB/2017-712 du 29 août 2017 relative aux règles applicables en matière de défrichement suite à la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 ;
- VU** la demande reçue complète le 14 octobre 2021, par laquelle M. DUVAL Lionel sollicite, au nom de PHOENIX FRANCE INFRASTRUCTURES, l'autorisation de défricher 121 m² de bois sur le territoire de la commune de Caudiés de Fenouillèdes, pour la création d'un pylône de télécommunication ;
- VU** l'accord du propriétaire en date du 26 juillet 2021 ;
- VU** l'avis favorable de l'Office National des Forêts en date du 10 novembre 2021 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°PREF/SCPPAT/2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature pour l'autorisation et le refus d'autorisation de défricher, alinéa X-B-10, au profit de M. Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- VU** la décision du 26 mars 2021 portant délégation de signature pour l'application de l'arrêté précité, à Monsieur le chef du service de l'environnement, de la forêt, et de la sécurité routière ;

Considérant que les 121 m² de bois de cette parcelle ne répondent à aucun des motifs de refus d'autorisation de défricher prévus par l'article L341-5 du code forestier ;

Considérant que toute autorisation de défrichement doit être subordonnée à une ou plusieurs conditions ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTÉ :

Article 1er : Identification parcellaire

PHOENIX FRANCE INFRASTRUCTURES est autorisé à défricher une superficie de 121 m², conformément au plan déposé dans la demande, sur une parcelle de la commune de Caudiés de Fenouillèdes, figurant au tableau ci-dessous :

| Parcelle n° | Surface de la parcelle | Surface à défricher |
|-------------|------------------------|---------------------|
| D 1032 | 9 380 m ² | 121 m ² |

Article 2 : Mesures compensatoires

En application de l'article L 341-6 du Code Forestier, et conformément à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2020 établissant la liste et la nature des travaux de compensation, l'autorisation de défrichement délivrée à l'article 1 est subordonnée à la mise en œuvre d'une des mesures compensatoires suivantes :

- la réalisation sur d'autres terrains, de travaux de reboisement pour une surface correspondant à la surface à défricher multipliée par un coefficient de 2, en raison des enjeux du site, soit 242 m² ;
- ou la réalisation de travaux d'amélioration sylvicole du montant minimum exigible de 1 000 € ;
- ou l'acquittement d'une de ces obligations en versant au fonds stratégique de la forêt et du bois, le montant de 1 000 €.

Le défrichement ne pourra être exécuté qu'à compter de la date de notification de la présente décision préfectorale.

Les travaux devront être achevés dans un délai de 5 ans à compter de la notification de l'autorisation.

Article 3 : Affichage

La présente autorisation de défrichement fera l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie de Caudiés de Fenouillèdes. Cet affichage aura lieu au moins quinze jours avant le début des opérations de défrichement. Il sera maintenu en mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur de l'agence interdépartementale de l'office national des forêts, le maire de Caudiès de Fenouillèdes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales, et dont un exemplaire sera notifié à PHOENIX FRANCE INFRASTRUCTURES.

Fait à Perpignan, le **6 NOV. 2021**

Pour le préfet,

Le Chef du Service Environnement
Forêt, Sécurité Routière,

Frédéric ORTIZ

1. 4. 1946

1. 4. 1946



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer
Service environnement, forêt, sécurité routière
Environnement – Energie

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021_ 307 . 0001

portant modification (collèges des élus et des professions aéronautiques) de l'arrêté préfectoral n° DDTM/SEFSR/2021132-0001 du 12 mai 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n°DDTM/SEFSR/2019018-0001 du 18 janvier 2019 portant nomination des membres de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Perpignan-Rivesaltes

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.571-13 et R.571-70 à R571-80 ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Etienne STOSKOPF en qualité de préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTMSEFSR-2018199-0001 du 18 juillet 2018 portant création de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Perpignan-Rivesaltes ;

VU l'arrêté n°DDTM/SEFSR/2019018-0001 du 18 janvier 2019 portant nomination des membres de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Perpignan-Rivesaltes ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTMSEFSR-2021111-0001 du 21 avril 2021 portant approbation du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Perpignan-Rivesaltes ;

VU l'arrêté n°DDTM/SEFSR/2021132-0001 du 12 mai 2021 portant nomination des membres de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Perpignan-Rivesaltes (CCE);

VU la délibération du 19 juillet 2021 par laquelle le conseil départemental a reconduit dans leur mandat ses représentants au sein de la CCE de l'aérodrome Perpignan-Rivesaltes;

VU la délibération par laquelle la commission permanente du conseil de la Région Occitanie / Pays - Méditerranée, réunie en séance du 22 octobre 2021, a désigné ses nouveaux représentants au sein de la CCE de l'aérodrome Perpignan-Rivesaltes;

Considérant qu'il convient de reconduire le mandat des représentants du Département et de nommer les nouveaux membres représentant la Région Occitanie / Pyrénées - Méditerranée au sein du collège des collectivités locales de la CCE;

Considérant les changements intervenus au sein de la représentation des professions aéronautiques;

ARRÊTÉ

Article 1 : l'article 1 de l'arrêté n°DDTM/SEFSR/2021132-0001 du 12 mai 2021 est modifié comme suit :

Au titre des professions aéronautiques :

Parmi les représentants du personnel

| | |
|---|---|
| COUTARD Karine (Aviation civile -titulaire) | DESCARREGA Sylvie (Aviation civile - suppléant) |
|---|---|

En remplacement de :

| | |
|--|---|
| ROBIN Lionel (Aviation civile - titulaire) | HAEFFELE Julien (Aviation civile-suppléant) |
|--|---|

Au titre des collectivités locales :

Un représentant du Département

| | | |
|-----------------------|------------------------|-----------------------------|
| Conseil Départemental | ROQUE Jean (titulaire) | CHIVILO Charles (suppléant) |
|-----------------------|------------------------|-----------------------------|

Un représentant de la Région

| | | |
|------------------|---------------------------|-----------------------------|
| Conseil Régional | GAS Christine (titulaire) | BARAILLE Julien (suppléant) |
|------------------|---------------------------|-----------------------------|

Le reste de l'arrêté susvisé reste inchangé;

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, la présidente du département des Pyrénées-Orientales, la présidente de la région Occitanie / Pays Méditerranée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Perpignan, le **03 NOV. 2021**



Le Préfet

Etienne STOSKOPF



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer
Service environnement, forêt, sécurité routière
Forêt

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021 329-0001

portant application du régime forestier sur les terrains boisés appartenant à la commune de
Fillols

—.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** les articles L 214-13, R 214-30 et suivants du code forestier ;
 - VU** le code général des collectivités territoriales ;
 - VU** le code forestier, notamment les articles L 211.1, L 214-3, R 214-2 et R 214-8 ;
 - VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M Etienne Stoskopf en qualité de préfet des Pyrénées Orientales ;
 - VU** la circulaire DGFAR/SDFB/C2003/5002 du 3 avril 2003 relative à la distraction du régime forestier ;
 - VU** l'instruction technique DGPE/SDFCB/2016-656 du 19 juillet 2016 relative à application du régime forestier à l'ensemble des bois et forêts susceptibles d'aménagement ;
 - VU** la délibération du Conseil municipal en date du 04 août 2021 relative à sa demande d'application du régime forestier à la liste de parcelles cadastrales localisées sur son territoire pour une surface totale de 15ha 87a 70ca ;
 - VU** le relevé de la matrice cadastrale 2020 ;
 - VU** le plan de situation et le plan cadastral ;
 - VU** le rapport de l'Office National des Forêts du 20 septembre 2021 portant avis favorable ;
- Considérant** que ces bois sont susceptibles d'aménagement et d'exploitations régulières ;
- SUR** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées Orientales ;

ARRÊTÉ :

Article 1er : Liste des parcelles relevant du régime forestier

Le régime forestier s'appliquera à l'ensemble des parcelles figurant dans le tableau ci-dessous pour une surface totale de 15ha 87a 70ca.

| Section | Parcelle | Lieu-dit | Surface totale de la parcelle (ha) | Surface relevant du régime forestier (ha) |
|---------|----------|----------|------------------------------------|---|
| A | 30 | La Serre | 2.0970 | 2.0970 |
| A | 38 | La Serre | 12.4960 | 12.4960 |
| A | 41 | La Serre | 1.2840 | 1.2840 |

Article 2 : Date d'effet et publicité

L'application du régime forestier aux terrains mentionnés à l'article 1er entrera en vigueur à compter de la publication conformément à l'article R214-8 du code forestier. Cette publicité est faite par le maire de la commune en application du 1° de l'article L2122-27 du code général des collectivités territoriales. La présente décision sera affichée en mairie et l'accomplissement de cette formalité sera certifiée par Monsieur le Maire de Fillols auprès de l'agence territoriale Ariège – Aude – Pyrénées Orientales de l'Office National des Forêts.

Le présent arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales sur le site :

<https://www.pyrenees-orientales.gouv.fr/Publications/Le-recueil-des-actes-administratifs>

Article 3 : Notification de la décision

La présente décision sera notifiée à :

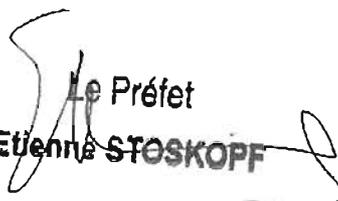
- Monsieur le directeur de l'agence territoriale Ariège – Aude- Pyrénées Orientales de l'Office National des Forêts ;
- Monsieur le Maire de la commune de Fillols.

Article 4 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, le Maire de Fillols et le directeur de l'agence territoriale Ariège – Aude - Pyrénées-Orientales de l'Office National des Forêts, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le **25 NOV. 2021**


Le Préfet
Etienne STOSKOPF



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021324-0007

portant autorisation de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers sur la commune de Prades

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0002 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** la demande de battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers présentée par Monsieur Lazare GONZALEZ, lieutenant de louveterie du secteur 07, reçue le 18 novembre 2021, suite aux dégâts sur les propriétés de Messieurs GUILLOIS, FABRE, PETIT et FREJOUX sur la commune de Prades ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de Prades ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Prades ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Lazare GONZALEZ, lieutenant de louveterie du secteur 07, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives et de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur la commune de Prades, et notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée.

Afin de mener à bien sa mission, Monsieur Lazare GONZALEZ peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix ainsi que d'autres lieutenants de louveterie.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 23 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Lazare GONZALEZ doit informer au préalable de son action de tirs et 48h avant pour les battues, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Prades, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Prades, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A de Prades.

Fait à Perpignan, le **23 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière



Frédéric ORTIZ



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021323-0002 portant autorisation de battues administratives sur sangliers sur les communes d'Olette et Jujols

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014192-0005 du 11 juillet 2014 portant réorganisation de la direction départementale des territoires et de la mer ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020069-0001 du 09 mars 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chargé du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0001 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de l'ouvrier dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2019149-0002 du 29 mai 2019 portant suspension de l'exercice du droit de chasse de l'ACCA d'Olette ;
- Vu** l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2019149-0002 ;
- Vu** l'avis de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant que l'exercice du droit de chasse est toujours suspendu sur le territoire de chasse de l'ACCA d'Olette ;

Considérant la non régulation du grand-gibier depuis la prise de l'arrêté sus-visé ;

Considérant les dégâts occasionnés par les sangliers sur un secteur situé à cheval sur les deux communes d'Olette et Jujols ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur les communes d'Olette et Jujols ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Jean-Luc CONEJERO, lieutenant de louveterie du secteur 6, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par battues administratives sur les communes d'Olette et Jujols, et notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée des communes concernées.

Afin de mener à bien sa mission, Monsieur Jean-Luc CONEJERO, assister d'au moins un autre lieutenant de louveterie, peut s'attacher les compétences des chasseurs locaux de son choix.

Période des opérations : 20 et 27 novembre 2021

Article 2 : Monsieur Jean-Luc CONEJERO, doit informer 48h avant les opérations, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. **Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.**

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : Les personnes énumérées ci-dessous sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de Prades, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, Monsieur le maire d'Olette, Monsieur le maire de Jujols, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs.

Fait à Perpignan, le **19 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière



Frédéric ORTIZ



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires et de la mer
Service environnement, forêt, sécurité routière
Forêt

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021-303.0001
portant autorisation de défrichement de bois de 4,667 ha consécutif à la création d'un
lotissement sur la commune de Banyuls-sur-Mer.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code forestier, notamment ses articles L214-13, L214-14, L341-1 à L341-10, R214-30 et R214-31 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, L122-3, L123-19, R122-2 et R122-3, R122-11 ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles;

VU le décret n° 97-1202 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'agriculture et de la pêche du §1 de l'article 2 du décret susvisé ;

VU l'instruction technique DGPE/SDFCB/2017-712 du 29 août 2017 relative aux règles applicables en matière de défrichement suite à la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DREAL-DBMC-2021-123-001 du 3 mai 2021 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées mentionnant les mesures d'évitement et de réduction à respecter, pour la réalisation du lotissement la Réthorie à Banyuls-sur-Mer ;

VU la décision en date du 17 juin 2020 du Préfet de région, soumettant le projet de défrichement à l'étude d'impact, après examen au cas par cas, en application de l'article R122-3 du code de l'environnement pour la réalisation du lotissement la Réthorie à Banyuls-sur-Mer ;

VU la demande reçue incomplète le 7 décembre 2020, par laquelle la commune de Banyuls-sur-Mer sollicite l'autorisation de défricher 4,667 ha de bois ;

VU l'étude d'impact et le volet milieux naturels de l'étude d'impact reçu le 13 janvier 2021 ;

VU l'avis favorable sous conditions de l'expert délégué du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel d'Occitanie, en date du 7 février 2021 ;

VU les compléments envoyés par la commune de Banyuls-sur-Mer et permettant de déclarer complète la demande d'autorisation de défrichement en date du 16 mars 2021 ;

VU le procès-verbal de reconnaissance d bois à défricher établi suite à la visite du 7 avril 2021 et des observations de la commune de Banyuls-sur-Mer en date du 16 avril 2021 ;

VU la participation du public sur le site internet de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales et sur le site internet de l'État www.demarches-simplifiees.fr du 03 mai au 03 juin 2021 inclus ;

VU le bilan de la participation du public ;

Considérant que les 4,667 ha de bois de cette parcelle ne répondent à aucun des motifs de refus d'autorisation de défricher prévus par l'article L341-5 du code forestier ;

Considérant l'évitement d'une bande boisée intégrée au projet dans sa partie Sud-Ouest, sur une longueur de 250 mètres ;

Considérant que cette bande boisée à conserver est nécessaire à l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales ;

Considérant que le défrichement se situe dans un vaste massif boisé sensible au risque feu de forêt ;

Considérant que toute autorisation de défrichement soumis à autorisation doit être subordonnée à une ou plusieurs des conditions énumérées par l'article L341-6 du code forestier ;

Considérant les enjeux écologiques, économiques et sociaux des terrains, objet de la présente autorisation de défrichement, justifiant de fixer un coefficient multiplicateur de 2 au titre de la compensation ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE :

Article 1er : Terrains dont le défrichement est autorisé

La commune de Banyuls-sur-Mer est autorisée à défricher une surface de 4,667 ha, conformément au plan déposé dans la demande, dont les références cadastrales sont les suivantes :

| Parcelle n° | Surface de la parcelle | Surface à défricher |
|-------------|------------------------|---------------------|
| AK 1237 | 2,1964 | 1,3600 |
| AK 1263 | 0,1438 | 0,0914 |
| AK 1223 | 0,0241 | 0,0010 |
| AK 801 | 0,5665 | 0,0976 |
| AK 171 | 0,1760 | 0,1760 |
| AK 172 | 0,1665 | 0,1245 |
| AK 173 | 0,2675 | 0,1486 |
| AK 174 | 0,1720 | 0,1720 |
| AK 166 | 0,6895 | 0,4980 |
| AK 930 | 0,7051 | 0,0050 |
| AK 168 | 0,5790 | 0,0192 |
| AK 1403 | 1,1669 | 1,1669 |
| AK 103 | 0,3365 | 0,3250 |
| AK 104 | 0,0010 | 0,0010 |
| AK 1139 | 0,6075 | 0,1345 |
| AK 81 | 0,0230 | 0,0070 |
| AK 80 | 0,03315 | 0,0350 |
| AK 1048 | 0,0373 | 0,0003 |
| AK 1054 | 0,0396 | 0,0023 |
| AK 1055 | 0,0839 | 0,0826 |
| AK 1056 | 0,0420 | 0,0406 |
| AK 1057 | 0,0385 | 0,0289 |
| AK 1058 | 0,0398 | 0,0196 |
| AK 1059 | 0,0368 | 0,0142 |
| AK 1061 | 0,0287 | 0,0166 |
| AK 1062 | 0,0288 | 0,0274 |
| AK 1064 | 0,0500 | 0,0404 |
| AK 1065 | 0,0500 | 0,0160 |
| AK 1066 | 0,0503 | 0,0109 |
| AK 1067 | 0,0300 | 0,0016 |
| AK 1068 | 0,0300 | 0,00015 |
| AK 1070 | 0,0796 | 0,0024 |
| Total | | 4,667 |

Les travaux de déboisement seront réalisés hors des périodes de reproduction et de nidification afin de limiter l'impact du défrichement sur l'environnement.

Article 2 : Mesures compensatoires

En application de l'article L341-6 du code forestier, l'autorisation de défrichement délivrée à l'article 1 est subordonnée à la mise en œuvre de mesures compensatoires visant à réduire les risques naturels d'incendie de forêt et à la réalisation de la condition suivante :

- la conservation sur le terrain d'une bande boisée intégrée au projet dans sa partie Sud-Ouest, sur une longueur de 250 mètres localisée conformément au plan en annexe 1 ;

ET

- la réalisation d'un débroussaillage (coupe et évacuation ou broyage de la végétation basse, et élagage des arbres jusqu'à 2 mètres de haut) sur une surface de 4,2 ha sur les terrains localisés sur la carte en annexe 2 (Secteur Notre Dame de la Salette / Le Pardal, commune de Banyuls-sur-Mer).

Article 3 : Mise en œuvre des compensations

Le bénéficiaire de l'autorisation dispose d'une durée maximale d'un an à compter de la notification de la présente décision pour transmettre à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Orientales l'acte d'engagement de début des travaux visant à réduire les risques naturels d'incendie de forêt avec un devis signé de l'entreprise réalisant les travaux.

Article 4 : Mesures permettant d'éviter, réduire et compenser les impacts du projet de défrichement

La présente autorisation est subordonnée aux mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues dans l'arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats, lié au présent projet.

Article 5 : Durée de validité

Le défrichement ne pourra être exécuté qu'à compter de la date de notification de la présente décision préfectorale.

Les travaux devront être achevés dans un délai de 5 ans à compter de la notification de l'autorisation.

Article 7 : Voies et délais de recours

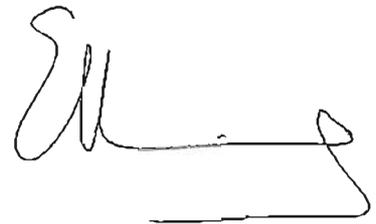
Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de Banyuls-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au Maire de la commune de Banyuls-sur-Mer.

Fait à Perpignan, le - 5 NOV. 2021

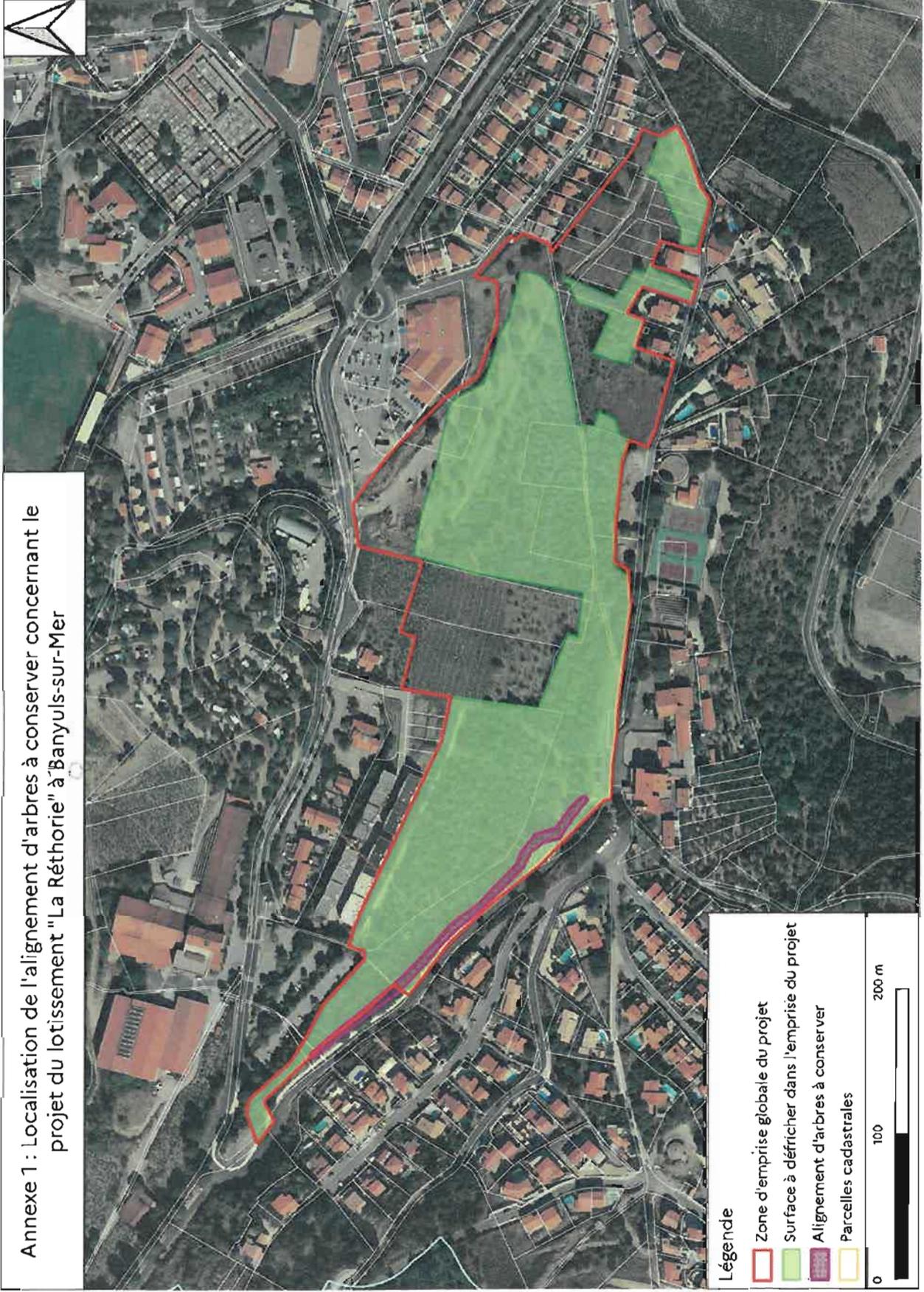


Le Préfet 

Etienne BOSKOPF

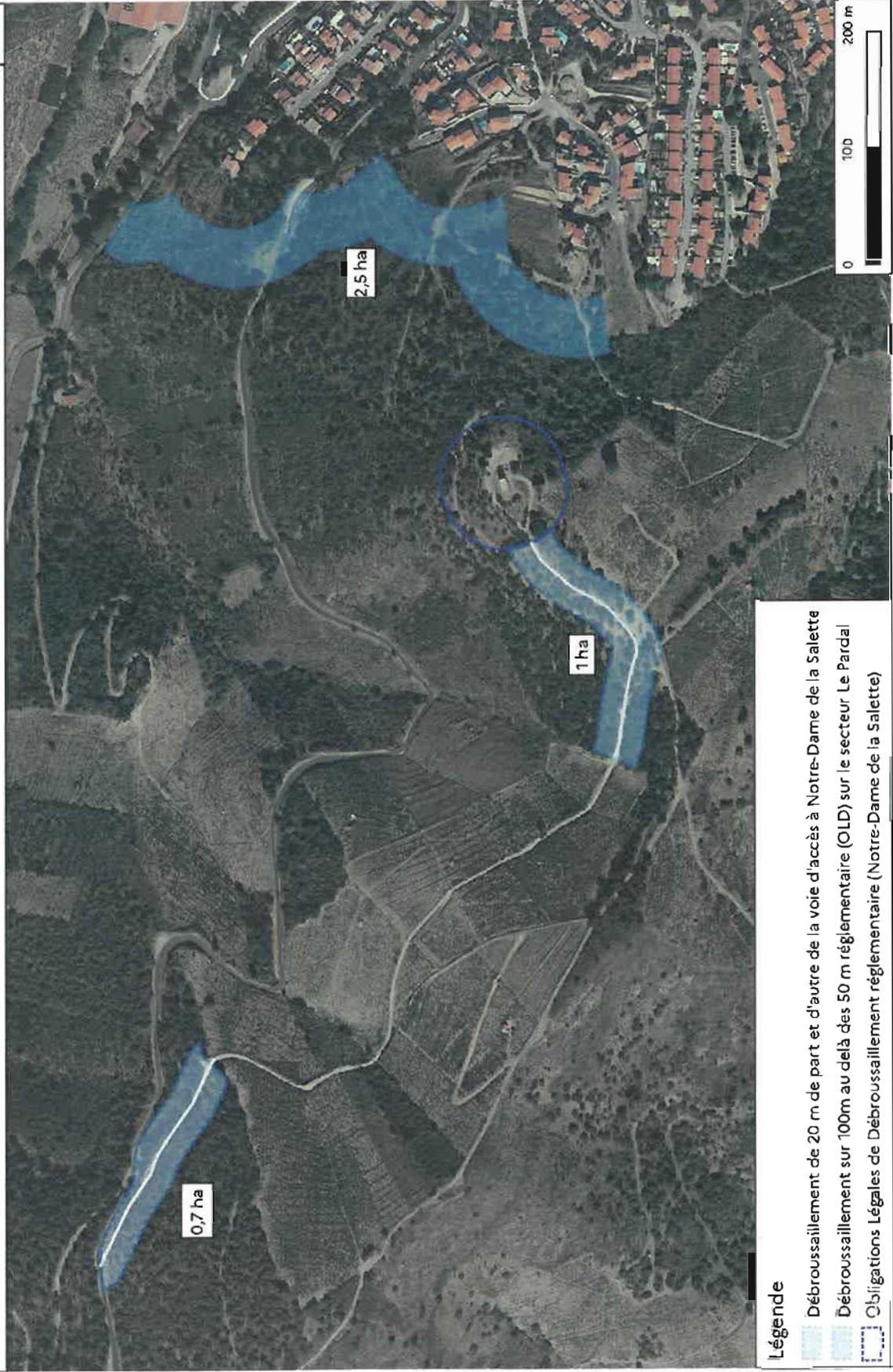
Annexe à l'arrêté préfectoral

Annexe 1 : Localisation de l'alignement d'arbres à conserver concernant le projet de lotissement "La Réthorie" à Banyuls-sur-Mer



Annexe à l'arrêté préfectoral

Annexe 2 : Conditions à l'autorisation de défrichement délivrée au titre de l'article L341-6 du code forestier
Travaux de débroussaillage (4,2 ha) concernant le projet de lotissement "La Réthorie" à Banyuls-sur-Mer





**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service de l'environnement, de la forêt, et de la sécurité routière
Unité forêt

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021329-0002
portant application du régime forestier sur les terrains boisés appartenant à la commune
de Céret.

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
 - VU** les articles L 214-13, R 214-30 et suivants du code forestier ;
 - VU** le code forestier, notamment les articles L 211.1, L 214-3, R 214-2 et R 214-8 ;
 - VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M Etienne Stoskopf en qualité de préfet des Pyrénées - Orientales ;
 - VU** la circulaire DGFAR/SDFB/C2003/5002 du 3 avril 2003 relative à la distraction du régime forestier ;
 - VU** l'instruction technique DGPE/SDFCB/2016-656 du 19 juillet 2016 relative à application du régime forestier à l'ensemble des bois et forêts susceptibles d'aménagement;
 - VU** la délibération du Conseil municipal en date du 13 mars 2020 relative à sa demande d'application du régime forestier aux parcelles cadastrales listées et localisées sur son territoire, pour une surface totale de 508ha 49a 25ca ;
 - VU** le relevé de la matrice cadastrale 2020 ;
 - VU** le plan de situation et cadastral ;
 - VU** le rapport de l'Office National des Forêts du 10 mai 2021 portant avis favorable ;
- Considérant** que ces bois sont susceptibles d'aménagement et d'exploitations régulières ;
- SUR** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées Orientales ;

ARRÊTÉ :

Article 1er : Liste des parcelles relevant du régime forestier

Le régime forestier s'appliquera à l'ensemble des parcelles figurant dans le tableau ci-dessous pour une surface totale de 508ha 49a 25ca. :

| Section | Parcelle | Lieu-dit | Surface totale de la parcelle (ha) | Surface relevant du régime forestier (ha) |
|---------|----------|-----------------|------------------------------------|---|
| L | 76 | EL BOLARIC | 4.4956 | 4.4956 |
| L | 77 | EL BOLARIC | 1.8300 | 1.8300 |
| L | 78 | EL BOLARIC | 0.2660 | 0.2660 |
| L | 84 | PRAT LLOSER | 8.3845 | 8.3845 |
| L | 99 | FONT FREDE | 0.0723 | 0.0723 |
| L | 100 | FONT FREDE | 10.2155 | 10.2155 |
| L | 120 | EL BOLARIC | 0.9596 | 0.9596 |
| M | 1 | BOSC DE LA VILA | 19.9138 | 19.9138 |
| M | 2 | BOSC DE LA VILA | 67.1000 | 67.1000 |
| M | 4 | BOSC DE LA VILA | 9.6244 | 9.6244 |
| M | 5 | BOSC DE LA VILA | 144.3833 | 144.3833 |
| M | 6 | BOSC DE LA VILA | 6.4368 | 6.4368 |
| M | 7 | BOSC DE LA VILA | 44.0877 | 44.0877 |
| M | 14 | BOSC DE CAMPONS | 59.8064 | 59.8064 |
| M | 15 | BOSC DE CAMPONS | 30.5978 | 30.5978 |
| M | 16 | BOSC DE CAMPONS | 49.9830 | 49.9830 |
| M | 17 | BOSC DE CAMPONS | 1.3582 | 1.3582 |
| M | 18 | BOSC DE CAMPONS | 20.0418 | 20.0418 |
| M | 19 | BOSC DE CAMPONS | 8.7880 | 8.7880 |
| M | 21 | BOSC DE CAMPONS | 0.2278 | 0.2278 |
| M | 22 | BOSC DE CAMPONS | 0.1012 | 0.1012 |
| M | 53 | BOSC DE LA VILA | 0.1000 | 0.1000 |
| M | 54 | BOSC DE LA VILA | 19.7188 | 19.7188 |

Article 2 : Date d'effet et publicité

L'application du régime forestier aux terrains mentionnés à l'article 1 entrera en vigueur à compter de la publication conformément à l'article R214-8 du code forestier. Cette publicité est faite par le maire de la commune en application du 1° de l'article L2122-27 du code général des collectivités territoriales. La présente décision sera affichée en mairie et l'accomplissement de cette formalité sera certifiée par Monsieur le Maire de Céret auprès de l'agence territoriale Ariège – Aude – Pyrénées Orientales de l'Office National des Forêts.

Le présent arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales sur le site :

<https://www.pyrenees-orientales.gouv.fr/Publications/Le-recueil-des-actes-administratifs>

Article 3 : Notification de la décision

La présente décision sera notifiée :

- Monsieur le directeur de l'agence territoriale Ariège – Aude- Pyrénées Orientales de l'Office National des Forêts ;
- Monsieur le Maire de la commune de Céret.

Article 4 : Recours et contentieux

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Montpellier soit par courrier adressé au : 6, rue Pitot – CS 99002, 34063 Montpellier Cedex 02, soit par voie électronique sur le site : <https://citoyens.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publicité. Dans ce cas, le recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours emporte le rejet de cette demande.

Article 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées - Orientales, Monsieur le Maire de Céret et Monsieur le directeur de l'agence territoriale Ariège – Aude - Pyrénées-Orientales de l'Office National des Forêts, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Perpignan, le **25 NOV. 2021**


Le Préfet
Etienne STOSKOPF



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Environnement Forêt
Sécurité Routière
Unité Nature

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEFSR/2021- 323-0001

portant autorisation de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses
incluses sur sangliers sur la commune de Rigarda

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

- Vu** le décret 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.427-1 et 6 ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-2020327-0020 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** la décision de délégation de signature à Monsieur Frédéric ORTIZ, chef du service environnement, forêt et sécurité routière en date du 26 mars 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEFSR-2021173-0001 en date du 22 juin 2021 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département des Pyrénées-Orientales pour la période de commissionnement jusqu'au 31 décembre 2024
- Vu** la demande de tirs individuels de jour comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur sangliers présentée par Monsieur Thierry LOPEZ, lieutenant de louveterie du secteur 11, reçue le 17 novembre 2021, suite aux dégâts constatés sur les propriétés de Monsieur Jérôme VILLELONGUE sur la commune de Rigarda ;
- Vu** l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Vu** l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

Considérant la nécessité de réduire les dégâts sur la commune de Rigarda ;

Considérant qu'il convient de réguler les populations de sangliers sur la commune de Rigarda ;

ARRÊTE :

Article 1 : Monsieur Thierry LOPEZ, lieutenant de louveterie du secteur 11, est autorisé à réaliser des opérations de régulation des populations de sangliers par tirs individuels de jours comme de nuit avec sources lumineuses incluses sur la commune de Rigarda, notamment à moins de 150 m des habitations et y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de la commune concernée.

Dans le cadre de ses interventions, Monsieur Thierry LOPEZ peut se faire accompagner s'il le juge nécessaire des chasseurs locaux de son choix.

Période des opérations : de la date de signature de l'arrêté au 20 décembre 2021 inclus

Article 2 : Monsieur Thierry LOPEZ doit informer au préalable pour chacune de ses interventions, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), Monsieur le maire de la commune concernée, Monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que Monsieur le président de l'association communale de chasse agréée (A.C.C.A.) de la commune concernée.

Article 3 : La venaison est laissée à la disposition du lieutenant de louveterie. Dès la fin des opérations, le lieutenant de louveterie adresse à Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer un compte-rendu précis des opérations.

Article 4 : Mesures spécifiques à la lutte contre la propagation du Covid-19

Le présent arrêté s'exerce dans le cadre des mesures nationales relatives à la prévention du Covid-19, notamment en ce qui concerne le respect des gestes barrières et la distanciation physique.

Article 5 : le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur de cabinet du Préfet, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié au sous-préfet de Prades, au commandant du groupement de gendarmerie, au chef du service départemental de l'OFB, au maire de Rigarda, au président de la fédération départementale des chasseurs et au président de l'A.C.C.A de Rigarda.

Fait à Perpignan, le **19 NOV. 2021**

Pour le Préfet et par subdélégation
du Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer
Le Chef du Service Environnement
Forêt et Sécurité Routière


Frédéric ORTIZ

DECISION TARIFAIRE N°1947 PORTANT MODIFICATION POUR 2021
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU
CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE
ASSOC JOSEPH SAUVY - 660781071

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD CAMINEM - SITE DE PERPIGNAN - 660003989
- Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) - ESAT LES TERRES ROUSSES - 660004912
- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD L'AUXILI - 660005158
- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD POC Y MES - 660005331
- Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) - FAM LES PARDALETS - 660005414
- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD ENDAVANT - 660006354
- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - UEM DU SESSAD POC Y MES - 660010265
- Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) - SAMSAH DU ROUSSILLON - 660011933
- Institut médico-éducatif (IME) - UEEA DE L'IME AL CASAL - 660012188
- Institut médico-éducatif (IME) - IME ARISTIDE MAILLOL - 660780073
- Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) - ITEP PEYREBRUNE - 660780487
- Institut médico-éducatif (IME) - IME AL CASAL - 660780511
- Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) - ESAT CHARLES DE MENDITTE - 660781311
- Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) - ESAT JOAN CAYROL - 660784075
- Maison d'accueil spécialisée (MAS) - MAS L'ORRI - 660790262

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU l'arrêté ministériel du 16/06/2021 publié au Journal Officiel du 30/06/2021 fixant les tarifs plafonds

mentionnés à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L.312-1 du même code ;

VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;

VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020 ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°1133 en date du 13/07/2021.

DECIDE

Article 1^{er} A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'Assurance Maladie, gérés par l'entité dénommée ASSOC JOSEPH SAUVY (660781071) dont le siège est situé 23, R FRANCOIS BROUSSAIS, 66100, PERPIGNAN, a été fixée à 19 372 143.62€, dont -362 218.01€ à titre non reconductible.

Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée à compter de 01/11/2021 étant également mentionnés.

- personnes handicapées : 19 372 143.62 €
(dont 19 372 143.62€ imputable à l'Assurance Maladie)

| FINESS | Dotations (en €) | | | | | | |
|-----------|------------------|------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003989 | 0.00 | 0.00 | 742 729.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004912 | 0.00 | 807 086.81 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005158 | 0.00 | 0.00 | 620 716.33 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005331 | 0.00 | 0.00 | 704 677.98 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005414 | 382 856.96 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660006354 | 0.00 | 0.00 | 610 085.71 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | |
|-----------|--------------|--------------|------------|------|------|------|------|
| 660010265 | 0.00 | 287 502.16 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660011933 | 0.00 | 0.00 | 193 691.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012188 | 0.00 | 0.00 | 140 934.54 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780073 | 326 756.19 | 2 029 049.65 | 5 529.85 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780487 | 1 590 158.37 | 1 081 313.99 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780511 | 2 204 445.49 | 1 753 259.43 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781311 | 0.00 | 1 425 101.63 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784075 | 0.00 | 1 295 274.57 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660790262 | 3 071 233.64 | 0.00 | 99 740.26 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Prix de journée (en €)

| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
|-----------|--------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|
| 660003989 | 0.00 | 0.00 | 130.99 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004912 | 0.00 | 59.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005158 | 0.00 | 0.00 | 103.71 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005331 | 0.00 | 0.00 | 97.26 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005414 | 73.57 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660006354 | 0.00 | 0.00 | 101.94 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660010265 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660011933 | 0.00 | 0.00 | 40.82 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012188 | 0.00 | 0.00 | 75.65 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780073 | 345.77 | 0.00 | 0.50 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | |
|-----------|--------|--------|------|------|------|------|------|
| 660780487 | 356.30 | 216.78 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780511 | 369.75 | 247.64 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781311 | 0.00 | 59.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784075 | 0.00 | 63.12 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660790262 | 236.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 1 614 345.32 (dont 1 614 345.32€ imputable à l'Assurance Maladie)

Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, la dotation globalisée commune s'élève, à titre transitoire, 19 734 361.63€. Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée de reconduction étant également mentionnés :

- personnes handicapées : 19 734 361.63 €
(dont 19 734 361.63€ imputable à l'Assurance Maladie)

| FINES | Dotations (en €) | | | | | | |
|-----------|------------------|------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003989 | 0.00 | 0.00 | 869 224.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004912 | 0.00 | 807 086.81 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005158 | 0.00 | 0.00 | 681 965.33 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005331 | 0.00 | 0.00 | 725 308.98 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005414 | 382 856.96 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660006354 | 0.00 | 0.00 | 671 334.71 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660010265 | 0.00 | 287 502.16 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | |
|-----------|--------|--------|------|------|------|------|------|
| 660780511 | 375.93 | 248.50 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781311 | 0.00 | 59.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784075 | 0.00 | 63.12 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660790262 | 236.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2022, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 1 644 530.15 (dont 1 644 530.15€ imputable à l'Assurance Maladie)

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire ASSOC JOSEPH SAUVY (660781071) et aux structures concernées.

Fait à Perpignan,

Le 3 novembre 2021

Par délégation le Directeur Départemental

le Directeur Général de
 l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
 le Délégué Départemental Adjoint
 des Pyrénées-Orientales

Donatien DIULIUS

| | | | | | | | |
|-----------|--------------|--------------|------------|------|------|------|------|
| 660011933 | 0.00 | 0.00 | 193 691.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012188 | 0.00 | 0.00 | 140 934.54 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780073 | 333 618.20 | 2 071 660.51 | 5 645.98 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780487 | 1 590 158.37 | 1 081 313.99 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780511 | 2 241 303.09 | 1 759 406.84 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781311 | 0.00 | 1 425 101.63 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784075 | 0.00 | 1 295 274.57 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660790262 | 3 071 233.64 | 0.00 | 99 740.26 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|
| FINES | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003989 | 0.00 | 0.00 | 153.30 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004912 | 0.00 | 59.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005158 | 0.00 | 0.00 | 113.95 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005331 | 0.00 | 0.00 | 100.11 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005414 | 73.57 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660006354 | 0.00 | 0.00 | 112.17 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660010265 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660011933 | 0.00 | 0.00 | 40.82 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012188 | 0.00 | 0.00 | 75.65 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780073 | 353.04 | 0.00 | 0.51 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780487 | 356.30 | 216.78 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

DECISION TARIFAIRE N°1952 PORTANT MODIFICATION POUR 2021
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU
CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE
ASSO A.L.E.F.P.A. - 590799730

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD LE JOYAU CERDAN II - 660003591
Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés - IEM LES LUPINS LE JOYAU CERDAN III - 660005976
Maison d'accueil spécialisée (MAS) - MAS LES MYRTILLES - 660005984
Institut médico-éducatif (IME) - IME LES ISARDS - JOYAU CERDAN I - 660780289

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
VU le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020 ;
Considérant La décision tarifaire initiale n°996 en date du 12/07/2021.

DECIDE

Article 1^{er} A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'Assurance Maladie, gérés par l'entité dénommée ASSO A.L.E.F.P.A. (590799730) dont le siège est situé 199, R COLBERT, 59003, LILLE, a été fixée à 6 697 629.80€, dont -342 757.44€ à titre non reconductible.

Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée à compter de 01/11/2021 étant également mentionnés.

- personnes handicapées : 6 697 629.80 €
(dont 6 697 629.80€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|--------------|------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003591 | 0.00 | 0.00 | 279 028.93 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005976 | 2 258 120.82 | 281 229.40 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005984 | 2 661 729.12 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780289 | 1 159 535.97 | 57 985.56 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003591 | 0.00 | 0.00 | 110.95 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005976 | 354.49 | 124.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005984 | 270.09 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780289 | 286.31 | 287.06 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 558 135.82€.
(dont 558 135.82€ imputable à l'Assurance Maladie)

Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, la dotation globalisée commune s'élève, à titre transitoire, 7 040 387.24€. Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée de reconduction étant également mentionnés :

- personnes handicapées : 7 040 387.24 €
(dont 7 040 387.24€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|--|--|--|--|--|--|--|
|------------------|--|--|--|--|--|--|--|

| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
|-----------|--------------|------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| 660003591 | 0.00 | 0.00 | 279 028.93 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005976 | 2 352 938.67 | 338 120.11 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005984 | 2 644 229.12 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780289 | 1 358 154.95 | 67 915.46 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Prix de journée (en €)

| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
|-----------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|
| 660003591 | 0.00 | 0.00 | 110.95 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005976 | 369.38 | 149.08 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660005984 | 268.31 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780289 | 335.35 | 336.22 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2022, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 586 698.94€ (dont 586 698.94€ imputable à l'Assurance Maladie)

Article 3. Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4. La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5. Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire ASSO A.L.E.F.P.A. (590799730) et aux structures concernées.

Fait à Perpignan,

Le 3 novembre 2021

Par délégation le Directeur Départemental

le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées-Orientales

Donatien CIVILIS

DECISION TARIFAIRE N°1955 PORTANT MODIFICATION DU PRIX DE JOURNEE
GLOBALISE POUR 2021 DE
IME LA MAURESQUE - 660780313

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure IME dénommée IME LA MAURESQUE (660780313) sise 0, IMP FELIX MERCADER, 66660, PORT VENDRES et gérée par l'entité dénommée ASSOC JOSEPH SAUVY (660781071) ;
- Considérant La décision tarifaire initiale n°1460 en date du 28/07/2021 portant fixation du prix de journée globalisé pour 2021 de la structure dénommée IME LA MAURESQUE - 660780313 ;

DECIDEArticle 1^{ER}

A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée est fixée à 3 199 242.89 €.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

| | GROUPES FONCTIONNELS | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 486 657.89 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 2 095 038.46 |
| | - dont CNR | 4 188.63 |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 816 921.54 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Reprise de déficits | |
| | TOTAL Dépenses | 3 398 617.89 |
| RECETTES | Groupe I Produits de la tarification | 3 199 242.89 |
| | - dont CNR | 4 188.63 |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 21 147.00 |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 178 228.00 |
| | Reprise d'excédents | |
| | TOTAL Recettes | 3 398 617.89 |

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 266 603.57 €.

Soit un prix de journée globalisé de 245.13 €.

Article 2

A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

- dotation globalisée 2022: 3 195 054.26 €.

(douzième applicable s'élevant à 266 254.52 €.)

- prix de journée de reconduction de 244.81 €.

Article 3

Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « ASSOC JOSEPH SAUVY » (660781071) et à l'établissement concerné.

Fait à Perpignan,

Le 3/11/2021

Par délégation le Directeur Départemental

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie, par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées-Orientales

Signature DRILLUS

DECISION TARIFAIRE N°1957 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE
FINANCEMENT POUR 2021 DE
SESSAD LE TRAIT D'UNION - 660790478

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020 ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure SESSAD dénommée SESSAD LE TRAIT D'UNION (660790478) sise 0, IMP FELIX MERCADER, 66660, PORT VENDRES et gérée par l'entité dénommée ASSOC JOSEPH SAUVY (660781071) ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°1457 en date du 28/07/2021 portant fixation de la dotation globale de financement pour 2021 de la structure dénommée SESSAD LE TRAIT D'UNION - 660790478.

DECIDE

Article 1^{er} A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globale de financement est modifiée et fixée à 584 878.44€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

| | GROUPES FONCTIONNELS | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 23 320.44 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 481 735.28 |
| | - dont CNR | -53 926.00 |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 79 822.72 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Reprise de déficits | |
| | TOTAL Dépenses | 584 878.44 |
| RECETTES | Groupe I Produits de la tarification | 584 878.44 |
| | - dont CNR | -53 926.00 |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 0.00 |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 0.00 |
| | Reprise d'excédents | |
| | | TOTAL Recettes |

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 48 739.87€.

Le prix de journée est de 107.77€.

- Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :
- dotation globale de financement 2022 : 638 804.44€
(douzième applicable s'élevant à 53 233.70€)
 - prix de journée de reconduction : 117.71€
- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire ASSOC JOSEPH SAUVY (660790478) et à l'établissement concerné.

Fait à Perpignan

, Le 3/11/2021

Par délégation le Directeur Départemental

le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées Orientales

Donatien DIULIUS

DECISION TARIFAIRE N°1958 PORTANT MODIFICATION DU PRIX DE JOURNEE
GLOBALISE POUR 2021 DE
MAS LES EMBRUNS - 660010190

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 22/07/2016 de la structure MAS dénommée MAS LES EMBRUNS (660010190) sise 0, CAP PEYREFITE, 66290, CERBERE et gérée par l'entité dénommée USSAP (110786324) ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°1462 en date du 28/07/2021 portant fixation du prix de journée globalisé pour 2021 de la structure dénommée MAS LES EMBRUNS - 660010190 ;

DECIDEArticle 1^{ER}

A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée est fixée à 4 474 002.92 €.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

| | GROUPES FONCTIONNELS | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 1 116 212.92 |
| | - dont CNR | 9 000.00 |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 3 114 865.80 |
| | - dont CNR | 115 868.00 |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 634 003.76 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Reprise de déficits | |
| | TOTAL Dépenses | 4 865 082.48 |
| RECETTES | Groupe I Produits de la tarification | 4 474 002.92 |
| | - dont CNR | 124 868.00 |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 330 148.56 |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 60 931.00 |
| | Reprise d'excédents | |
| | TOTAL Recettes | 4 865 082.48 |

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 372 833.58 €.

Soit un prix de journée globalisé de 271.89 €.

Article 2

A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

- dotation globalisée 2022: 4 349 134.92 €.

(douzième applicable s'élevant à 362 427.91 €.)

- prix de journée de reconduction de 264.30 €.

Article 3

Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

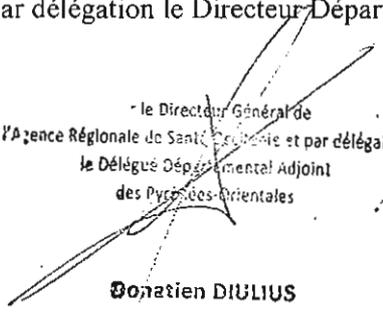
Article 5

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « USSAP » (110786324) et à l'établissement concerné.

Fait à Perpignan,

Le 3/11/2021

Par délégation le Directeur Départemental


- le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées-Orientales

Donatien DIULIUS

DECISION TARIFAIRE N°1959 PORTANT MODIFICATION DU PRIX DE JOURNEE
GLOBALISE POUR 2021 DE
MAS SOL I MAR - 660786807

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure MAS dénommée MAS SOL I MAR (660786807) sise 0, RTE DEPARTEMENTALE 914, 66650, BANYULS SUR MER et gérée par l'entité dénommée USSAP (110786324) ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°1445 en date du 27/07/2021 portant fixation du prix de journée globalisé pour 2021 de la structure dénommée MAS SOL I MAR - 660786807 ;

DECIDEArticle 1^{ER}

A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée est fixée à 4 415 744.41 €.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

| | GROUPES FONCTIONNELS | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 857 922.41 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 3 594 642.00 |
| | - dont CNR | 12 218.00 |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 536 600.00 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Reprise de déficits | |
| | TOTAL Dépenses | 4 989 164.41 |
| RECETTES | Groupe I Produits de la tarification | 4 415 744.41 |
| | - dont CNR | 12 218.00 |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 403 440.00 |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 169 980.00 |
| | Reprise d'excédents | |
| | TOTAL Recettes | 4 989 164.41 |

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 367 978.70 €.

Soit un prix de journée globalisé de 225.29 €.

Article 2

A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

- dotation globalisée 2022: 4 403 526.41 €.

(douzième applicable s'élevant à 366 960.53 €.)

- prix de journée de reconduction de 224.67 €.

Article 3

Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « USSAP » (110786324) et à l'établissement concerné.

Fait à Perpignan,

Le 3/11/2021

Par délégation le Directeur Départemental

~~le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées-Orientales~~

Donatien DIULIUS

DECISION TARIFAIRE N°1962 PORTANT MODIFICATION DU PRIX DE JOURNEE
GLOBALISE POUR 2021 DE
UNITE HORIZON - 660010182

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 22/07/2016 de la structure MAS dénommée UNITE HORIZON (660010182) sise 0, CAP PEYREFITE, 66290, CERBERE et gérée par l'entité dénommée USSAP (110786324) ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°1461 en date du 28/07/2021 portant fixation du prix de journée globalisé pour 2021 de la structure dénommée UNITE HORIZON - 660010182 ;

DECIDEArticle 1^{ER}

A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée est fixée à 1 832 354.08 €.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

| | GROUPES FONCTIONNELS | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 444 361.00 |
| | - dont CNR | 1 700.00 |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 1 291 273.48 |
| | - dont CNR | -154 008.91 |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 269 829.80 |
| | - dont CNR | 8 698.00 |
| | Reprise de déficits | |
| | TOTAL Dépenses | 2 005 464.28 |
| RECETTES | Groupe I Produits de la tarification | 1 832 354.08 |
| | - dont CNR | -143 610.91 |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 138 520.20 |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 14 590.00 |
| | Reprise d'excédents | 20 000.00 |
| | TOTAL Recettes | 2 005 464.28 |

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 152 696.17 €.

Soit un prix de journée globalisé de 265.56 €.

Article 2

A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

- dotation globalisée 2022: 1 995 964.99 €.

(douzième applicable s'élevant à 166 330.42 €.)

- prix de journée de reconduction de 289.27 €.

Article 3

Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

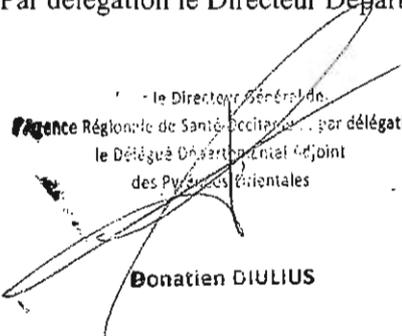
Article 5

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « USSAP » (110786324) et à l'établissement concerné.

Fait à Perpignan,

Le 3/11/2021

Par délégation le Directeur Départemental


- le Directeur Général de
Agence Régionale de Santé Occitanie, par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées Orientales

Donatien DIULIUS

DECISION TARIFAIRE N°2021 PORTANT MODIFICATION DU PRIX DE JOURNEE
GLOBALISE POUR 2021 DE
IEM GALAXIE - 660786880

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure EEAP dénommée IEM GALAXIE (660786880) sise 157, AV DE CHARLEMAGNE, 66700, ARGELES SUR MER et gérée par l'entité dénommée USSAP (110786324) ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°1456 en date du 28/07/2021 portant fixation du prix de journée globalisé pour 2021 de la structure dénommée IEM GALAXIE - 660786880 ;

DECIDE

Article 1^{ER}

A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée est fixée à 5 456 764.07 €.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

| | GROUPES FONCTIONNELS | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 920 581.22 |
| | - dont CNR | 203.161.22 |
| | Groupe II Dépenses afférentes au personnel | 3 961 833.85 |
| | - dont CNR | 113 985.81 |
| | Groupe III Dépenses afférentes à la structure | 762 680.00 |
| | - dont CNR | 0.00 |
| | Reprise de déficits | |
| | TOTAL Dépenses | 5 645 095.07 |
| RECETTES | Groupe I Produits de la tarification | 5 456 764.07 |
| | - dont CNR | 317 147.03 |
| | Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation | 24 870.00 |
| | Groupe III Produits financiers et produits non encaissables | 163 461.00 |
| | Reprise d'excédents | |
| | TOTAL Recettes | 5 645 095.07 |

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 454 730.34 €.

Soit un prix de journée globalisé de 375.91 €.

Article 2

A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

- dotation globalisée 2022: 5 139 617.04 €.

(douzième applicable s'élevant à 428 301.42 €.)

- prix de journée de reconduction de 354.07 €.

Article 3

Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « USSAP » (110786324) et à l'établissement concerné.

Fait à Perpignan, Le 03 NOV. 2021

Par délégation le Délégué Départemental

~~En tant que le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie par délégation
le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées-Orientales~~

Do
Donatien DIULIUS

DECISION TARIFAIRE N°1949 PORTANT MODIFICATION POUR 2021
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU
CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE
SARL LE PARC - 660000027

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

Centre de rééducation professionnelle (CRP) - CRP LE PARC - 660780065

Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) - ESAT CAL CAVALLER - 660784661

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU l'arrêté ministériel du 16/06/2021 publié au Journal Officiel du 30/06/2021 fixant les tarifs plafonds mentionnés à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L.312-1 du même code ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020 ;
- Considérant La décision tarifaire initiale n°31 en date du 30/06/2021.

DECIDE

Article 1^{er} A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'Assurance Maladie, gérés par l'entité dénommée SARL LE PARC (660000027) dont le siège est situé 24, AV DE CERDAGNE, 66340, OSSEJA, a été fixée à 3 300 721.42€, dont 30 660.00€ à titre non reconductible.

Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée à compter de 01/11/2021 étant également

mentionnés.

- personnes handicapées : 3 300 721.42 €
(dont 3 300 721.42€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|--------------|------------|------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660780065 | 2 760 984.68 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784661 | 0.00 | 539 736.74 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|--------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660780065 | 145.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784661 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 275 060.12€. (dont 275 060.12€ imputable à l'Assurance Maladie)

Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, la dotation globalisée commune s'élève, à titre transitoire, 3 270 061.42€. Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée de reconduction étant également mentionnés :

- personnes handicapées : 3 270 061.42 €
(dont 3 270 061.42€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|--------------|------------|------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660780065 | 2 730 324.68 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784661 | 0.00 | 539 736.74 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|--------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660780065 | 143.64 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784661 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2022, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 272 505.12€ (dont 272 505.12€ imputable à l'Assurance Maladie)

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SARL LE PARC (660000027) et aux structures concernées.

Fait à Perpignan,

Le 3 novembre 2021

Par délégation le Directeur Départemental

le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées Orientales

Donatien DIULIUS

DECISION TARIFAIRE N°1950 PORTANT MODIFICATION POUR 2021
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU
CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE
EPMR - 660000126

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD MES BE - 660006248

Institut médico-éducatif (IME) - IME SOLEIL DES PYRENEES - 660780222

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020 ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°32 en date du 30/06/2021.

DECIDE

Article 1^{er} A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'Assurance Maladie, gérés par l'entité dénommée EPMR (660000126) dont le siège est situé 7, AV ALFRED SAUVY, 66100, PERPIGNAN, a été fixée à 5 313 231.70€, dont -184 929.00€ à titre non reconductible.

Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée à compter de 01/11/2021, étant également mentionnés.

- personnes handicapées : 5 313 231.70 €
(dont 5 313 231.70€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|------|--------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660006248 | 0.00 | 0.00 | 787 210.53 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780222 | 0.00 | 4 526 021.17 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660006248 | 0.00 | 0.00 | 93.72 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780222 | 0.00 | 181.94 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 442 769.31€. (dont 442 769.31€ imputable à l'Assurance Maladie)

Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, la dotation globalisée commune s'élève, à titre transitoire, 5 541 160.70€. Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée de reconduction étant également mentionnés :

- personnes handicapées : 5 541 160.70 €
(dont 5 541 160.70€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|------|--------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660006248 | 0.00 | 0.00 | 897 059.53 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780222 | 0.00 | 4 644 101.17 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|--|--|--|--|--|--|--|
|------------------------|--|--|--|--|--|--|--|

| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
|-----------|------|--------|--------|-------|-------|-------|-------|
| 660006248 | 0.00 | 0.00 | 106.79 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780222 | 0.00 | 186.69 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2022, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 461 763.39€ (dont 461 763.39€ imputable à l'Assurance Maladie)

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire EPMR (660000126) et aux structures concernées.

Fait à Perpignan,

Le 3 novembre 2021

Par délégation le Directeur Départemental

le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Délégué Départemental Adjoint
des Pyrénées-Orientales

Donatien DIULIUS

DECISION TARIFAIRE N°2064 PORTANT MODIFICATION POUR 2021
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU
CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE
UNAPEI 66 - 660784604

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD ESPERANZA - 660009895

Institut médico-éducatif (IME) - UEMA IME LES PEUPLIERS - 660012386

Institut médico-éducatif (IME) - IME LES PEUPLIERS - 660780420

Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT) - ESAT L'ENVOL - 660781428

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD LES PEUPLIERS - 660784653

Maison d'accueil spécialisée (MAS) - MAS DU BOIS JOLI - 660784737

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU l'arrêté ministériel du 16/06/2021 publié au Journal Officiel du 30/06/2021 fixant les tarifs plafonds mentionnés à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L.312-1 du même code ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020 ;
- Considérant La décision tarifaire initiale n°65 en date du 06/07/2021.

DECIDE

Article 1^{er}

A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'Assurance Maladie, gérés par l'entité dénommée UNAPEI 66 (660784604) dont le siège est situé 500, R LOUIS MOUILLARD, 66050, PERPIGNAN, a été fixée à 10 627 544.76€, dont -146 302.47€ à titre non reconductible.

Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée à compter de 01/11/2021 étant également mentionnés.

- personnes handicapées : 10 627 544.76 €
(dont 10 627 544.76€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|--------------|--------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660009895 | 0.00 | 0.00 | 751 059.15 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012386 | 0.00 | 260 000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780420 | 0.00 | 3 239 293.96 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781428 | 0.00 | 1 702 448.71 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784653 | 0.00 | 0.00 | 676 912.93 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784737 | 3 585 090.66 | 277 581.10 | 135 158.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660009895 | 0.00 | 0.00 | 91.79 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012386 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780420 | 0.00 | 243.89 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781428 | 0.00 | 60.26 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | |
|-----------|--------|--------|--------|------|------|------|------|
| 660784653 | 0.00 | 0.00 | 73.03 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784737 | 240.61 | 192.50 | 370.30 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 885 628.73€.
(dont 885 628.73€ imputable à l'Assurance Maladie)

Article 2 A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, la dotation globalisée commune s'élève, à titre transitoire, 10 773 847.23€. Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée de reconduction étant également mentionnés :

- personnes handicapées : 10 773 847.23 €
(dont 10 773 847.23€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|--------------|--------------|------------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660009895 | 0.00 | 0.00 | 773 771.15 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012386 | 0.00 | 260 000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780420 | 0.00 | 3 284 886.43 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781428 | 0.00 | 1 702 448.71 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784653 | 0.00 | 0.00 | 766 988.93 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784737 | 3 574 871.66 | 275 957.10 | 134 923.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660009895 | 0.00 | 0.00 | 94.57 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660012386 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | |
|-----------|--------|--------|--------|------|------|------|------|
| 660780420 | 0.00 | 247.32 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660781428 | 0.00 | 60.26 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784653 | 0.00 | 0.00 | 82.75 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660784737 | 239.92 | 191.37 | 369.65 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2022, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 897 820.61€ (dont 897 820.61€ imputable à l'Assurance Maladie)

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire UNAPEI 66 (660784604) et aux structures concernées.

Fait à Perpignan,

Le 08/11/2021

Par délégation le Directeur Départemental



DECISION TARIFAIRE N°2063 PORTANT MODIFICATION POUR 2021
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU
CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE
ADPEP 66 - 660784620

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

Centre d'action médico-sociale précoce (CAMSP) - CAMSP PERPIGNAN - 660003955

Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) - ITEP FRANCOIS TOSQUELLES - 660004839

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD L'OLIU - 660004847

Centre médico-psycho-pédagogique (CMPP) - CMPP HENRI WALLON - 660780255

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD SERVICE D'EDUCATION MOTRICE -
660782541

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD SERVICE D'EDUCATION AUDITIVE -
660782558

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD SERVICE D'EDUCATION VISUELLE -
660789652

Le Directeur Général de l'ARS Occitanie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2020-1576 du 14/12/2020 de financement de la Sécurité Sociale pour 2021 publiée au Journal Officiel du 15/12/2020 ;
- VU l'arrêté ministériel du 08/06/2021 publié au Journal Officiel du 24/06/2021 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2021 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
- VU la décision du 15/06/2021 publiée au Journal Officiel du 29/06/2021 relative aux dotations régionales limitatives 2021 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2021 ;
- VU le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Occitanie ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué départemental de PYRENEES ORIENTALES en date du 10/01/2020 ;
- Considérant La décision tarifaire initiale n°22 en date du 01/07/2021.

DECIDE

Article 1^{er} A compter du 01/11/2021, au titre de 2021, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'Assurance Maladie, gérés par l'entité dénommée ADPEP 66 (660784620)

dont le siège est situé 10, R PAUL SEJOURNE, 66350, TOULOUGES, a été fixée à 9 008 854.43€, dont -76 878.00€ à titre non reconductible.

Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée à compter de 01/11/2021 étant également mentionnés.

- personnes handicapées : 9 008 854.43 €
(dont 8 662 063.36€ imputable à l'Assurance Maladie)

| Dotations (en €) | | | | | | | |
|------------------|--------------|--------------|--------------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003955 | 0.00 | 0.00 | 1 748 955.33 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004839 | 1 294 708.10 | 1 297 244.97 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004847 | 0.00 | 0.00 | 465 901.35 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780255 | 0.00 | 0.00 | 1 857 589.24 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660782541 | 0.00 | 0.00 | 1 166 761.37 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660782558 | 0.00 | 0.00 | 674 590.98 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660789652 | 0.00 | 0.00 | 503 103.09 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003955 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004839 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004847 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780255 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | |
|-----------|------|------|------|------|------|------|------|
| 660782541 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660782558 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660789652 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2021, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 750 737.87€.

(dont 721 838.61€ imputable à l'Assurance Maladie)

Pour le(s) seul(s) CAMSP du CPOM, la dotation globalisée commune imputable à l'Assurance Maladie s'élève à 1 402 164.26€. Celle imputable au Département de 346 791.07€.

La fraction forfaitaire imputable à l'Assurance Maladie s'établit à 116 847.02€. La fraction forfaitaire imputable au Département s'établit à 28 899.26€.

| FINESS | Dotation globale Assurance Maladie (en €) | Dotation globale Département (en €) |
|-----------|---|-------------------------------------|
| 660003955 | 1 402 164.26 | 346 791.07 |

Article 2

A compter du 1er janvier 2022, en application de l'article L.314-7 du CASF, la dotation globalisée commune s'élève, à titre transitoire, 9 085 732.43€. Elle se répartit de la manière suivante, les prix de journée de reconduction étant également mentionnés :

- personnes handicapées : 9 085 732.43 €

(dont 8 738 941.36€ imputable à l'Assurance Maladie)

| FINESS | Dotations (en €) | | | | | | |
|-----------|------------------|--------------|--------------|-------|-------|-------|-------|
| | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003955 | 0.00 | 0.00 | 1 733 955.33 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004839 | 1 294 708.10 | 1 297 244.97 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004847 | 0.00 | 0.00 | 579 079.35 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780255 | 0.00 | 0.00 | 1 857 589.24 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660782541 | 0.00 | 0.00 | 1 166 761.37 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| | | | | | | | |
|-----------|------|------|------------|------|------|------|------|
| 660782558 | 0.00 | 0.00 | 674 590.98 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660789652 | 0.00 | 0.00 | 481 803.09 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| Prix de journée (en €) | | | | | | | |
|------------------------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| FINESS | INT | SI | EXT | Aut_1 | Aut_2 | Aut_3 | SSIAD |
| 660003955 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004839 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660004847 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660780255 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660782541 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660782558 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| 660789652 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

Pour 2022, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes handicapées, s'établit à 757 144.37€ (dont 728 245.11€ imputable à l'Assurance Maladie)

Pour le(s) seul(s) CAMSP du CPOM, la dotation globalisée commune imputable à l'Assurance Maladie s'élève à 1 387 164.26€. Celle imputable au Département de 346 791.07€.

La fraction forfaitaire imputable à l'Assurance Maladie s'établit à 115 597.02€. La fraction forfaitaire imputable au Département s'établit à 28 899.26€.

| FINESS | Dotation globale Assurance Maladie (en €) | Dotation globale Département (en €) |
|-----------|---|-------------------------------------|
| 660003955 | 1 387 164.26 | 346 791.07 |

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis Cour administrative d'appel de Bordeaux 17 cours de Verdun, 33074, BORDEAUX CEDEX dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Occitanie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire ADPEP 66 (660784620) et aux structures concernées.

Fait à Perpignan,

Le 08/11/2021

Par délégation, le Directeur Départemental





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Service émetteur : Pôle animation de la transformation de l'offre
Affaire suivie par : Damien VERDAGUER
Courriel : ars-oc-dd66-handicap-dependance@ars.sante.fr
Téléphone : 04 68 81 78 29 / 07 64 77 20 60
Réf. : 2021/ 544
P.J. : - Décision tarifaire
- Tableau récapitulatif bases budgétaires

Date : 08 NOV. 2021

LRAR n° 1A 165 293 6124 9

Objet : Notification de la décision tarifaire modificative 2021
Organisme Gestionnaire Association ADPEP 66 - 660784620 – DGC

Pièces jointes : - Décision tarifaire
- Fiche de suivi budgétaire

Monsieur le Directeur Général,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-jointe la décision tarifaire portant modification pour 2021 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens de l'association ADPEP 66.

Cette décision intègre des crédits non reconductibles liés aux surcoûts en personnel du Service d'éducation visuelle pour un montant de 21 300 € et 15 000 € alloués au CAMSP au titre de la Stratégie Nationale Autisme, pour de la formation aux recommandations de bonnes pratiques sur l'autisme et les TND.

Le SESSAD l'Oliu se voit attribué à titre pérenne le financement proratisé de l'extension de 10 places du SESSAD pour un montant de 56 822 €. L'effet année pleine de cette mesure nouvelle interviendra avec la campagne budgétaire 2022.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Directeur de la Délégation Départementale des Pyrénées-Orientales

Guillaume DUBOIS

Destinataires :

Monsieur le Directeur général
de l'association ADPEP 66
10 rue Paul Séjourné - BP 22
66350 TOULOUGES

11/11/11

11/11/11

**ARRETE CONJOINT PORTANT CHANGEMENT DE DENOMINATION DE
L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTALPOUR PERSONNES AGEES (EEPA) DEDIE A
L'ACCUEIL DES PERSONNES HANDICAPEES VIEILLISSANTES (PHV) « CENTRE
GERONTOLOGIQUE DU ROUSSILLON » A THUIR**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
La Présidente du Département des Pyrénées-Orientales**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;
- Vu** l'Arrêté conjoint DGARS/CD66 n°8624-2020 en date du 15 décembre 2020 portant renouvellement de l'autorisation de l'établissement expérimental pour personnes âgées (EEPA) « Centre gérontologique du Roussillon » dédié à l'accueil des personnes âgées vieillissantes (PH) à Thuir géré par le GCSMS Centre Gérontologique du Roussillon ;
- Vu** l'Arrêté conjoint n°3279/2021 portant cession de l'autorisation de l'établissement expérimental pour personnes âgées (EEPA) « Centre Gérontologique du Roussillon », dédié à l'accueil de personnes handicapées vieillissantes (PHV) à THUIR géré par le CH de Perpignan au profit du GCSMS Centre Gérontologique du Roussillon à Perpignan ;
- Vu** la Décision ARS Occitanie 2020-0036 en date du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la Décision ARS Occitanie modificative n°2021-0008 en date du 10 février 2021 portant délégation de signature du Directeur Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle relative à la dénomination de l'EEPA PHV a été constatée dans l'arrêté n°3279/2021 portant cession de l'autorisation de l'EEPA PHV au profit du GCSMS Centre gérontologique du Roussillon ; que la dénomination de l'établissement est « Centre Gérontologique du Roussillon » et non « Dina Vierny » ;

CONSIDERANT que cette modification n'a d'impact ni sur la réponse aux besoins fixés, ni sur la dotation mentionnée aux articles L.312-8 et L.314-4 du CASF ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Pyrénées-Orientales pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur général adjoint aux solidarités du Département des Pyrénées-Orientales ;

ARRETEMENT

Article 1 : Les articles 2 et 3 de l'arrêté n°3279/2021 sont modifiés par les articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 : La capacité autorisée de l'établissement expérimental pour personnes âgées dédié aux personnes handicapées vieillissantes « Centre Gérontologique du Roussillon » (CGR) demeure fixé à 30 places d'hébergement permanent pour personnes handicapées vieillissantes.

L'établissement est autorisé à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour sa capacité totale.

Article 3 : Les caractéristiques de l'établissement seront répertoriées au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire : GCSMS « Centre Gérontologique du Roussillon »

N° FINESS EJ : 66 000 990 3

Adresse : 23, rue François Broussais - CS 20007 – 66028 PERPIGNAN cedex

Identification de l'établissement : Etablissement Expérimental pour Personnes Agées dédié aux Personnes Handicapées Vieillissantes « CGR » (Centre Gérontologique du Roussillon)

N° FINESS ET : 66 000 996 0

Adresse : 39, avenue Général Guillaud 66300 THUIR

Catégorie établissement : 381 - Etablissement expérimental pour personnes âgés.

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | capacité autorisée |
|------------|---|-----------|--------------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------|
| code | libellé | code | libellé | code | libellé | |
| 935 | Activité des établissements expérimentaux | 702 | Personnes handicapées vieillissantes | 11 | Hébergement complet internat | 30 |

Article 4 : Les autres articles de l'arrêté n°3279/2021 demeurent inchangés.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Le Directeur Départemental des Pyrénées-Orientales pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie, le directeur général adjoint aux solidarités du Département des Pyrénées-Orientales et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 18 novembre 2021

Le Directeur Général



Pierre RICORDEAU

La Présidente



Hermeline MALHERBE

**ARRETE CONJOINT PORTANT CHANGEMENT DE DENOMINATION DE
L'ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES
DEPENDANTES (EHPAD) « CCMPPA » SITUE A SALSES-LE-CHATEAU EN
EHPAD « GCSMS CGR »**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
La Présidente du Département des Pyrénées-Orientales**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** le Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pierre RICORDEAU, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie à compter du 5 novembre 2018 ;
- Vu** l'Arrêté conjoint ARH-Préfecture des PO n°311-2009 du 21 décembre 2009 fixant la répartition des capacités et ressources d'assurance maladie de l'USLD du CH de Perpignan et portant la capacité de l'EHPAD « CCMPPA » de Perpignan à 120 places d'hébergement permanent ;
- Vu** la Convention de délégation d'exploitation signée entre le CH de Perpignan et le GCSMS « Centre Gérontologique du Roussillon » signée le 16 octobre 2015, par laquelle les deux parties sont convenues des modalités de la délégation de l'exploitation des 120 places d'hébergement permanent de l'EHPAD « CMPPA » au profit du GCSMS susdit pour une durée renouvelable, équivalente à celle de l'autorisation concernée ;
- Vu** la Décision préfectorale n°2015 301-001 en date du 28 octobre 2015 approuvant la convention constitutive du GCSMS « Centre Gérontologique du Roussillon » de Perpignan signée entre le CH de Perpignan et l'association Joseph Sauvy, qui prévoit notamment que l'objet de ce groupement consiste, entre autres missions, à assurer l'exploitation de l'autorisation de l'EHPAD « CCMPPA » détenue par le Centre Hospitalier de Perpignan ;
- Vu** l'Arrêté conjoint DARS/CD66 n°2015-2347 en date du 30 octobre 2015 portant acceptation de la délégation d'exploitation de l'autorisation de l'EHPAD « CCMPPA » de Perpignan, détenue par le CH de Perpignan, au GCSMS « Centre Gérontologique du Roussillon », abrogé ;
- Vu** l'Arrêté conjoint DGARS/CD66 n°2015/3212 en date du 16 décembre 2015 portant création d'une structure expérimentale pour personnes handicapées vieillissantes « PHV du centre

géronologique du Roussillon » à Perpignan d'une capacité de 30 places d'hébergement permanent par redéploiement de l'offre existante et réduction de capacité de l'EHPAD « CCMPPA » de 30 places ;

- Vu** l'Arrêté conjoint n°2016-1209 en date du 26 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n°2015-2347 et portant acceptation de la délégation d'exploitation des autorisations de l'EHPAD « CCMPPA » à Perpignan et de l'EEPA PHV « Centre Gérontologique du Roussillon » à Perpignan détenues par le Centre Hospitalier de Perpignan au GCSMS « Centre Gérontologique du Roussillon » à Perpignan ;
- Vu** l'Arrêté conjoint n°3281/2021 en date du 7 décembre 2020 portant délocalisation temporaire de l'EHPAD « CCMPPA » situé à Salses le Château ;
- Vu** l'Arrêté conjoint n° 3280/2021 en date du 23 avril 2021 portant cession de l'autorisation de l'EHPAD CCMPPA à PERPIGNAN géré par le CH de PERPIGNAN au profit du GCSMS CGR à PERPIGNAN ;
- Vu** la Décision ARS Occitanie 2020-0036 en date du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la Décision ARS Occitanie modificative n°2021-0008 en date du 10 février 2021 portant délégation de signature du Directeur Générale de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la Délibération de l'assemblée générale du 19 mars 2021 actant et approuvant le changement de dénomination de l'EHPAD « CMPPA » en EHPAD « GCSMS CGR » ;
- Vu** le courriel du 18 juin 2021 par lequel le GCSMS « Centre Gérontologique du Roussillon » a sollicité le changement de dénomination de l'EHPAD « CCMPPA » au profit de la dénomination EHPAD « GCSM CGR » ;

CONSIDERANT que cette modification n'a d'impact ni sur la réponse aux besoins fixés, ni sur la dotation mentionnée aux articles L.312-8 et L.314-4 du CASF ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Pyrénées-Orientales pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur général adjoint aux Solidarités du Département des Pyrénées-Orientales ;

ARRETEMENT

Article 1 : Il est pris acte du changement de dénomination sociale de L'EHPAD « CMPPA » situé à SALSES-LE-CHATEAU en EHPAD « GCSMS CGR ».

Article 2 : Les caractéristiques de l'établissement seront répertoriées au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme suit :

Identification du gestionnaire : GCSMS « Centre Gérontologique du Roussillon »

N° FINESS EJ: 66 000 990 3

Adresse : 23 rue François Broussais - CS 20007 – 66028 PERPIGNAN cedex

Identification de l'établissement : EHPAD « GCSMS CGR »

N° FINESS ET : 66 000 655 2

Adresse : Route Départementale 900 – 66600 – SALSES-LE-CHATEAU

Catégorie établissement : 500 - Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | capacité autorisée |
|--------------------|---|-----------|---|------------------------|------------------------------|--------------------|
| code | libellé | code | libellé | code | libellé | |
| 924 dont 961 | Accueil pour personnes âgées | 711 | personnes âgées dépendantes | 11 | hébergement complet internat | 90 |
| | Pôle d'activité et de soins adaptés (12 places) | 436 | personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 21 | accueil de jour | 0 |
| 657 | Accueil temporaire pour personnes âgées | 711 | personnes âgées dépendantes | 11 | hébergement complet internat | 0 |

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Le directeur départemental des Pyrénées-Orientales pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie, le directeur général adjoint aux solidarités du Département des Pyrénées-Orientales et le gestionnaire de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Le 18 novembre 2021

Le Directeur Général



Pierre RICORDEAU

La Présidente



Hermeline MALHERBE

